

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Philippe  
MACHENAUD-JACQUIER

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 150  
N° 25

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 21  
no Tiunu 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUÉS

Pages

- Loi n° 2001-77 du 30 janvier 2001 autorisant la ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République socialiste du Vietnam. (Arrêté de promulgation n° 311 DRCL du 11 juin 2001) ..... 1519
- Décret n° 2001-446 du 22 mai 2001 portant publication de la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam, signée à Paris le 24 février 1999. (Arrêté de promulgation n° 311 DRCL du 11 juin 2001) ..... 1519

##### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

- Arrêté n° 283 du 21 mai 2001 fixant la répartition des sièges des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du service des douanes de Polynésie française, créé par arrêté n° 895 P.E.L.E.4 du 21 août 1987 modifié. .... 1523
- Arrêté n° 287 MAC du 25 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 61 MAC du 5 février 2001 portant attribution aux communes et à l'administration du territoire de la Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 2000 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs ..... 1523
- Arrêté n° 288 MAC du 25 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 667 MAC du 15 décembre 1999 portant attribution aux communes et à l'administration du territoire de la Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 1999 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs ..... 1524
- Arrêté n° 293 MAC du 29 mai 2001 portant organisation et désignation des membres de la commission locale de recensement de Polynésie française chargée du dépouillement des élections des représentants des maires et des présidents des établissements publics de coopération intercommunale au comité des finances locales (C.F.L.) . .... 1524

##### EXTRAITS

- Arrêté n° 294 CAB/DPC du 30 mai 2001 fixant les résultats de l'examen pour un certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, le 28 mai 2001, au centre de secours de Punaauia (Tahiti) ..... 1525

### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### DELIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Délégation n° 2001-53 APF du 7 juin 2001 portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 du Centre de formation professionnelle des adultes ..... 1526

Délibération n° 2001-54 APF du 7 juin 2001 relative au Fonds d'entraide aux îles et modifiant la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée. ....	1526
Délibérations n° 2001-55 et n° 2001-56 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur les projets de loi autorisant : - l'approbation des amendements à la convention Intelsat en vue de sa transformation en une société supervisée par une organisation Intergouvernementale restructurée ; - la ratification d'une convention internationale pour la répression du financement du terrorisme .....	1528
Délibération n° 2001-57 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur l'avant-projet de loi "Démocratie de proximité et Institutions locales" .....	1528
Délibération n° 2001-58 APF du 7 juin 2001 modifiant les dispositions incitatives applicables aux paquebots effectuant des croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française .....	1529
Délibération n° 2001-59 APF du 7 juin 2001 modifiant la délibération n° 2000-22 APF du 24 février 2000 instituant un dispositif d'aide en faveur des entreprises réalisant des programmes d'investissement sur l'île de Hao dans l'archipel des Tuamotu-Gambier pour assurer sa reconversion économique .....	1529
Délibérations n° 2001-60 et n° 2001-61 APF du 7 juin 2001 portant modification du tarif des douanes .....	1530
Délibération n° 2001-62 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de décret modifiant le décret n° 98-179 du 11 mars 1998 fixant pour l'année 1997 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ....	1532
Délibération n° 2001-63 APF du 7 juin 2001 portant approbation du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1999 de l'Institut territorial de la consommation .....	1533
Délibération n° 2001-64 APF du 7 juin 2001 portant approbation du compte financier 1999 de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs .....	1533
Délibération n° 2001-65 APF du 7 juin 2001 portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 et affectation du résultat en report à nouveau de la Caisse de soutien des prix du coprah. ....	1534
Délibération n° 2001-66 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants .....	1535
Délibération n° 2001-67 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes. ....	1535
Délibération n° 2001-68 APF du 7 juin 2001 portant modification de l'article 194 de la délibération n° 66-80 du 24 juin 1966 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française .....	1535
Délibération n° 2001-69 APF du 7 juin 2001 modifiant la délibération n° 95-130 AT du 24 août 1995 portant création de cabinets auprès du président de l'assemblée territoriale, des vice-présidents, du président de la commission permanente et des présidents des commissions intérieures de l'assemblée territoriale et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet .....	1536

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêtés n° 782 et n° 783 CM du 11 juin 2001 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française. ....	1537
Arrêté n° 784 CM du 11 juin 2001 portant désignation d'un représentant du territoire et de trois administrateurs au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) ...	1538
Arrêtés n° 785 à n° 787 CM du 11 juin 2001 portant désignation d'un représentant du territoire au sein des assemblées et conseils d'administration des S.A. Electricité de Tahiti (E.D.T.), S.A. Electra et S.A. Coder Marama Nui .....	1539
Arrêté n° 789 CM du 11 juin 2001 autorisant l'extension de l'hypermarché Continent sur la commune de Arue et le changement de l'enseigne Continent des hypermarchés de la S.A. S.E.G.C. en Carrefour .....	1540
Arrêté n° 790 CM du 11 juin 2001 désignant l'ordonnateur du Fonds européen de développement et ses suppléants. ...	1540
Arrêté n° 791 CM du 11 juin 2001 autorisant la conclusion des contrats de couverture du risque de taux d'intérêt .....	1540

21 Juin 2001

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

1515

Arrêté n° 794 CM du 12 juin 2001 portant nomination de Mile Tea Riveta, chef du service de l'énergie et des mines par intérim .....	1541
Arrêté n° 795 CM du 14 juin 2001 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres en matière de contentieux ...	1541
Arrêté n° 796 CM du 14 juin 2001 portant désignation des représentants de la Polynésie française au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration du groupement d'intérêt économique "Perles de Tahiti" ....	1542
Arrêté n° 797 CM du 14 juin 2001 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein de la société anonyme Air Tahiti .....	1542
Arrêté n° 798 CM du 14 juin 2001 relatif à la représentation de la Polynésie française au sein de la société anonyme Air Tahiti Nui.....	1542
Arrêtés n° 799 et n° 800 CM du 14 juin 2001 portant désignation de représentants de la Polynésie française au sein des sociétés anonymes Teva et Jus de fruits de Moorea .....	1543
Arrêté n° 801 CM du 14 juin 2001 autorisant à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention d'investissement à l'Eglise évangélique de Polynésie française pour financer la construction d'un presbytère sis à Fetuna, commune de Tumaraa.....	1543
Arrêté n° 802 CM du 14 juin 2001 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 464 CM du 26 avril 1995 modifié relatif à l'organisation et aux règles de fonctionnement de l'établissement public dénommé "Fonds d'entraide aux îles" .....	1544
Arrêté n° 804 CM du 14 juin 2001 modifiant l'arrêté n° 1714 CM du 14 décembre 2000 modifié portant affectation du Tahua Vaiete (place Vaiete) et délégation de pouvoir .....	1544
Arrêté n° 805 CM du 14 juin 2001 portant nomination de M. Claude Serra en qualité de délégué à l'environnement par intérim .....	1545
Arrêté n° 806 CM du 14 juin 2001 portant nomination du chef du service du développement, de l'industrie et des métiers par intérim .....	1545
Arrêté n° 807 CM du 14 juin 2001 désignant les représentants de la Polynésie française au comité de gestion et au conseil technique consultatif du Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française .....	1546
Arrêté n° 809 CM du 14 juin 2001 portant modification de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat" .....	1546

#### EXTRAITS

Arrêté n° 788 CM du 11 juin 2001 modifiant l'arrêté n° 650 CM du 16 mai 2001 portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A. Société de navigation des archipels (S.N.A.) pour l'exploitation du navire Vai Aito sur la desserte maritime régulière des Tuamotu .....	1546
Arrêté n° 792 CM du 11 juin 2001 portant virement de crédits au sein du chapitre 943 "secteur éducation" .....	1546
Arrêté n° 803 CM du 14 juin 2001 autorisant l'acquisition par la Polynésie française d'une parcelle de terre cadastrée section DN n°39 d'une superficie de 6.659 mètres carrés sise dans le quartier de la Mission et appartenant au conseil d'administration de la Mission catholique (Camica) .....	1547
Arrêté n° 808 CM du 14 juin 2001 autorisant le ministre de l'économie et des finances, à contracter un emprunt de 112.500.000 FF (c/v 2.046.600.768 F CFP) auprès de Dexia Crédit Local dans le cadre de la convention Spot-Line CAVC.....	1547
Arrêté n° 811 CM du 15 juin 2001 autorisant le versement d'une subvention de fonctionnement au profit de la S.E.M. Tahiti Nui Télévision.....	1547

#### ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

##### Présidence

Arrêté n° 1170 PR du 22 mai 2001 portant délégation de signature à M. Puputauki Léonard, chef du service dénommé "Groupement d'interventions de la Polynésie française - Te Toa Arai" .....	1547
---	------

Arrêté n° 1362 PR du 5 juin 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique social et culturel . . . . .	1548
Arrêté n° 1390 PR du 8 juin 2001 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française . . . . .	1548
Arrêté n° 1416 PR du 12 juin 2001 portant délégation de signature à M. Michel Jolivet, chef du service des relations internationales . . . . .	1549
Arrêté n° 1417 PR du 12 juin 2001 portant enregistrement de la déclaration d'activité de M. Jean-Michel Le Guen, docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable de l'établissement de vente en gros dénommé "Médipac", exploité par la société "Office polynésien de distribution pharmaceutique S.A." (enregistrement n° 1-2001) . . . . .	1549
Arrêté n° 1419 PR du 12 juin 2001 soumettant à enquête publique le classement, avec mise en place de périmètre de protection, de la zone archéologique lagonaire de Maeva et du complexe de marae Te Ana Huiari'i, sis à Huahine . . . . .	1550
Arrêté n° 1426 PR du 13 juin 2001 portant délégation de signature du Président du gouvernement de la Polynésie française à M. Claude Laurent, agent contractuel de catégorie 1, échelon 7, mis à la disposition de la présidence du gouvernement . . . . .	1551
Arrêtés n° 1427 à n° 1429 PR du 13 juin 2001 autorisant : - le professeur Patrick V. Kirch et Mlle Jennifer G. Kahn, doctorante à l'université Berkeley - Californie, à effectuer une campagne de prospections et de fouilles archéologiques dans la vallée de Opunohu à Moorea ; - le Dr Barry Rolett, enseignant dans les universités de Hawaïi et de Harvard, à effectuer une campagne de prospections de la côte de Iva Iva et des fouilles archéologiques du site de Hanamiai, sur l'île de Tahuata ; - le Dr Melinda Allen, enseignante à l'université d'Auckland, à effectuer une campagne de prospections par sondages de sites archéologiques situés sur les côtes Nord et Est de l'île de Nuku Hiva . . . . .	1551

## EXTRAITS

Arrêté n° 1418 PR du 12 juin 2001 fixant la liste des personnels habilités à effectuer les contrôles des véhicules affectés aux transports sanitaires . . . . .	1553
Arrêté n° 1420 PR du 12 juin 2001 accordant, par le territoire, un premier acompte à l'Etablissement territorial d'achats groupés (E.T.A.G.), pour la participation à la réalisation d'ouvrages scolaires . . . . .	1553
Arrêté n° 1421 PR du 12 juin 2001 accordant un premier acompte au Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.), pour la participation 2001 du territoire à la réalisation de manuels scolaires . . . . .	1553

## Ministère de l'économie et des finances

Arrêté n° 2108 MEF du 8 juin 2001 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des finances à M. Franky Sacault, chef du service du plan et de la prévision économique par intérim . . . . .	1553
--	------

## Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville

Arrêté n° 2148 MLA.AU du 12 juin 2001 autorisant la modification des limites et superficies des lots n° 12 et n° 16 du lotissement Fortuné (3e tranche) sis à Punaauia . . . . .	1554
Arrêté n° 2149 MLA.AU.MAR du 12 juin 2001 autorisant l'extension de deux lots du lotissement Rosewood (de 6 lots) sur une parcelle de la terre Kohunui lot 4A, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, de Mme Rose Corser, présidente de la S.C.I. Pahaatea . . . . .	1554

## Ministère de l'éducation et de l'enseignement technique

Arrêté n° 2121 MED du 11 juin 2001 portant délégation de signature du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique à M. Jean-Marie Joyen, chef de cabinet . . . . .	1555
---	------

**Ministère de l'équipement et des ports****EXTRAITS**

- Arrêté n° 2205 MEP du 13 juin 2001 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle de terre cadastrée sous la référence n° AC148 (plan 3) nécessaire aux travaux d'aménagement de la route de la pointe des Pêcheurs dans la commune de Punaauia ..... 1556
- Arrêtés n° 2206 et n° 2207 MEP du 13 juin 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative aux parcelles N44, N45 et N369 (plan 114) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia ..... 1556
- Arrêté n° 2208 MEP du 13 juin 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terre nécessaires aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara. .... 1556

**Ministère des transports et de l'énergie**

- Arrêté n° 2152 MTR du 12 juin 2001 donnant délégation de signature aux agents du service d'Etat de l'aviation civile.. 1557
- Arrêté n° 2194 MTR du 13 juin 2001 portant délégation de signature du ministre des transports et de l'énergie à Mlle Tea Riveta, chef du service de l'énergie et des mines par intérim. .... 1558

**EXTRAITS**

- Arrêté n° 2151 MTR du 12 juin 2001 autorisant le navire Saint-Xavier-Maris-Stella III, de la Société de navigation des Tuamotu, à desservir l'atoll de Makatea lors de son voyage inaugural du 14 juin 2001 ..... 1558
- Arrêtés n° 2238 et n° 2239 MTR du 14 juin 2001 autorisant Mme Geneviève Millon et M. Paul Ah Scha à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva, Marquises) à des fins d'exploitation commerciale et d'habitation..... 1558

**Ministère de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative**

- Arrêté n° 2173 MJS du 13 juin 2001 portant délégation de signature du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique social et culturel ..... 1559

**Ministère du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative**

- Arrêtés n° 2115 à n° 2118 MTD du 11 juin 2001 portant délégation de signatures à MM. : - René Monnot, administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Tuamotu-Gambier ; - Gilles Thuret, administrateur par intérim de la circonscription administrative territoriale des îles Australes ; - Yannick Ebb, administrateur par intérim de la circonscription administrative territoriale des îles Sous-le-Vent ; - Paul Tetahiotupa, administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Marquises. .... 1559
- Arrêté n° 2170 MTD du 12 juin 2001 complétant l'arrêté n° 2097 MTD du 7 juin 2001 portant délégation de signature à Mme Mireille Garnier-Lehartel, directrice de cabinet auprès du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative. .... 1561
- Arrêté n° 2171 MTD du 12 juin 2001 portant délégation de signature à Mme Lovina Joussin, chef du service du travail . 1562
- Arrêté n° 2172 MTD du 12 juin 2001 portant délégation de signature à Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, chef du service de la traduction et de l'interprétariat ..... 1562

**EXTRAITS**

- Arrêté n° 2142 MTD/PEL du 11 juin 2001 portant proclamation des résultats des concours externe et interne sur épreuves, pour le recrutement de rédacteurs de catégorie B de la fonction publique de la Polynésie française .. 1563

**ARRETES DE LA PRESIDENTE DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

- Arrêté n° 53-2001 Prés./APF du 7 juin 2001 portant nomination de Mme Angéline, Moea Lethuillier aux fonctions de chef de cabinet auprès de la présidente de l'assemblée de la Polynésie française ..... 1563

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### EXTRAITS

Décret du 14 mai 2001 portant promotion et nomination. (J.O.R.F. du 15 mai 2001, page 7695) .....	1564
Convention de financement n° 50-01 MASC du 23 mai 2001 entre l'Etat et la Polynésie française relative au financement des travaux de rénovation de la climatisation et de mise en sécurité des réseaux et des équipements d'électricité du courant fort et du courant faible des bâtiments classés E.R.P. du Musée de Tahiti et des Îles, ministère de la culture et de la communication, chapitre 6691, article 90. ....	1564
Conventions de financement n° 52-01 à n° 54-01 du 29 mai 2001 et n° 55-01 à n° 57-01 du 31 mai 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier aux communes de : - Rangiroa pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Remise en conformité de l'école primaire de Tiputa", "Equipement en mobilier scolaire de deux classes à Tikehau", "Alimentation en eau douce de la cantine Tiputa" et "Cuisine et restaurant scolaire de Tiputa" ; - Taïarapu-Ouest pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Etude du projet d'extension de l'école Toerefau" et "Etude diagnostic de l'école Tefao" .....	1564
Conventions de financement n° 33-01 à n° 35-01 IDV du 31 mai 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Association sportive du lycée professionnel de Faa'a pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Formation au permis côtier", "Formation au brevet élémentaire de plongée du 1er degré" et "Construction d'une pirogue" .....	1566

### ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service de l'urbanisme. — Etats récapitulatifs des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier, des îles Marquises et des îles Sous-le-Vent pour le mois de mai 2001 .....	1567
---	------

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales .....	1571
Annonces diverses .....	1573



# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUES

**ARRETE n° 311 DRCL du 11 juin 2001 portant promulgation de la loi n° 2001-77 du 30 janvier 2001 et du décret n° 2001-446 du 22 mai 2001.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

**Article 1er.**— Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Loi n° 2001-77 du 30 janvier 2001 autorisant la ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République socialiste du Vietnam, parue au J.O.R.F. du 31 janvier 2001 à la page 1650 ;

— Décret n° 2001-446 du 22 mai 2001 portant publication de la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam, signée à Paris le 24 février 1999, paru au J.O.R.F. du 26 mai 2001 à la page 8425.

**Art. 2.**— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.  
Jean ARIBAUD.

**LOI n° 2001-77 du 30 janvier 2001 autorisant la ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République socialiste du Vietnam.**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

#### Article unique

Est autorisée la ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République socialiste du Vietnam, signée à Paris le 24 février 1999, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 janvier 2001.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*  
Lionel JOSPIN.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Hubert VEDRINE.

(2) Le texte sera publié ultérieurement au *Journal officiel* de la République française.

**DECRET n° 2001-446 du 22 mai 2001 portant publication de la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam, signée à Paris le 24 février 1999. (1)**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des affaires étrangères,

Vu les articles 52 à 55 de la Constitution ;

Vu la loi n° 2001-77 du 30 janvier 2001 autorisant la ratification de la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam, signée à Paris le 24 février 1999 ;

Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 modifié relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France,

Décète :

**Article 1er.**— La Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam, signée à Paris le 24 février 1999, sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Art. 2.— Le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mai 2001.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*  
Lionel JOSPIN.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Hubert VEDRINE.

(1) La présente convention est entrée en vigueur le 1er mai 2001.

## CONVENTION

### RELATIVE A L'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIERE CIVILE ENTRE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

La République française et la République socialiste du Vietnam,

Désireuses de développer et renforcer leur coopération dans le domaine des relations judiciaires, ont résolu de conclure la présente Convention.

A cette fin ont désigné comme plénipotentiaires :

Le Président de la République française : Mme Elisabeth Guigou, garde des sceaux, ministre de la justice ;

Le Président de la République socialiste du Vietnam : M. Nguyen Dinh Loc, ministre de la justice,

lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

#### CHAPITRE Ier

##### Dispositions générales

#### Article 1er

##### *Champ d'application*

1. Chacun des deux Etats contractants s'engage à accorder à l'autre une entraide judiciaire en matière civile. Aux fins de la présente Convention, la matière civile comprend le droit civil, le droit de la famille, le droit commercial et le droit du travail.

#### Article 2

##### *Autorités centrales*

1. Les ministères de la justice des deux Etats sont désignés comme autorités centrales chargées de satisfaire aux obligations définies dans la présente Convention.

2. Les autorités centrales correspondent directement entre elles ; elles envoient leurs demandes accompagnées d'une traduction dans la langue de l'Etat requis ; leur intervention est gratuite.

#### Article 3

##### *Refus d'entraide*

L'exécution des demandes d'entraide peut être refusée si elle va à l'encontre de la souveraineté, de la sécurité ou de l'ordre public de l'Etat requis.

#### Article 4

##### *Echange d'informations*

Les autorités centrales se communiquent, sur demande, toute information sur le droit de leur Etat, ainsi que des expéditions des décisions judiciaires rendues par les tribunaux.

#### CHAPITRE II

##### *Accès à la justice*

#### Article 5

##### *Protection judiciaire*

1. Pour la défense de leurs droits et intérêts, les ressortissants de chacun des deux Etats contractants ont, sur le territoire de l'autre Etat, aux mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat, libre accès aux tribunaux et, dans les procédures judiciaires, ils ont les mêmes droits et obligations.

2. Les dispositions du paragraphe précédant s'appliquent aux personnes morales constituées selon les lois de l'un ou l'autre des deux Etats.

#### Article 6

##### *Dispense de caution "judicatum solvi"*

Les ressortissants de chacun des deux Etats ne peuvent, sur le territoire de l'autre Etat, se voir imposer ni caution ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit, à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays.

#### Article 7

##### *Assistance judiciaire*

1. Les ressortissants de chacun des deux Etats jouissent sur le territoire de l'autre Etat du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, conformément à la législation en la matière de l'Etat sur le territoire duquel l'assistance est demandée.

2. Aux fins de la présente Convention, l'assistance judiciaire inclut l'exonération totale ou partielle des frais et dépens du procès ainsi que de la rémunération des auxiliaires de justice.

#### Article 8

##### *Reconduction de l'assistance judiciaire*

Lorsqu'une personne a été admise au bénéfice de l'assistance judiciaire sur le territoire de l'un des deux Etats à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéficie, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire sur le territoire de l'autre Etat pour obtenir la reconnaissance et l'exécution de cette décision.

#### Article 9

##### *Présentation de la demande d'assistance judiciaire*

1. La demande d'assistance judiciaire est adressée à l'autorité compétente de l'Etat requis par l'intermédiaire des autorités centrales.

2. La demande doit être accompagnée d'un document officiel attestant des ressources du requérant, sous réserve de l'application de l'article 8. Les documents qui sont produits à l'appui de la demande sont traduits dans la langue de l'Etat requis.



## Article 10

*Exequatur des frais et dépens*

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des deux Etats contre le demandeur ou l'intervenant dispensé de la caution ou du dépôt sous quelque dénomination que ce soit, seront, sur demande de l'autorité centrale de cet Etat adressée à celle de l'autre Etat, rendues gratuitement exécutoires dans ce dernier.

## CHAPITRE III

## Transmission et remise des actes

## Article 11

*Transmission de l'acte*

Lorsqu'un acte judiciaire ou extrajudiciaire est destiné à une personne résidant sur le territoire de l'autre Etat, l'autorité compétente selon les lois de l'Etat d'origine adresse la demande de notification à l'autorité centrale de l'Etat requis.

La demande est accompagnée de l'acte en double exemplaire, traduit dans la langue de l'Etat requis.

## Article 12

*Remise de l'acte*

1. L'autorité centrale de l'Etat requis procède ou fait procéder à la remise de l'acte par la voie qu'elle estime la plus appropriée, dans le cadre de sa législation.

2. La preuve de la remise ou de la tentative de remise se fait au moyen d'un récépissé, d'une attestation ou d'un procès-verbal. Ces documents, accompagnés d'un exemplaire de l'acte, sont retournés directement à l'autorité requérante.

3. Les services de l'Etat requis ne peuvent donner lieu au paiement ou au remboursement de taxes ou de frais.

## Article 13

*Remise par la voie diplomatique ou consulaire*

Chaque Etat a la faculté de faire remettre directement et sans contrainte par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires les actes destinés à ses propres ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Etat.

## Article 14

*Autres voies de remise*

Les dispositions du présent chapitre ne font pas obstacle :

- à la faculté d'adresser directement un double de l'acte à son destinataire par la voie postale par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- à la faculté pour toute Partie intéressée de faire procéder à ses frais à la signification ou à la notification d'un acte selon les modes en vigueur dans l'Etat de destination.

## CHAPITRE IV

## Obtention de preuves

## Article 15

*Commissions rogatoires*

1. L'autorité judiciaire de l'un des deux Etats peut demander à l'autorité judiciaire de l'autre Etat de procéder par voie de commission rogatoire aux mesures d'instruction qu'elle estime nécessaires dans le cadre de la procédure dont elle est saisie.

2. La commission rogatoire contient les indications suivantes :

- a) L'autorité requérante et, si possible, l'autorité requise ;
- b) L'identité et l'adresse des Parties, le cas échéant de leurs représentants ;
- c) La nature et l'objet de l'instance et un exposé sommaire des faits ;
- d) Les actes d'instruction à accomplir.

La commission rogatoire doit être signée et revêtue du sceau de l'autorité requérante.

3. Elle doit être accompagnée d'une traduction dans la langue de l'Etat requis.

## Article 16

*Mode de transmission des commissions rogatoires*

Les commissions rogatoires sont transmises par l'intermédiaire des autorités centrales. Les pièces d'exécution sont retournées à l'autorité judiciaire requérante par la même voie.

## Article 17

*Modalités d'exécution des commissions rogatoires*

1. L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire applique sa loi interne en ce qui concerne les formes à suivre.

2. Toutefois, il est déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, à moins que celle-ci ne soit incompatible avec la loi de l'Etat requis, ou que son application ne soit pas possible en raison, soit des usages de l'Etat requis, soit de difficultés pratiques.

3. La commission rogatoire doit être exécutée dans les meilleurs délais possibles.

## Article 18

*Frais d'exécution des commissions rogatoires*

L'exécution des commissions rogatoires ne peut donner lieu au remboursement de taxes ou de frais, de quelque nature que ce soit. Toutefois, l'Etat requis a le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux experts et des frais résultant de l'application d'une forme spéciale demandée par la Partie requérante.

## Article 19

*Exécution par des agents diplomatiques ou consulaires*

Chacun des deux Etats a la faculté de faire exécuter, sans contrainte, les commissions rogatoires par ses agents diplomatiques ou consulaires lorsqu'elles concernent ses propres ressortissants.

## CHAPITRE V

## Reconnaissance et exécution des décisions judiciaires

## Article 20

*Décisions susceptibles de reconnaissance et d'exécution*

Le présent chapitre est applicable, en matière civile, aux décisions rendues par les tribunaux des deux Etats, y compris les décisions des juridictions pénales statuant sur l'action civile en réparation de dommages.

## Article 21

*Conditions de reconnaissance et d'exécution*

Les décisions rendues par les juridictions de l'un des deux Etats sont reconnues et peuvent être déclarées exécutoires sur le territoire de l'autre Etat si elles réunissent les conditions suivantes :

1. La décision émane d'une juridiction compétente selon le droit de l'Etat requis ;

2. La loi appliquée au litige est celle désignée par les règles de conflit de lois admises sur le territoire de l'Etat requis. Toutefois, la loi peut être différente de la loi désignée par les règles de conflit de l'Etat requis si l'application de l'une ou l'autre loi aboutit au même résultat ;

3. La décision est passée en force de chose jugée et est exécutoire. Toutefois, en matière d'obligations alimentaires, de droit de garde d'un mineur ou de droit de visite, la décision peut être simplement exécutoire sur le territoire de l'Etat où elle a été rendue ;

4. Les Parties ont été régulièrement citées à comparaître, représentées ou, si elles ont été déclarées défaillantes, l'acte introductif d'instance leur a été notifié régulièrement et en temps utile pour qu'elles puissent se défendre ;

5. La décision ne contient rien de contraire aux principes et valeurs fondamentaux de l'Etat requis ;

6. Un litige entre les mêmes parties, fondé sur les mêmes faits et ayant le même objet que dans l'Etat d'origine :

- n'est pas pendant devant un tribunal de l'Etat requis premier saisi, ou
- n'a pas donné lieu à une décision rendue dans l'Etat requis, à une date antérieure à celle de la décision présentée à l'exequatur, ou
- n'a pas donné lieu à une décision rendue dans un Etat tiers, à une date antérieure à celle de la décision présentée à l'exequatur, et reconnue dans l'Etat requis.

## Article 22

*Procédure de reconnaissance et d'exécution*

1. La procédure de reconnaissance et d'exécution de la décision est régie par le droit de l'Etat requis.

2. L'autorité judiciaire requise ne procède à aucun examen au fond de la décision.

3. Si la décision statue sur plusieurs chefs de décisions, l'exécution peut être accordée partiellement.

## Article 23

*Documents à produire*

La personne qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire :

1. Une copie dûment certifiée de la décision ;
2. Tout document de nature à établir que la décision a été signifiée ou notifiée ;
3. Le cas échéant, une copie certifiée de la citation de la partie qui a fait défaut à l'instance et toutes pièces de nature à établir que cette citation l'a atteinte en temps utile ;

4. Toutes pièces de nature à établir que la décision est exécutoire sur le territoire de l'Etat où elle a été rendue et ne peut plus, à l'exception d'une décision relative à une obligation alimentaire, à la garde d'un mineur ou au droit de visite, faire l'objet de voie de recours ordinaire.

Ces documents doivent être accompagnés d'une traduction certifiée conforme, soit par un agent diplomatique ou consulaire, soit par toute personne autorisée à cet effet sur le territoire de l'un des deux Etats.

## CHAPITRE VI

## Sentences arbitrales

## Article 24

*Reconnaissance et exécution des sentences arbitrales*

Chacun des deux Etats reconnaît et exécute les sentences arbitrales rendues sur le territoire de l'autre Etat selon les dispositions de la Convention de New York du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

## CHAPITRE VII

## Etat civil et dispense de légalisation

## Article 25

*Communication de documents d'état civil*

1. Chaque Etat communique à l'autre qui le demande dans un intérêt administratif dûment spécifié, les actes et les expéditions des décisions judiciaires qui concernent l'état civil des ressortissants de l'Etat requérant.

2. Les demandes et les actes de l'état civil sont transmis par la voie diplomatique ou consulaire. Les demandes et les expéditions de décisions judiciaires, par l'intermédiaire des autorités centrales.

## Article 26

*Dispense de légalisation*

Les actes mentionnés dans la présente Convention sont dispensés de légalisation.

Toutefois, si les autorités de l'Etat sur le territoire duquel l'acte est produit ont des doutes sérieux sur la véracité de la signature, sur la qualité dans laquelle le signataire de l'acte a agi, ou sur l'identité du sceau ou du timbre, elles peuvent demander à l'autorité centrale de l'Etat duquel provient l'acte ou le document d'en vérifier l'authenticité. Une telle démarche doit se limiter aux cas exceptionnels et être toujours motivée.

## CHAPITRE VIII

## Dispositions finales

## Article 27

*Suivi de l'application de la convention*

Des représentants des deux Etats se rencontrent en tant que de besoin, afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

## Article 28

*Règlement des difficultés d'application*

Les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion de l'application de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

**Article 29**  
*Entrée en vigueur*

Chacun des deux Etats contractants s'engage à notifier à l'autre l'accomplissement des procédures requises par son droit interne pour la mise en vigueur de la présente Convention, qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière des notifications.

**Article 30**  
*Durée, modification et dénonciation*

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée.

2. Toute modification à la présente Convention fera l'objet d'une consultation entre les deux Etats.

3. Chacun des deux Etats pourra à tout moment la dénoncer et cette dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de sa notification par l'autre Etat.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, à Paris le 24 février 1999, en langue française et en langue vietnamienne, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :  
Elisabeth GUIGOU,  
Garde des sceaux,  
Ministre de la justice

Pour la République socialiste  
du Vietnam :  
Loc NGUYEN DINH,  
Ministre de la justice

**ACTES REGLEMENTAIRES  
DU HAUT-COMMISSAIRE**

**ARRETE n° 283 du 21 mai 2001 fixant la répartition des sièges des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du service des douanes de Polynésie française, créé par arrêté n° 895 PEL.E4 du 21 août 1987 modifié.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics dans les territoires d'outre-mer, notamment, en son article 3, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires, modifié par décret n° 84-956 du 29 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 895 PEL.E4 du 21 août 1987 créant un comité technique paritaire au sein du service des douanes de Polynésie française, modifié par arrêté n° 917 D du 27 novembre 1997 ;

Vu les procès-verbaux des opérations de dépouillement des scrutins du dernier renouvellement des C.A.P.,

Arrête :

**Article 1er.**— La répartition des sièges des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du service des douanes de la Polynésie française, prévue à l'article 2 alinéa 2 de l'arrêté susvisé, est fixée comme suit :

“Un membre titulaire et un membre suppléant représentant le personnel, désignés par le syndicat S.A.D./C.S.T.P./F.O. ;

Un membre titulaire et un membre suppléant représentant le personnel, désignés par le syndicat A Ti'a I Mua des douanes ;

Un membre titulaire et un membre suppléant représentant le personnel, désignés par le syndicat national des cadres des douanes S.N.C.D.”

**Art. 2.**— Les dispositions de l'arrêté n° 917 D du 27 novembre 1997 sont abrogées.

Fait à Papeete, le 21 mai 2001.  
Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Christian MASSINON.

**ARRETE n° 287 MAC du 25 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 61 MAC du 5 février 2001 portant attribution aux communes et à l'administration du territoire de la Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 2000 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi de finances pour 1989 et notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu les instructions du ministère de l'intérieur NOR/INT/B/00/00261/C en date du 17 novembre 2000 ;

Vu l'arrêté n° 61 MAC du 5 février 2001 portant attribution aux communes et à l'administration du territoire de la Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 2000 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française conformément à l'instruction n° 00-39 PR du 26 avril 2000 sur la comptabilité de l'Etat,

Arrête :

Article 1er.— L'imputation budgétaire mentionnée au dernier visa de l'arrêté n° 61 MAC du 5 février 2001 est modifiée comme suit :

- *Au lieu de* : compte 475-7200, dotation spéciale pour le logement des instituteurs ;
- *Lire* : compte 475-7201, dotation spéciale pour le logement des instituteurs.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mai 2001.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Christian MASSINON.

**ARRETE n° 288 MAC du 25 mai 2001 modifiant l'arrêté n° 667 MAC du 15 décembre 1999 portant attribution aux communes et à l'administration du territoire de la Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 1999 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi de finances pour 1989 et notamment son article 85 ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;

Vu les instructions du ministère de l'intérieur NOR/INT/B/99/00233/C en date du 29 novembre 1999 ;

Vu l'arrêté n° 667 MAC du 15 décembre 1999 portant attribution aux communes et à l'administration du territoire de la Polynésie française de la dotation spéciale instituteurs 1999 (première part) au titre de la prise en compte par l'Etat des charges afférentes au logement des instituteurs ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française conformément à l'instruction n° 00-39 PR du 26 avril 2000 sur la comptabilité de l'Etat,

Arrête :

Article 1er.— L'imputation budgétaire mentionnée au dernier visa de l'arrêté n° 667 MAC du 15 décembre 1999 est modifiée comme suit :

- *Au lieu de* : compte 475-7208, dotation spéciale pour le logement des instituteurs ;
- *Lire* : compte 475-7201, dotation spéciale pour le logement des instituteurs.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mai 2001.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :  
*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Christian MASSINON.

**ARRETE n° 293 MAC du 29 mai 2001 portant organisation et désignation des membres de la commission locale de recensement de Polynésie française chargée du dépouillement des élections des représentants des maires et des présidents des établissements publics de coopération intercommunale au comité des finances locales (C.F.L.).**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979 ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le décret n° 94-704 du 17 août 1994 fixant les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, entre les circonscriptions territoriales des îles Wallis et Futuna et entre les communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu les articles R. 234-18 à R. 234-35 du code des communes de Polynésie française ;

Considérant les instructions reçues du ministère de l'intérieur sur l'organisation et la désignation des membres de la commission locale de recensement chargée du dépouillement des élections des représentants des maires et des présidents des établissements publics de coopération intercommunale au comité des finances locales (C.F.L.),

#### Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre du renouvellement des représentants du comité des finances locales, le dépouillement des votes des représentants des maires et des présidents des

établissements publics de coopération intercommunale se déroulera le mercredi 6 juin 2001 à partir de 9 heures dans la salle de réunion de la Mafic.

Art. 2. — La composition de la commission locale de recensement chargée du dépouillement est la suivante :

*Président* : le haut-commissaire ou son représentant ;

*Membres* :

- M. Sylve Perry, maire de la commune de Taiarapu-Est ;
- M. Temauri Foster, maire de la commune de Hao ;

*Secrétaire* : un fonctionnaire du haut-commissariat (mission des affaires communales).

Art. 3. — Si à l'ouverture de la commission un ou plusieurs membres du bureau de vote sont absents, il sera procédé à leur remplacement en faisant appel aux électeurs présents.

Art. 4. — A l'issue des opérations électorales, il sera dressé un procès-verbal pour chaque collège des maires et des présidents des établissements publics de coopération intercommunale qui sera transmis par voie télégraphique au ministère de l'intérieur.

Art. 5. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 mai 2001.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Christian MASSINON.

**Par arrêté n° 294 CAB/DPC** du haut-commissaire de la République en date du 30 mai 2001. — Sont admis à l'examen du certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, qui s'est déroulé le 28 mai 2001 au centre de secours de Punaauia (Tahiti), les candidats dont les noms suivent :

M. Berrivin Julien, Mme Ebb née Ng Kwai Suzi Sophie, MM. Grand Rino Haumana, Mu Kwai Chuan Jean-Luc, Pahio Heifara, Salmon Ben, Mlle Taubiro Heidi Mihiura, MM. Tearoha Tapoa James, Tepea Alexis et Tuaiva Frédéric.

# ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

### DELIBERATION n° 2001-53 APF du 7 juin 2001 portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 du Centre de formation professionnelle des adultes.

NOR : CFP001722DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1480 CM du 25 octobre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3772 du 5 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 46-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du Centre de formation professionnelle des adultes pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *six cent soixante-sept millions soixante-dix-sept mille neuf cent soixante-trois francs CFP* (667.077.963 F CFP) réparti en :

- section de fonctionnement 598.297.536 F CFP ;
- section d'investissement 68.780.427 F CFP.

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du Centre de formation professionnelle des adultes pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *quatre cent un millions deux cent vingt-sept mille six cent dix-neuf francs CFP* (401.227.619 F CFP) réparti en :

- section de fonctionnement 343.682.794 F CFP ;
- section d'investissement 57.544.825 F CFP.

Art. 3.— Le résultat du compte financier du Centre de formation professionnelle des adultes pour l'exercice 1999 est définitivement fixé comme suit :

	Section I fonctionnement	Section II investissement	Total
Recettes	598.297.536	68.780.427	667.077.963
Dépenses	343.682.794	57.544.825	401.227.619
Résultat	254.614.742	11.235.602	265.850.344
			Augmentation du fonds de roulement

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

### DELIBERATION n° 2001-54 APF du 7 juin 2001 relative au Fonds d'entraide aux îles et modifiant la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée.

NOR : FEI0100683DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé Fonds d'entraide aux îles ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2000-1 APF du 13 janvier 2000 instituant un dispositif d'aide en faveur des pensions de famille et des petits hôtels familiaux ;

Vu l'arrêté n° 643 CM du 16 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3781 du 5 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 47-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

## Adopte :

Article 1er.— A l'article 1er, alinéa 1, de la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée, les termes "établissement public territorial à caractère administratif" sont remplacés par : "établissement public à caractère industriel et commercial".

Le second alinéa de ce même article 1er est abrogé.

Art. 2.— Les articles 2 à 6 de la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée sont abrogés et remplacés par les dispositions qui suivent :

"Art. 2.— Le Fonds d'entraide aux îles a pour missions :

- a) De réaliser toutes opérations de construction, de viabilisation et de réhabilitation d'habitations collectives ou individuelles et de locaux annexes utiles à la vie sociale ou économique ;
- b) De gérer tout ou partie de ces immeubles ;
- c) De réaliser toutes transactions immobilières ;
- d) D'assurer la reconstruction ou la réparation des immeubles détruits ou détériorés à la suite d'un sinistre ou de catastrophes naturelles ;
- e) De réaliser toutes opérations ou de participer à toutes opérations de revitalisation des archipels, d'amélioration des conditions de vie ou de développement, et notamment dans les secteurs du tourisme (transports touristiques sous toutes les formes, petite hôtellerie...), de l'agriculture (coprahculture notamment), de la pêche côtière ou lagunaire, de l'artisanat, des activités sportives et culturelles, des énergies renouvelables ;
- f) De réaliser l'acquisition, le transport, le stockage, la transformation et la vente de matériaux, de kits de matériaux de construction ou de constructions "clés en main" ;
- g) De procéder à la location de tous engins de chantier, de véhicules, de matériels, et notamment tous les matériels utiles à la mise en œuvre des différents programmes de construction.

Dans ces domaines, le Fonds d'entraide aux îles peut assurer la mise en œuvre de programmes publics dans le cadre notamment de conventions de délégation.

En complément des dispositions du premier alinéa du présent article, le Fonds d'entraide aux îles peut accorder des aides et des subventions aux personnes physiques et aux personnes morales installées, ou en voie d'installation, dans les archipels, autres que celui des îles du Vent, en vue de favoriser leur développement économique, social et culturel.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent et en vertu de celles de l'article 7 de la délibération n° 2000-1 APF du 13 janvier 2000 précitée, le Fonds d'entraide aux îles continue à intervenir sur l'ensemble de la Polynésie française dans le domaine de l'aide en faveur des pensions de famille et des petits hôtels familiaux.

Art. 3.— En raison du caractère industriel et commercial du Fonds d'entraide aux îles, des dispositions particulières s'appliquent en matière budgétaire et comptable.

A ce titre :

- les recettes et dépenses de l'établissement sont autorisées dans le cadre d'un état prévisionnel annuel de recettes et de dépenses (EPRD) ; les chapitres de l'état prévisionnel

annuel de recettes et de dépenses (EPRD) ont un caractère évaluatif sauf en ce qui concerne les chapitres afférents aux immobilisations incorporelles, corporelles, mises en concession et en cours et les chapitres afférents aux charges de personnel ;

- le plan comptable applicable à l'établissement est arrêté par le conseil d'administration sur proposition de l'ordonnateur et de l'agent comptable, par référence aux dispositions de l'instruction comptable M 9.5 des établissements publics à caractère industriel et commercial.

Art. 4.— L'agent comptable du Fonds d'entraide aux îles est le trésorier des établissements publics.

Toutefois, après avis du trésorier-payeur général, sur proposition du conseil d'administration et par décision du conseil des ministres, l'établissement peut être doté d'un agent comptable qui lui soit propre. Il a la qualité de comptable public. Il est nommé par le conseil des ministres.

Art. 5.— Pour autant qu'il y ait été autorisé par l'autorité compétente, l'établissement peut placer ses fonds libres en valeurs d'Etat ou en valeurs garanties par l'Etat.

Art. 6.— Les ressources de l'établissement sont composées notamment :

- de taxes parafiscales, dans des conditions déterminées par délibération de l'assemblée de la Polynésie française ;
- du produit des loyers des logements construits ou gérés par l'établissement ;
- des subventions de fonctionnement ou d'investissement allouées par l'Etat ou la Polynésie française ;
- des dotations de tout fonds contribuant aux missions du Fonds d'entraide aux îles ;
- de dons et legs ;
- de la rémunération de ses prestations ;
- du produit des emprunts régulièrement autorisés ;
- du produit des cessions diverses (logements, kits de matériaux...) ;
- du produit des locations diverses.

Art. 7.— Un arrêté pris en conseil des ministres fixe les règles de fonctionnement et d'organisation du Fonds d'entraide aux îles."

Art. 3.— Le présent statut entre en vigueur dès la parution de la présente délibération au *Journal officiel* de la Polynésie française.

A titre dérogatoire, les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux établissements publics à caractère industriel et commercial n'entrent en vigueur qu'à compter de l'exercice 2002. Nonobstant ces dispositions, le budget 2002 de l'établissement est établi et soumis au vote du conseil d'administration sous la forme d'un état prévisionnel des recettes et des dépenses.

Jusqu'au 31 décembre 2001, l'engagement des dépenses du Fonds d'entraide aux îles demeure soumis au service du contrôle des dépenses engagées.

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-55 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention Intelsat en vue de sa transformation en une société supervisée par une organisation intergouvernementale restructurée.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 574 DRCL du 29 mars 2001 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention Intelsat en vue de sa transformation en une société supervisée par une organisation intergouvernementale restructurée ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu la lettre n° 124 CM du 9 mai 2001 relative au projet de loi susvisé ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3782 du 5 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 48-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie française donne un avis favorable au projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention Intelsat en vue de sa transformation en une société supervisée par une organisation intergouvernementale restructurée.

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-56 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 8 DRCL du 4 janvier 2001 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression du financement du terrorisme ;

Vu la lettre n° 30 CM du 31 janvier 2001 relative au projet de loi susvisé ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3783 du 5 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 49-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable au projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-57 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur l'avant-projet de loi "Démocratie de proximité et institutions locales".**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 657 DRCL du 12 avril 2001 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un avant-projet de loi "Démocratie de proximité et institutions locales" ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3785 du 5 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 50-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;



Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'Assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable à l'avant-projet de loi "Démocratie de proximité et institutions locales" et réitère le vœu que soient intégrées à la loi communale les dispositions concernant l'exercice des mandats locaux.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-58 APF du 7 juin 2001 modifiant les dispositions incitatives applicables aux paquebots effectuant des croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française.**

NOR : SCD0100872DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'Assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994 modifiée définissant le cadre général des dispositions incitatives applicables aux paquebots effectuant des croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française ;

Vu le code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 519 CM du 23 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3776 du 5 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 51-2001 du 7 juin 2001 de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— La délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994 modifiée définissant le cadre général des dispositions incitatives applicables aux paquebots effectuant des croisières touristiques interinsulaires en Polynésie française est modifiée comme suit :

1° Le dernier alinéa de l'article 6 est modifié comme suit :

"L'exonération peut être accordée pour une durée maximum de 10 ans à compter de la date d'arrivée du navire dans les eaux territoriales de la Polynésie française. Elle peut être renouvelée par période de 5 ans."

2° Le deuxième alinéa de l'article 16 est modifié comme suit :

"La validité de l'arrêté est subordonnée à la signature d'une convention organisant les engagements pris par l'entreprise bénéficiaire et par les sous-traitants et concessionnaires installés à bord, en contrepartie des avantages accordés par le territoire."

3° A l'article 18, le tiret " la cessation d'activité, la dissolution ou la liquidation de l'entreprise ;" est supprimé.

Art. 2.— Le code des impôts est modifié comme suit :

1° Ajouter un second alinéa à l'article 337-1 ainsi rédigé :

"Cependant, la taxe sur l'activité de croisière peut être révisée tous les trois ans à compter du 1er janvier 2003 et sera en tout état de cause inférieure à mille un francs par passager et par jour lors des deux premières révisions. Par la suite, elle ne croîtra pas au-delà de 20 % lors de chaque révision."

2° A l'article 337-3, remplacer la mention "prévus par le code des impôts" par la mention "et de toute nature votés par l'Assemblée de la Polynésie française".

3° Ajouter après la première phrase du 1er alinéa de l'article 337-3, la phrase suivante ainsi rédigée :

"Les sous-traitants et concessionnaires installés à bord des navires des sociétés bénéficiaires du présent dispositif sont exonérés de tous droits et taxes votés par l'Assemblée de la Polynésie française, y compris de la redevance de promotion touristique."

4° Ajouter un second alinéa à l'article 337-3 ainsi rédigé :

"L'exonération couvre l'ensemble des produits qui sont retirés de l'exploitation, de la location ou de la vente des navires de croisière, ou autres actifs affectés à l'activité de croisière, ou des droits s'y rapportant. Elle couvre également les produits financiers versés ou reçus par les exploitants."

5° Supprimer le terme "exclusivement" au premier alinéa de l'article 337-4.

Art. 3.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-59 APF du 7 juin 2001 modifiant la délibération n° 2000-22 APF du 24 février 2000 instituant un dispositif d'aide en faveur des entreprises réalisant des programmes d'investissement sur l'île de Hao dans l'archipel des Tuamotu-Gambier pour assurer sa reconversion économique.**

NOR : CDD100429DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-22 APF du 24 février 2000 instituant un dispositif d'aide en faveur des entreprises réalisant des programmes d'investissement sur l'île de Hao dans l'archipel des Tuamotu-Gambier pour assurer sa reconversion économique ;

Vu le code des impôts ;

Vu la convention pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française du 25 juillet 1996 ;

Vu la convention particulière n° 60-97 du 15 juillet 1997 portant modalités de gestion du fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 567 CM du 26 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3777 du 5 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 52-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001 ;

Adopte :

Article 1er.— L'article 6 de la délibération n° 2000-22 APF du 24 février 2000 susvisée est modifié comme suit :

*Au lieu de :* "1er janvier 2002" ;

*Lire :* "1er janvier 2003".

Art. 2.— Au deuxième alinéa de l'article 7 de la délibération n° 2000-22 APF du 24 février 2000 susvisée :

*Au lieu de :* "31 mars 2001" ;

*Lire :* "31 décembre 2001".

Art. 3.— Il est ajouté au 1° de l'article 8 de la délibération n° 2000-22 APF du 24 février 2000 susvisée ce qui suit :

"5. La constitution d'un groupement d'intérêt économique (G.I.E.)."

Art. 4.— Le 1. du 2° de l'article 8 de la délibération n° 2000-22 APF du 24 février 2000 susvisée est annulé.

Art. 5.— Au 2° de l'article 8 de la délibération n° 2000-22 APF du 24 février 2000 :

*Au lieu de :* "les articles 238 bis HA.HC du code général des impôts métropolitain" ;

*Lire :* "les articles 199 undecies et 217 du code général des impôts métropolitain".

Art. 6.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire*  
Tarita SINJOUX.

*Le président de séance,*  
Robert TANSEAU.

# **DELIBERATION n° 2001-60 APF du 7 juin 2001** **portant modification du tarif des douanes.**

NOR : DD10100651DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des douanes de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-24 APF du 11 février 1999 portant modification de la délibération n° 88-136 AT du 13 octobre 1988 relative à l'adoption par la Polynésie française du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises dit "tarif S.H." ;

Vu la délibération n° 97-227 APF du 4 décembre 1997 portant approbation des dispositions fiscales du projet de convention de coopération économique et commerciale entre la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 577 CM du 7 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3778 du 5 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 53-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le tarif des douanes est modifié comme il suit : Le droit fiscal d'entrée est fixé au taux de quatre pour cent (4 %) pour les marchandises reprises à l'annexe de la présente délibération et qui sont originaires de la Nouvelle-Calédonie.

Il convient d'entendre par produits originaires de la Nouvelle-Calédonie, ceux qui y sont entièrement obtenus et ceux qui y sont suffisamment transformés au sens de la définition prévue par la décision d'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté européenne.

L'origine préférentielle est justifiée par un certificat de circulation de type EUR1 visé par les autorités douanières de la Nouvelle-Calédonie et contrôlée selon les dispositions déjà en vigueur définies dans le texte précité.

Art. 2.— La délibération n° 97-228 APF du 4 décembre 1997 portant modification du tarif des douanes est abrogée.

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

Codification du tarif des douanes de Polynésie française	Désignation douanière en Polynésie française	Produits visés
Extrait du 02.08.90.00.	Autres viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés / autres.	Viandes et préparations de viande de cerf.
Extrait du 02.10.90.00.	Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés ; farines et poudres comestibles de viandes ou d'abats / autres / y compris les farines et poudres comestibles de viandes ou d'abats.	Viandes et préparations de viande de cerf.
03.06.13.00.	Crevettes congelées.	Crevettes toutes catégories.
03.06.23.10.	Crevettes fraîches ou réfrigérées.	Crevettes toutes catégories.
03.06.23.90.	Crevettes / autres.	Crevettes toutes catégories.
Extrait du 07.09.90.10.	Autres légumes, à l'état frais ou réfrigérés / autres / courges et courgettes.	Squash.
08.10.10.00.	Autres fruits frais / fraises.	Fraises fraîches.
08.10.90.10.	Autres fruits frais / autres / litchis.	Litchis frais.
08.11.10.10.	Fruits non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants / fraises / conservées sans sucre.	Fraises congelées conservées sans sucre.
08.11.10.90.	Fruits non cuits ou cuits à l'eau ou à la vapeur, congelés, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants / fraises / additionnées de sucre.	Fraises congelées conservées additionnées de sucre.
Extrait du 13.02.19.00.	Autres sucs et extraits végétaux.	Extrait de santal.
Extrait du 16.01.00.10.	Saucisses, saucissons et produits similaires, de viande, d'abats ou de sang / préparations alimentaires à base de ces produits / en boîtes métalliques hermétiquement fermées.	Viandes et préparations de viandes de cerf.
Extrait du 16.01.00.90.	Saucisses, saucissons et produits similaires, de viande, d'abats ou de sang ; préparations alimentaires à base de ces produits / autres que les préparations alimentaires composites aux haricots blancs, lentilles ou choux en boîtes métalliques hermétiquement fermées.	Viandes et préparations de viandes de cerf.
17.04.90.00.	Autres sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc).	
20.08.80.10.	Fruits et autres parties comestibles de plantes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs / fraises / préparés ou conservés à l'eau de vie ou à l'alcool.	Fraises préparées ou conservées à l'eau de vie ou à l'alcool, avec ou sans sucre.
20.08.80.90.	Fruits et autres parties comestibles de plantes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs / autres.	Fraises autres que préparées ou conservées à l'eau de vie ou à l'alcool.
Extrait du 20.08.99.10.	Fruits et autres parties comestibles de plantes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs / autres y compris les mélanges à l'exception de ceux du n° 20.08.19. / autres / fruits préparés ou conservés à l'eau de vie ou à l'alcool.	Litchis préparés ou conservés à l'eau de vie ou à l'alcool.
Extrait du 20.08.99.90.	Fruits et autres parties comestibles de plantes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs / autres y compris les mélanges à l'exception de ceux du n° 20.08.19. / autres / autres.	Litchis autres que préparés ou conservés à l'eau de vie ou à l'alcool.
Extrait du 33.01.29.00.	Huiles essentielles autres que d'agrumes / autres.	Huile essentielle de niaouli.
Extrait du 33.01.30.00.	Résinoïdes.	Résinoïdes de bois de santal.
Extrait du 73.08.90.90.	Constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, portes et fenêtres et leurs cadres, chambranles et seuils, rideaux de fermeture, balustrades, par exemple), en fonte, fer ou acier, à l'exception des constructions préfabriquées du n° 94.06. ; tôles, barres, profilés, tubes et similaires en fonte, fer ou acier, préparés en vue de leur utilisation dans la construction / autres / autres.	Panneaux isothermes de couverture ou de séparation.
84.19.19.10.	Chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation / autres / utilisant l'énergie solaire.	Chauffe-eau utilisant l'énergie solaire.
Extrait du 84.19.90.11.	Parties / pour chauffe-eau utilisant l'énergie solaire.	Panneau solaire pour chauffe-eau utilisant l'énergie solaire.
73.09.00.00.	Réservoirs, foudres, cuves et récipients similaires pour toutes matières, à l'exception des gaz comprimés ou liquéfiés, en fonte, fer ou acier, d'une contenance excédant 300 litres, sans dispositifs mécaniques ou thermiques, même avec revêtement intérieur ou calorifuge.	Réservoirs en fonte, fer, acier d'une contenance excédant 300 litres.
73.10.10.10.	Réservoirs, fûts, tambours, bidons, boîtes et récipients similaires pour toutes matières (à l'exception des gaz comprimés ou liquéfiés) en fonte, fer ou acier, d'une contenance n'excédant pas 300 litres, sans dispositifs mécaniques ou thermiques, même avec revêtement intérieur ou calorifuge / d'une contenance de 50 litres ou plus / réservoirs, fûts, cuves et récipients similaires.	Réservoirs en fonte, fer, acier d'une contenance de 50 litres ou plus.

**DELIBERATION n° 2001-61 APF du 7 juin 2001 portant modification du tarif des douanes.**

NOR : DDIO100652DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des douanes de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-136 AT du 13 octobre 1988 modifiée relative à l'adoption par la Polynésie française du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises dit "tarif S.H." ;

Vu la délibération n° 98-149 APF du 10 septembre 1998 portant création et organisation du dédouanement dans le

cadre du Système d'ordinateur pour le fret international sous unix (Sofix) ;

Vu l'arrêté n° 578 CM du 7 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3779 du 5 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 54-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le tarif des douanes est modifié comme suit :

Tarif n°	Code du S.H.	Désignation des produits	Codification	Unités statisti- ques	Unités spéci- fiques	Autres régle- menta- tions	Droits et taxes				
							Importation				Exp
							D.D.	D.E.	T.V.A.	Autres	
84.71	84.71.80	Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités ; lecteurs magnétiques ou optiques, machines de mise d'informations sur support sous forme codée et machines de traitement de ces informations, non dénommés ni compris ailleurs									
		- Autres unités de machines automatiques de traitement de l'infor- mation									
		- Cartes mères	84.71.80.10	Nombre		0,00	1	3	013- 028/029 044	013-044	
		- Autres	84.71.80.90	Nombre		12,00	4	3	013- 028/029 044	013-044	
85.17	85.17.50	Appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, y compris les postes téléphoniques d'usagers par fil à combinés sans fil et les appareils pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique ; visiophones									
		- Autres appareils pour la télécommunication par courant porteur ou pour la télécommunication numérique									
		- Modems permettant une connexion à internet	85.17.50.10	Nombre	(1)	0,00	1	3	013- 028/029 044	013-044	
		- Autres									
87.17.50.9		- Cartes réseaux	85.17.50.91	Nombre	(1)	0,00	1	3	013- 028/029 044	013-044	
		- Autres	85.17.50.99	Nombre	(1)	8,00	4	3	013- 028/029 044	013-044	

(1) Prohibition – Autorisation d'importation du matériel filaire délivrée par le service de l'O.P.T. – Arrêté n° 1036 BCO du 9/10/90 (Loi statutaire n° 96-312 du 12/04/96).

Art. 2.— Le libellé de la codification 84.73.30.10 du tarif des douanes est modifié comme suit :

Au lieu de :

- Parties et accessoires des machines du n° 84.71
- boîtier, carte graphique, carte son ;

Lire :

- Parties et accessoires des machines du n° 84.71
- boîtier, carte graphique, carte son, carte vidéo.

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-62 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de décret modifiant le décret n° 98-179 du 11 mars 1998 fixant pour l'année 1997 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 215 DRCL du 8 février 2001 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de décret modifiant le décret n° 98-179 du 11 mars 1998 fixant pour l'année 1997 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3786 du 5 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 55-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable au projet de décret modifiant le décret n° 98-179 du 11 mars 1998 fixant pour l'année 1997 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-63 APF du 7 juin 2001 portant approbation du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1999 de l'Institut territorial de la consommation.**

NOR : ITC0001629DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1559 CM du 8 novembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3773 du 5 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 56-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Institut territorial de la consommation, pour l'exercice 1999, est arrêté à la somme de 43.457.970 F CFP (*quarante-trois millions quatre cent cinquante-sept mille neuf cent soixante-dix francs CFP*) se décomposant comme suit :

- section de fonctionnement	41.125.970 F CFP
- section d'investissement	2.332.000 F CFP
- Total	43.457.970 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Institut territorial de la consommation, pour l'exercice 1999, est arrêté à la somme de 46.600.164 F CFP (*quarante-six millions six cent mille cent soixante-quatre francs CFP*) se décomposant comme suit :

- section de fonctionnement	46.599.159 F CFP
- section d'investissement	1.005 F CFP
- Total	46.600.164 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Institut territorial de la consommation, pour l'exercice 1999, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	section II	Total
Recettes	41.125.970 F CFP	2.332.000 F CFP	43.457.970 F CFP
Dépenses	46.599.159 F CFP	1.005 F CFP	46.600.164 F CFP
Résultats	- 5.473.189 F CFP	+ 2.330.995 F CFP	
Diminution fonds de roulement			- 3.142.194 F CFP

Art. 4.— Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 1999, soit un déficit de - 5.473.189 F CFP, est affecté au compte 119 "Report à nouveau solde débiteur".

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-64 APF du 7 juin 2001 portant approbation du compte financier 1999 de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.**

NOR : ESS0001192DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1057 CM du 31 juillet 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3775 du 5 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 57-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de : *quatre cent quarante-six millions cent soixante-quinze mille huit cent soixante-six francs* (446.175.866 F CFP) se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement 374.422.574 F CFP
- section d'investissement 71.753.292 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de : *quatre cent quatre-vingt-neuf millions huit cent trente et un mille soixante-dix-neuf francs* (489.831.079 F CFP) se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement 489.831.079 F CFP
- section d'investissement 146.199.532 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

Intitulés	Section I	Section II	Total
Recettes	374.422.574	71.753.292	446.175.866
Dépenses	489.831.079	146.199.532	489.831.079
Résultat			
Déficit		- 74.446.240	- 43.655.213
Excédent	+ 30.791.027		

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-65 APF du 7 juin 2001 portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 et affectation du résultat en report à nouveau de la Caisse de soutien des prix du coprah.**

NOR : CSP0001801DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 modifiée créant une "Caisse de soutien des prix du coprah" ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 548 CM du 3 juin 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Caisse de soutien des prix du coprah" ;

Vu l'arrêté n° 1679 CM du 26 novembre 1999 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 8-99 CSPP du 28 octobre 1999 portant approbation du budget modifié de l'exercice 1999 de la "Caisse de soutien des prix du coprah" ;

Vu le rapport d'activité 1999 du directeur de la Caisse de soutien des prix du coprah adopté et approuvé par la délibération n° 4-00 CSPP du 7 septembre 2000 ;

Vu l'arrêté n° 1476 CM du 25 octobre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3774 du 5 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 58-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *sept cent soixante-dix-sept millions trois cent quarante-deux mille deux cent soixante-dix-neuf francs CFP* se décomposant comme suit :

- section de fonctionnement 548.217.057 F CFP
- section opérations en capital 229.125.222 F CFP
- total général 777.342.279 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *sept cent soixante-neuf millions trois cent trente-quatre mille soixante-seize francs CFP* se décomposant comme suit :

- section de fonctionnement 540.134.730 F CFP
- section opérations en capital 229.199.346 F CFP
- total général 769.334.076 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier de la Caisse de soutien des prix du coprah pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

- recettes 777.342.279 F CFP
- dépenses 769.334.076 F CFP
- résultat + 8.008.203 F CFP

Art. 4.— Le bénéfice de l'exercice 1999 (section de fonctionnement) est affecté au compte 120, report pour un solde créditeur de : + 8.082.327 F CFP.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-66 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 572 DRCL du 29 mars 2001 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3787 du 5 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 59-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable au projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-67 APF du 7 juin 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 576 DRCL du 29 mars 2001 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3784 du 5 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 60-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie française émet un avis défavorable au projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-68 APF du 7 juin 2001 portant modification de l'article 194 de la délibération n° 66-80 du 24 juin 1966 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française.**

NOR : SAA0100654DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 66-80 du 24 juin 1966 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 594 CM du 9 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3788 du 5 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 61-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'alinéa 2 de l'article 194 de la délibération n° 66-80 du 24 juin 1966 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française est modifié comme suit :

“Cette règle ne s'impose pas à l'Etat, au territoire et ses établissements publics, ainsi qu'à la Caisse de prévoyance sociale et tout autre organisme gérant un régime obligatoire de protection sociale.”

Art. 2.— Les dispositions de la présente délibération sont applicables aux appels introduits à compter du 1er juillet 2001.

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-69 APF du 7 juin 2001 modifiant la délibération n° 95-130 AT du 24 août 1995 portant création de cabinets auprès du président de l'assemblée territoriale, des vice-présidents, du président de la commission permanente et des présidents des commissions intérieures de l'assemblée territoriale et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-130 AT du 24 août 1995 portant création de cabinets auprès du président de l'assemblée territoriale, des vice-présidents, du président de la commission permanente et des présidents des commissions intérieures de l'assemblée territoriale et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu la proposition de délibération enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 3757 du 1er juin 2001 ;

Vu la lettre n° 609-2001 APF/SG du 31 mai 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 3780 du 5 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 62-2001 du 7 juin 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 7 juin 2001,

Adopte :

Article 1.— L'article 10 de la délibération susvisée est modifié et complété de la manière suivante : “Le salaire de recrutement est fixé contractuellement entre le président de l'assemblée de la Polynésie française et le membre de cabinet par référence au barème des emplois et rémunérations des personnels de cabinets.

L'échelonnement indiciaire applicable aux membres de cabinet visés au présent article est fixé ainsi qu'il suit :

Fourchette indiciaire des salaires de base			Postes et emplois
Groupe	Plancher	Plafond	
1er groupe	600	2.110	directeur de cabinet conseiller spécial du président conseiller auprès du président conseiller auprès des vice-présidents
2e groupe	500	1.400	directeur adjoint de cabinet chef de cabinet conseillers techniques chef de service à la présidence chef de secrétariat particulier
3e groupe	400	1.300	chargé de mission attaché d'administration attaché de presse attaché de cabinet adjoint au chef de service chef adjoint de cabinet chef de secrétariat particulier adjoint aide de camp
4e groupe	300	900	secrétaire de direction comptable chef cuisinier - maître d'hôtel
5e groupe	250	700	secrétaire sténo ; dactylo ; aide-comptable ; employé administratif ; standardiste ; projeteur ; cuisinier ; serveur
6e groupe	200	500	agent de sécurité ; huissier ; chauffeur ; planton ; personnel de service ; agent d'entretien ; agent technique ; photographe ; auxiliaire ; hôtesse ; aide-cuisinier

Art. 2.— L'article 11 est modifié comme suit :

La rémunération est égale au traitement afférent à l'indice précisé au contrat de travail multiplié par la valeur du point d'indice applicable aux membres de cabinet du Président et des ministres du gouvernement du territoire.

Art. 3.— Le paragraphe b) de l'article 12 de la délibération susvisée est modifié et suivi d'un paragraphe c) nouveau comme suit :

*b) Indemnité représentative de frais particuliers*

Le président de l'assemblée peut également décider d'allouer une indemnité représentative de frais particuliers dont le montant et la durée sont laissés à son appréciation. Le montant maximum de cette indemnité est fixé à 300.000 F CFP.

*c) Indemnité de logement*

Le président de l'assemblée peut également décider d'allouer une indemnité de logement dont le montant et la durée sont laissés à son appréciation. Le montant maximum de cette indemnité est fixé à 250.000 F CFP.



Art. 4.— L'article 13 de la délibération susvisée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

“En cas de déplacement professionnel ou de mission à l'extérieur de l'île de Tahiti, les agents bénéficient d'une indemnité compensatrice des frais engagés, calculée selon le barème ci-dessous indiqué. En fonction de situations à l'appréciation du président de l'assemblée de la Polynésie française, ceux-ci peuvent bénéficier d'un surclassement.

a) Dans le territoire de la Polynésie française, à l'exception de l'île de Tahiti.

1er repas	2 repas	1 nuit	Par 24 h
3.000 F CFP	6.000 F CFP	10.000 F CFP	16.000 F CFP

b) Hors du territoire

1er repas	2 repas	1 nuit	Par 24 h
5.000 F CFP	10.000 F CFP	10.000 F CFP	20.000 F CFP

Les indemnités pour les membres de cabinet suivants :

- le directeur de cabinet du président de l'assemblée de la Polynésie française ;
- le chef de cabinet du président de l'assemblée de la Polynésie française,

sont fixées selon le barème ci-après :

1er repas	2 repas	1 nuit	Par 24 h
6.750 F CFP	13.500 F CFP	13.500 F CFP	27.000 F CFP

- une indemnité de repas est due lorsque la personne se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 11 heures et 14 heures, pour le repas de midi ;
- une indemnité de repas est due lorsque la personne se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 18 heures et 21 heures, pour le repas du soir ;
- une indemnité de nuitée est due lorsque la personne se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 0 heure et 5 heures, pour la chambre et le petit déjeuner.

Une avance dont le montant est plafonné à 75 % du montant prévisible de ladite indemnité peut être versée, à la demande de l'intéressé.

Art. 5.— La présidente de l'assemblée de la Polynésie française est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 782 CM du 11 juin 2001 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française.

NOR : CO10100902AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 285 CM du 17 mars 1997 portant application de la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu la demande en date du 31 mai 2001 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— La société “S.A.R.L. Hôtelière de la côte Est”, au capital de 1.000.000 F CFP détenu à 100 % par la société Superba Inc. dont le siège social se situe aux Iles vierges britanniques, est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française pour l'acquisition de l'ensemble immobilier désigné ci-après :

1° Une parcelle de terre sise sur la commune de Arue, dépendant des parcelles 1, 2, 3 et 4 de la terre Tipapa (partie), d'une superficie de 53.993 mètres carrés cadastrée section O n° 53 pour 5 hectares 39 ares 93 centiares ;

2° Une parcelle de terre sise sur la commune de Arue, dépendant des parcelles 1, 2, 3 et 4 de la terre Tipapa (partie), d'une superficie de 71.628 mètres carrés cadastrée section O n° 54 pour 7 hectares 16 ares 28 centiares ;

3° Une parcelle de la terre Tititia à Mahina, d'une superficie d'un hectare 35 ares d'après titres, et cadastrée section A n° 1 pour 1 hectare 2 ares ;

4° Une parcelle de la terre Tititia ou Souiry à Mahina, lieudit Tahara'a, cadastrée section A n° 100 pour une contenance de 55 ares 55 centiares ;

5° Une parcelle de la terre Tititia ou Souiry à Mahina, lieudit Tahara'a, cadastrée section A n° 103 pour une contenance de 45 centiares ;

6° Et les constructions édifiées sur l'ensemble des terrains ci-dessus désignés, à usage d'hôtel comprenant 200 chambres, restaurants, bars, boutiques, locaux de services administratifs et techniques, piscine ...

Art. 2.— La société “S.A.R.L. Hôtelière de la côte Est” dispose d'un délai de six mois à compter de la date de parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française pour réaliser son investissement défini à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— La société “S.A.R.L. Hôtelière de la côte Est” s'engage à rénover les constructions existantes, à améliorer les conditions d'accueil de la clientèle hôtelière et à construire une extension de l'hôtel de 50 unités au minimum.

Art. 4.— La présente autorisation est accordée sous la condition résolutoire que la société "S.A.R.L. Hôtelière de la côte Est" réalise l'ensemble du programme d'investissement défini à l'article 3 du présent arrêté, dans le délai de trois ans à compter de la date de parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— La présente autorisation est accordée sans autre garantie du territoire, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme.

Art. 6.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 783 CM du 11 juin 2001 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française.**

NOR : CDD100903AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 285 CM du 17 mars 1997 portant application de la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu la demande en date du 31 mai 2001 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— La société "S.A.R.L. du Tahara'a", au capital de 1.000.000 F CFP détenu à 100 % par la société Superba Inc. dont le siège social se situe aux Iles vierges britanniques, est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française pour l'acquisition d'une parcelle de terre sise sur la commune de Arue, dépendant de la terre Tipapa (partie) d'une superficie de 7.000 mètres carrés cadastrée section O n° 52 pour 70 ares, appartenant à la Société hôtelière de Tahiti, située à l'entrée du domaine de l'hôtel du Tahara'a.

Art. 2.— La société "S.A.R.L. du Tahara'a" dispose d'un délai de six mois à compter de la date de parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française pour réaliser son investissement défini à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— La société "S.A.R.L. du Tahara'a" s'engage à exploiter cette réserve foncière au titre d'une activité liée au secteur hôtelier.

Art. 4.— La présente autorisation est accordée sans autre garantie du territoire, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 784 CM du 11 juin 2001 portant désignation d'un représentant du territoire et de trois administrateurs au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétit).**

NOR : SET0100900AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les statuts de la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétit) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Christophe Bouissou, ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement, est désigné en qualité de représentant du territoire au sein de l'assemblée générale de la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétit).

Art. 2.— MM. Jean-Christophe Bouissou, Georges Puchon et Jonas Tahuaitu sont désignés en qualité d'administrateurs au conseil d'administration de la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétit).

Art. 3.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 1162 CM du 2 septembre 1998, qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du logement,*  
*de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,*  
*et de l'humanisation de la ville,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 785 CM du 11 juin 2001 portant désignation d'un représentant du territoire au sein des assemblées et conseils de la S.A. Electricité de Tahiti (E.D.T.).**

NOR : EM0100904AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les statuts de la S.A. Electricité de Tahiti (E.D.T.) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Bruno Sandras, ministre des transports et de l'énergie, est désigné en qualité de représentant du territoire au sein des assemblées et conseils de la S.A. Electricité de Tahiti (E.D.T.).

Art. 2.— L'arrêté n° 596 CM du 13 juin 1996 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports*  
*et de l'énergie,*  
Bruno SANDRAS.

**ARRETE n° 786 CM du 11 juin 2001 portant désignation d'un représentant du territoire au sein des assemblées et conseils de la S.A. Electra.**

NOR : EM0100905AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les statuts de la S.A. Electra ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Bruno Sandras, ministre des transports et de l'énergie, est désigné en qualité de représentant du territoire au sein des assemblées et conseils de la S.A. Electra.

Art. 2.— L'arrêté n° 664 CM du 24 juin 1996 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports*  
*et de l'énergie,*  
Bruno SANDRAS.

**ARRETE n° 787 CM du 11 juin 2001 portant désignation d'un représentant du territoire au sein des assemblées et conseils de la S.A. Coder Marama Nui.**

NOR : EM0100906AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les statuts de la S.A. Coder Marama Nui ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Bruno Sandras, ministre des transports et de l'énergie, est désigné en qualité de représentant du territoire au sein des assemblées et conseils de la S.A. Coder Marama Nui.

Art. 2.— L'arrêté n° 648 CM du 21 juin 1996 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports*  
*et de l'énergie,*  
Bruno SANDRAS.

**ARRETE n° 789 CM du 11 juin 2001 autorisant l'extension de l'hypermarché Continent sur la commune de Arue et le changement de l'enseigne Continent des hypermarchés de la S.A. S.E.G.C. en Carrefour.**

NOR : SAE0100888AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 modifiée réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996 fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales ;

Vu l'arrêté n° 1217 PR du 13 décembre 1996 modifié portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales ;

Vu l'avis motivé émis par la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales au cours de sa réunion du 16 mai 2001 mentionné au compte-rendu de réunion ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du projet de réaménagement et de rénovation du centre commercial Tamahana, la S.A. S.E.G.C. est autorisée à procéder à l'extension de l'hypermarché Continent sis dans le centre commercial Tamahana dans la commune de Arue.

L'autorisation porte sur une augmentation de 1.800 mètres carrés de la surface de vente, celle-ci passant de 2.700 mètres carrés à 4.500 mètres carrés.

Art. 2.— Est autorisé le changement d'enseigne des magasins Continent qui prendront l'enseigne Carrefour.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances et le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*  
Georges PUCHON.

*Le ministre du logement,  
de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,  
et de l'humanisation de la ville,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 790 CM du 11 juin 2001 désignant l'ordonnateur du Fonds européen de développement et ses suppléants.**

NOR : PPE0100889AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la proclamation n° 31-2001 APF/SG du 18 mai 2001 ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 ;

Vu l'article n° 218 de la décision du Conseil des communautés européennes du 25 juillet 1991 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Est désigné en qualité d'ordonnateur territorial du Fonds européen de développement (F.E.D.) :

- M. Gaston Flosse, Président du gouvernement.

Art. 2.— Sont désignés en qualité d'ordonnateurs suppléants :

- M. Georges Puchon, ministre de l'économie et des finances ;  
- M. Franky Sacault, chef du service du plan et de la prévision économique.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 1136 CM du 25 octobre 1996 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*  
Georges PUCHON.

**ARRETE n° 791 CM du 11 juin 2001 autorisant la conclusion de contrats de couverture du risque de taux d'intérêt.**

NOR : SFC0100301AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements territoriaux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— La Polynésie française est autorisée à réaliser des opérations de marché, en fonction des opportunités, destinées à la prémunir contre les fluctuations des taux d'intérêt ou à tirer parti de celles-ci.

La durée maximale de chaque opération de marché ne peut être supérieure à la durée d'amortissement résiduelle des emprunts sur lesquelles porte l'opération de marché.

Les index de référence des contrats de couverture du risque de taux sont ceux communément usités sur les marchés financiers et notamment EURIBOR, LIBOR, TAM, TAG, T4M, TME, TEC 10, CMS ...

Art. 2.— Le ministre chargé des finances est habilité à négocier ces opérations de marché et à signer les documents s'y rapportant.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*  
Georges PUCHON.

**ARRETE n° 794 CM du 12 juin 2001 portant nomination de Mlle Tea Riveta, chef du service de l'énergie et des mines par intérim.**

NOR : EM10100907AC.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 223 CM du 26 février 2001 portant nomination du chef du service territorial de l'énergie et des mines par intérim ;

Vu l'arrêté n° 2071 MTR du 1er juin 2001 portant délégation de signature du ministre des transports et de l'énergie à M. David Saouzanet, chef du service territorial de l'énergie et des mines par intérim ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Tea Riveta est nommée chef du service de l'énergie et des mines durant le congé annuel de M. David Saouzanet du 11 juin 2001 au 13 juillet 2001.

Art. 2.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports  
et de l'énergie,*  
Bruno SANDRAS.

**ARRETE n° 795 CM du 14 juin 2001 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres en matière de contentieux.**

NOR : SGG0100908AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— En application des dispositions de l'article 35 (3e) de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, le conseil des ministres délègue au Président du gouvernement le pouvoir d'intenter ou de soutenir toutes actions au nom du territoire devant les juridictions de l'ordre administratif et le tribunal des conflits. Sous réserve des dispositions des articles 2 et 3, la même délégation de pouvoir est consentie au Président du gouvernement pour les actions à intenter ou à soutenir devant toutes les juridictions de l'ordre judiciaire.

Art. 2.— Le conseil des ministres délègue au ministre en charge de la fonction publique le pouvoir d'intenter ou de soutenir toute action relative aux litiges avec les agents de droit privé, devant les juridictions de l'ordre judiciaire.

Art. 3.— Le conseil des ministres délègue au ministre chargé des domaines le pouvoir d'intenter ou de soutenir toute action relative aux litiges fonciers intéressant le domaine terrestre du territoire devant les juridictions de l'ordre judiciaire.

Art. 4.— Le ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres et le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui abroge les arrêtés n° 555 CM du 30 mai 1996 et n° 860 CM du 26 juin 1998 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,  
du domaine, de la valorisation  
et de la redistribution des terres,*  
Gaston TONG SANG.

*Le ministre du travail,  
du dialogue social, de la fonction publique,  
de la rénovation de l'administration  
et de la déconcentration administrative,*  
Armelle MERCERON.

**ARRETE n° 796 CM du 14 juin 2001 portant désignation des représentants de la Polynésie française au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration du groupement d'intérêt économique "Perles de Tahiti".**

NOR : PRL0100825AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 modifiée sur les groupements d'intérêt économique ;

Vu la délibération n° 93-76 AT du 3 août 1993 approuvant la participation du territoire au groupement d'intérêt économique "Perles de Tahiti" ;

Vu les dispositions des articles 14 et 21 des statuts signés le 11 août 1993 du groupement d'intérêt économique "Perles de Tahiti" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein de l'assemblée générale du groupement d'intérêt économique "Perles de Tahiti" M. Gaston Flosse, Président du gouvernement, ministre des affaires internationales, de la periculture et du développement des communes ou son représentant.

Art. 2.— Sont désignés en qualité d'administrateurs au conseil d'administration du groupement d'intérêt économique "Perles de Tahiti" MM. Gaston Flosse, Edouard Fritch et Georges Puchon.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

**ARRETE n° 797 CM du 14 juin 2001 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein de la société anonyme Air Tahiti.**

NOR : SGG0100831AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les statuts de la société anonyme Air Tahiti ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Edouard Fritch, vice-président, ministre chargé des archipels, est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein de la société anonyme Air Tahiti.

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 646 CM du 21 juin 1996 et qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
*Le vice-président, ministre de l'emploi,  
de la formation professionnelle,  
du développement des archipels,  
des nouvelles technologies et des postes,*  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 798 CM du 14 juin 2001 relatif à la représentation de la Polynésie française au sein de la société anonyme Air Tahiti Nui.**

NOR : SGG0100822AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-159 APF du 12 décembre 1996 portant participation de la Polynésie française au capital social de la société anonyme Tahiti Airlines ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Est désigné comme représentant de la Polynésie française au sein de la société anonyme Air Tahiti Nui pour siéger dans les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires M. Gaston Flosse, Président du gouvernement de la Polynésie française.

Art. 2.— Est désigné comme représentant de la Polynésie française au sein de la société anonyme Air Tahiti Nui pour siéger au conseil d'administration M. Michel Paoletti.

Art. 3.— Le présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 1511 CM du 30 octobre 2000 sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

**ARRETE n° 799 CM du 14 juin 2001 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein de la société anonyme Teva.**

NOR : SGG0100933AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les statuts de la société anonyme Teva ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Frédéric Riveta, ministre chargé de l'agriculture, est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein de la société anonyme Teva.

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 869 CM du 17 août 1995 et qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'agriculture  
et de l'élevage,*  
Frédéric RIVETA.

**ARRETE n° 800 CM du 14 juin 2001 portant désignation d'un représentant de la Polynésie française au sein de la société anonyme Jus de fruits de Moorea.**

NOR : SGG0100936AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu les statuts de la société anonyme Jus de fruits de Moorea ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Frédéric Riveta, ministre chargé de l'agriculture, est désigné en qualité de représentant de la Polynésie française au sein de la société anonyme Jus de fruits de Moorea.

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 1281 CM du 28 novembre 1996 et qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'agriculture  
et de l'élevage,*  
Frédéric RIVETA.

**ARRETE n° 801 CM du 14 juin 2001 autorisant à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention d'investissement à l'Eglise évangélique de Polynésie française pour financer la construction d'un presbytère sis à Fetuna, commune de Tumaraa.**

NOR : SFP0100685AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-151 APF du 7 décembre 2000 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 2001 ;

Vu l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié relatif aux subventions accordées par le territoire ;

Vu la demande du 2 octobre 2000 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

## Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié, il est autorisé à titre dérogatoire l'attribution d'une subvention d'investissement de huit millions cinq cent mille francs CFP (8.500.000 F CFP) à l'Eglise évangélique de Polynésie française pour financer la construction d'un presbytère sis à Fetuna, commune de Tumaraa.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, sous-chapitre 914, AP 135.1998 "Subventions diverses", AAP 36.1999.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

**ARRETE n° 802 CM du 14 juin 2001 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 464 CM du 26 avril 1995 modifié relatif à l'organisation et aux règles de fonctionnement de l'établissement public dénommé "Fonds d'entraide aux îles".**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 relative à la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 84-55 du 26 avril 1984 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Fonds d'entraide aux îles" ;

Vu l'arrêté n° 464 CM du 26 avril 1995 relatif à l'organisation et aux règles de fonctionnement de l'établissement public dénommé "Fonds d'entraide aux îles" (F.E.I.), modifié par l'arrêté n° 765 CM du 19 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001

## Arrête :

Article 1er.— Le premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté n° 464 CM du 26 avril 1995 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

“ le ministre en charge du développement des archipels : *président* ;

- le ministre en charge du logement : *vice-président* ;
- le ministre en charge des finances : *membre* ;
- le ministre en charge de la solidarité : *membre* ;
- le ministre en charge des affaires foncières : *membre* ;
- le ministre en charge de l'agriculture : *membre* ;
- le ministre en charge de la jeunesse : *membre* ;
- quatre conseillers territoriaux : *membres*.”

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
*Le vice-président, ministre de l'emploi,  
de la formation professionnelle,  
du développement des archipels,  
des nouvelles technologies et des postes,*  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 804 CM du 14 juin 2001 modifiant l'arrêté n° 1714 CM du 14 décembre 2000 modifié portant affectation du Tahua Vaiete (place Vaiete) et délégation de pouvoir.**

NOR : AFD0100940AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 modifiée portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de construction, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine privé ou du domaine public du territoire, modifiée par la délibération n° 97-28 APF du 11 février 1997 ;

Vu l'arrêté n° 1714 CM du 14 décembre 2000 portant affectation du Tahua Vaiete (place Vaiete) et délégation de pouvoir, modifié par l'arrêté n° 1781 CM du 21 décembre 2000, par l'arrêté n° 155 CM du 8 février 2001 et par l'arrêté n° 277 CM du 2 mars 2001 ;

Vu la lettre du 21 mai 2001 de la présidence du gouvernement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,



## Arrête :

Article 1er.— Les articles 1er et 4 de l'arrêté n° 1714 CM du 14 décembre 2000 modifié susvisé sont modifiés comme suit :

I) *Article 1er*, compléter le 1er alinéa comme suit :

“Est autorisé le retrait de l'affectation au port autonome de Papeete de la place Vaiete ou Tahua Vaiete, d'une superficie totale de 1 hectare 16 ares 16 centiares, cadastrée commune de Papeete section AK n° 137, n° 138, section AM n° 59 et section AM n° 58.”

Le reste sans changement.

II) *Article 4*, modifier le dernier paragraphe comme suit :

“Le tarif de stationnement des véhicules dans un parc public dépendant de la place Vaiete est fixé ainsi qu'il suit : ...”

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres et le ministre de l'équipement et des ports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des affaires foncières,  
du domaine, de la valorisation  
et de la redistribution des terres,*  
Gaston TONG SANG.

*Le ministre de l'équipement  
et des ports,*  
Jonas TAHUAITU.

**ARRETE n° 805 CM du 14 juin 2001 portant nomination de M. Claude Serra en qualité de délégué à l'environnement par intérim.**

NOR : ENV0100937AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1040 AT du 30 mai 1985 portant création de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 portant organisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu le certificat de cessation d'activité de Mme Angéline Sabre en qualité de déléguée à l'environnement ;

Vu les nécessités de service ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Claude Serra est nommé en qualité de délégué à l'environnement par intérim à compter du 1er juin 2001.

Art. 2.— Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 1396 CM du 23 octobre 1998 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du tourisme,  
de l'environnement  
et de la condition féminine,*  
Nicole BOUTEAU.

**ARRETE n° 806 CM du 14 juin 2001 portant nomination du chef du service du développement, de l'industrie et des métiers par intérim.**

NOR : DIM010091EAC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-17 AT du 11 février 1988 portant création du service du développement de l'industrie et des métiers ;

Vu l'arrêté n° 1405 CM du 30 décembre 1994 portant nomination du chef du service du développement de l'industrie et des métiers ;

Vu la demande de congé annuel de M. Richard Boyer en date du 30 avril 2001 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Chingue est nommé chef du service du développement de l'industrie et des métiers par intérim à compter du 28 juin 2001 jusqu'au 20 août 2001 durant l'absence de M. Richard Boyer.

Art. 2.— Le ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
*Le ministre de la pêche, de l'industrie  
et des petites et moyennes entreprises,*  
Nina VERNAUDON.

**ARRETE n° 807 CM du 14 juin 2001 désignant les représentants de la Polynésie française au comité de gestion et au conseil technique consultatif du Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française.**

NOR : SGG0100927AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la convention particulière n° 60-97 du 15 juillet 1997 portant modalités de gestion du Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— La Polynésie française est représentée au comité de gestion et au conseil technique consultatif du Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française, institués par les articles 4 et 8 de la convention n° 60-97 du 15 juillet 1997, par :

- la présidente de l'assemblée de la Polynésie française ou son représentant ;
- le vice-président du gouvernement ou son représentant ;
- le ministre chargé de l'économie et des finances ou son représentant ;
- le ministre chargé du logement ou son représentant ;
- le ministre chargé de l'équipement ou son représentant.

Art. 2.— L'arrêté n° 802 CM du 8 août 1997 désignant les représentants de la Polynésie française au comité de gestion et au comité technique consultatif du Fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

**ARRETE n° 809 CM du 14 juin 2001 portant modification de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat".**

NOR : OPH0100883AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-13 APF du 13 janvier 2000 relative à l'Office polynésien de l'habitat modifiant la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 24 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 susvisé est abrogé.

Art. 2.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du logement,  
de l'aménagement du territoire  
et de l'urbanisme,  
et de l'humanisation de la ville,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

NOR : TMA0100887AC

**Par arrêté n° 788 CM du 11 juin 2001.**— Dans l'article 3 de l'arrêté n° 650 CM du 16 mai 2001, les zones de desserte "Tuamotu-Centre" et "Tuamotu-Est" sont respectivement remplacées par "Tuamotu-Ouest" et "Tuamotu-Centre".

Le reste sans changement.

NOR : SFC0100892AC

**Par arrêté n° 792 CM du 11 juin 2001.**— Est autorisé le virement de crédits de trente millions de francs CFP (30.000.000 F CFP) comme suit :

S/chap.	Art.	Libellé	En +	En -
943.03	655-05	Enseignement secondaire Bourses locales de l'enseignement public.....		30.000.000
943.07		Direction des enseignements secondaires		
	655-17	Bourses études supérieures.....	30.000.000	
		Total.....	30.000.000	30.000.000

NOR : AFD0100929AC

**Par arrêté n° 803 CM du 14 juin 2001.**— La Polynésie française est autorisée à acquérir une parcelle de terre cadastrée section DN n° 39 d'une superficie de 6.659 mètres carrés sise dans le quartier de la Mission (commune de Papeete) et appartenant au Conseil d'administration de la Mission catholique (Camica).

Cette acquisition permettra la régularisation de l'assise foncière de l'Institut médico-éducatif "Raimanutea".

Le montant de l'acquisition est fixé à *quinze millions de francs CFP* (15.000.000 F CFP).

Les frais et honoraires de l'acte notarié seront à la charge de la Polynésie française. Cet acte sera exonéré des droits d'enregistrement et de transcription.

La dépense est imputable au budget local, chapitre 900, article 2100, AP 17.1999, AAP 221.2000.

NOR : SFC0100923AC

**Par arrêté n° 808 CM du 14 juin 2001.**— Le ministre de l'économie et des finances est autorisé à négocier et contracter auprès de Dexia Crédit Local un emprunt d'un montant de 112.500.000 FF (c/v 2.046.600.768 F CFP).

Cet emprunt s'impute sur la convention Spot-Line CLF9900CAVC.

Les caractéristiques de ce crédit sont les suivantes :

*Durée d'amortissement* : 15 ans.

*Date d'échéance* : 1er avril de chaque année.

*Taux d'intérêt* : base : exact/360

Du 29 juin 2001 au 1er avril 2008, PRIBOR CZK 12 mois post-fixé - 0,55 % constaté huit jours ouvrés avant chaque date d'échéance et applicable à la période d'intérêts écoulée.

Pour la première période d'intérêts, le début de la période correspond à la date de mise à disposition des fonds, et les intérêts sont calculés *prorata temporis*.

Du 1er avril 2008 au 1er avril 2016, EURIBOR 12 mois post-fixé + 0,30 % constaté 2 jours ouvrés avant le début de chaque période d'intérêts annuelle et applicable à la période d'intérêts à venir.

*Remboursement anticipé* : jusqu'au 1er avril 2008 exclu, le remboursement anticipé est possible à chaque échéance annuelle moyennant un préavis de 35 jours et le paiement d'une indemnité calculée selon les conditions prévalant sur les marchés financiers au moment du remboursement.

A compter du 1er avril 2008 inclus, le remboursement anticipé est possible à chaque échéance annuelle, moyennant un préavis de 35 jours, sans indemnité.

*Remboursement du capital* : amortissement annuel et progressif au taux de 5 %.

En vertu des dispositions ci-dessus, la Polynésie française s'engage à inscrire en priorité, chaque année, en dépenses obligatoires à son budget, les sommes nécessaires au remboursement des échéances ainsi qu'au règlement des intérêts, frais et charges accessoires de l'emprunt, objet du présent arrêté.

Le ministre de l'économie et des finances est habilité à signer la convention d'emprunt correspondante.

NOR : SGG0100858AC

**Par arrêté n° 811 CM du 15 juin 2001.**— Est autorisé le versement d'une subvention de fonctionnement de *quatre-vingt-onze millions de francs pacifiques* (91.000.000 F CFP) à la S.E.M. Tahiti Nui Télévision, au titre des activités conduites en l'an 2001.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, sous-chapitre 966-10, article 657-750 "Subvention d'équilibre TNTV", exercice 2001.

Cette subvention est versée en totalité dès la certification exécutoire du présent acte.

Les comptes définitifs de l'année 2001 de la société devront être produits au territoire à l'issue de leur approbation par le conseil d'administration. Dans le cas où l'octroi de cette subvention aboutirait à un résultat de clôture excédentaire, un titre de recette sera émis à l'encontre de la S.E.M. Tahiti Nui Télévision pour un montant correspondant à cet excédent.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 1170 PR du 22 mai 2001 portant délégation de signature à M. Puputauki Léonard, chef du service dénommé "Groupement d'interventions de la Polynésie française - Te Toa Arai".**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-54 APF du 20 mai 1998 modifiée portant création du service dénommé "Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai" ;

Vu l'arrêté n° 1173 CM du 4 septembre 1998 portant organisation et fonctionnement du "Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai" ;

Vu l'arrêté n° 936 CM du 10 juillet 1998 portant nomination de M. Léonard Puputauki en qualité de chef du service dénommé "Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai",

Arrête :

Article 1er.— M. Léonard Puputauki, chef du service dénommé "Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai", est habilité à signer par délégation du Président du gouvernement tous les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— En matière de gestion du personnel, M. Léonard Puputauki est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

- 1° Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire pour les agents placés sous son autorité ;
- 2° Réquisitions de passage et de bagage relatives aux missions à l'intérieur du territoire ;
- 3° Contrats de travail à durée déterminée n'excédant pas 10 mois ;
- 4° Certificats de travail et attestations de salaire ou autres pièces pour la réglementation sociale ;
- 5° Notation définitive des agents placés sous son autorité ;
- 6° Sanctions disciplinaires : avertissements et blâme, mise à pied, dans la limite de 8 jours avec retenue partielle ou totale du salaire ;
- 7° Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ou par les circulaires d'application de la nouvelle fonction publique du territoire ;
- 8° Congés annuels, congés de maternité et de maladie ;
- 9° Cessation définitive et suspension de fonctions des agents du service du Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai titulaires d'un contrat à durée déterminée n'excédant pas 10 mois.

Art. 3.— En matière de gestion financière des crédits alloués au Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai, délégation de signature est donnée à M. Léonard Puputauki pour les opérations suivantes :

- 1° Engagement et liquidation des dépenses ;
- 2° Virements de crédits d'articles à articles à l'intérieur du sous-chapitre du Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai ;
- 3° Contrats et convention liés à la gestion courante du Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai ;
- 4° Lettres de commande dont le montant n'excède pas 15 millions de francs.

Art. 4.— En matière d'administration du Tahua Toa'ta (place Toa'ta), M. Léonard Puputauki est habilité à signer toute décision et toute convention liées à la gestion du site. A ce titre, il délivre les autorisations d'occupation temporaire nécessaires.

En matière d'administration du Tahua Vaiete (place Vaiete), M. Léonard Puputauki est habilité à signer toute décision et toute convention liées à la gestion du site. A ce titre, il délivre les autorisations d'occupation temporaires nécessaires.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Léonard Puputauki, les délégations consenties à ce dernier par les articles 1er, 2, alinéas 1, 2, 4 et 8, et l'article 3 sont exercées par M. Sandy Guilloux.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Léonard Puputauki et Sandy Guilloux, les délégations consenties à ces derniers par les articles 1er, 2, alinéas 1 et 2, et l'article 3 sont exercées par M. Emile Pavaouau.

Art. 7.— En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Léonard Puputauki et Sandy Guilloux, les délégations consenties à ces derniers par l'article 2, alinéas 4 et 8, sont exercées par Mlle Charlene Brossel.

Art. 8.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Léonard Puputauki, les délégations consenties à dernier par l'article 4, alinéa 1, sont exercées par M. Mara Aitamai.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Léonard Puputauki, les délégations consenties à ce dernier par l'article 4, alinéa 2, sont exercées par Mlle Taina Calissi.

Art. 9.— Le chef du service dénommé "Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai" est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mai 2001.

Gaston FLOSSE.

**ARRETE n° 1362 PR du 5 juin 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 651 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes, de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Bruno Sandras, ministre des transports et de l'énergie, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, pendant l'absence de M. Reynald Temarii du 2 au 6 juin 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 1390 PR du 8 juin 2001 accordant la délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La délégation prévue à l'article 9 de la délibération du 14 octobre 1999 susvisée est accordée, à compter du 1er janvier 2001 et jusqu'au 31 décembre 2003, aux fédérations sportives désignées ci-après pour la pratique de la discipline sportive ou des disciplines connexes indiquées :

- Fédération polynésienne de judo : judo et jujitsu ;
- Fédération tahitienne de taekwondo : taekwondo ;
- Fédération tahitienne de triathlon : triathlon et duathlon ;
- Fédération tahitienne de surf : surf, bodyboard, longboard et kneeboard.

Art. 2.— Le ministre de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la vie associative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juin 2001.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la jeunesse,  
de l'insertion sociale des jeunes,  
des sports et de la vie associative,*  
Reynald TEMARII.

**ARRETE n° 1416 PR du 12 juin 2001 portant délégation de signature à M. Michel Jolivet, chef du service des relations internationales.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-2 APF du 11 janvier 2001 portant création du service des relations internationales ;

Vu l'arrêté n° 416 CM du 30 mars 2001 portant nomination de M. Michel Jolivet en qualité de chef du service des relations internationales ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Michel Jolivet, chef du service des relations internationales, à l'effet de signer au nom du Président du gouvernement de la Polynésie française, dans la limite de ses attributions :

- 1° Les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1 et 1.2 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- 2° Les actes suivants relevant de la gestion du personnel placé sous son autorité :
  - congés de toute nature et permissions exceptionnelles, à l'exclusion des congés administratifs ;
  - notation primaire du personnel ;
  - propositions de bonifications ou de réductions pour les avancements d'échelon ;
  - sanctions disciplinaires du premier groupe (avertissements et blâmes), à l'exception des blâmes attribués aux agents de catégorie 1 ;
  - certificats de travail et attestations de salaire ;
- 3° Les actes d'engagement, de liquidation, de certification du service fait et toutes pièces justificatives des dépenses imputées sur les crédits du budget du territoire qui lui sont attribués ;
- 4° Les ordres de déplacement ainsi que les réquisitions de passage et de bagages y relatifs, pour les agents du service s'agissant des missions à l'intérieur du territoire.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Jolivet, délégation de signature sera donnée à M. Manuel Terai.

Art. 3.— Le service des relations internationales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

**ARRETE n° 1417 PR du 12 juin 2001 portant enregistrement de la déclaration d'activité de M. Jean-Michel Le Guen, docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable de l'établissement de vente en gros dénommé "Médipac", exploité par la société "Office polynésien de distribution pharmaceutique S.A." (enregistrement n° 1-2001).**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination et cessation de fonctions de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1998 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie, notamment les articles 50 et suivants ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 9 mai 1989 portant application de la délibération n° 88-153 AT relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie, notamment les articles 87 et suivants ;

Vu l'arrêté n° 658 CM du 13 juin 1990 relatif aux demandes d'autorisation d'ouverture des établissements de préparation, de vente en gros ou de distribution en gros de produits pharmaceutiques et demandes de modification concernant ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 1337 AA du 20 avril 1979 autorisant la S.A. Office polynésien de distribution pharmaceutique (O.P.D.P.) à créer un établissement de répartition de produits pharmaceutiques dénommé Médipac à Papeete, allée Pierre-Loti, quartier Titiro, immeuble Cheung Sien ;

Vu l'arrêté n° 796 CM du 14 août 1985 autorisant le transfert de l'Office polynésien de distribution pharmaceutique (O.P.D.P.) dénommé Médipac de l'immeuble Cheung Sien, allée Pierre-Loti, quartier Titiro, à Papeete, à la zone industrielle de la Punaruu à Punaauia ;

Vu la déclaration d'activité de M. Jean-Michel Le Guen, docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable de l'établissement de vente en gros dénommé "Médipac", exploité par la société "Office polynésien de distribution pharmaceutique S.A.", suite à sa nomination en qualité de directeur général en date du 26 décembre, complétée le 28 décembre 2000 ;

Vu l'avis du délégué local de l'ordre des pharmaciens en date du 24 janvier 2001,

Arrête :

Article 1er.— Est enregistrée sous le n° 1-2001 la déclaration d'activité de M. Jean-Michel Le Guen, docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable de l'établissement de vente en gros dénommé "Médipac", exploité par la société "Office polynésien de distribution pharmaceutique S.A.", sis dans la zone industrielle de la Punaruu, commune de Punaauia.

Art. 2.— Est abrogé l'arrêté n° 577 CM du 28 mai 1990 autorisant Mlle Mourot Nathalie, pharmacienne, à exploiter, au titre de directeur général, la société de distribution de médicament Médipac, sise dans la zone industrielle de la Punaruu, en remplacement de M. Allegre Jacques, démissionnaire.

Art. 3.— Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la santé  
et de la recherche,  
Patrick HOWELL.*

**ARRETE n° 1419 PR du 12 juin 2001 soumettant à enquête publique le classement, avec mise en place de périmètre de protection, de la zone archéologique lagonaire de Maeva et du complexe de marae Te Ana Huiari'i, sis à Huahine.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable de la commission des sites et des monuments naturels et culturels en sa séance du 23 mai 2000 ;

Vu l'avis favorable du comité d'aménagement du territoire en sa séance du 7 juin 2000 ;

Vu la lettre n° 407-2000 CH du 11 septembre 2000 signifiant l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Huahine en sa séance du 31 août 2000,

Arrête :

Article 1er.— Le classement, avec mise en place de périmètre de protection de la zone archéologique lagonaire de Maeva et du complexe de marae Te Ana Huiari'i, sis à Huahine, est soumis à enquête publique conformément aux articles D. 151-12, D. 122-1 et suivants et D. 134-1 du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 2.— Le dossier constitutif du classement est composé des pièces suivantes :

- projet d'arrêté de classement de la zone archéologique lagonaire de Maeva accompagné du plan n° 609 a bis ;
- projet d'arrêté de classement du complexe de marae Te Ana Huiari'i, accompagné du plan n° 609 b ;
- procès-verbal de la séance du 23 mai 2000 de la commission des sites et des monuments naturels et culturels ;
- procès-verbal de la séance du 7 juin 2000 du comité d'aménagement du territoire ;
- lettre n° 407-2000 CH du 11 septembre 2000 signifiant l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Huahine en sa séance du 31 août 2000.

Art. 3.— L'enquête publique est ouverte pour une période allant du 20 août 2001 au 20 septembre 2001.

Art. 4.— La publicité sera assurée par les soins du service de la culture et du patrimoine :

- par voie d'affiches apposées aux endroits réservés à cet effet dans la commune de Huahine et la commune annexe de Maeva ;
- par deux insertions dans les quotidiens "La Dépêche" et "Les Nouvelles de Tahiti".

Art. 5.— Les projets de classement, avec périmètre de protection, seront mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête soit à la mairie de Huahine, soit à la mairie annexe de Maeva, selon le calendrier signifié à l'avis d'enquête publique, aux heures suivantes :

- du lundi au vendredi de 7 h 30 à 15 h 30 ;
- le samedi de 7 h 30 à 12 heures.

Art. 6.— Le commissaire enquêteur consignera dans un registre ouvert à cet effet, les avis et observations du public qu'il recevra aux jours et heures susmentionnés dans l'avis d'enquête publique.

Il remettra, dans un délai d'un mois suivant la clôture effective de l'enquête, ses rapports et avis ainsi que les documents et observations recueillis pendant l'enquête.

Art. 7.— Mlle Rachel Tuhei Faahu, résidant à Fare, est désignée commissaire enquêteur.

Art. 8.— Les missions et l'indemnisation du commissaire enquêteur seront à la charge du territoire.

Art. 9.— Le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de la commune de Huahine, au maire de la commune annexe de Maeva, au commissaire enquêteur et au service de la culture et du patrimoine, et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la culture  
et de l'enseignement supérieur,*  
Louise PELTZER.

**ARRETE n° 1426 PR du 13 juin 2001 portant délégation de signature du Président du gouvernement de la Polynésie française à M. Claude Laurent, agent contractuel de catégorie 1, échelon 7, mis à la disposition de la présidence du gouvernement.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 portant création des services dénommés "cabinets" auprès du Président et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 1275 PR du 29 mai 2001 portant délégation de signature du Président du gouvernement de la Polynésie française à M. Marcel Tuihani, chef de cabinet, et à Mme Melba Ortas, chef du secrétariat particulier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Claude Laurent, agent contractuel de catégorie 1, échelon 7, mis à la disposition de la présidence du gouvernement, pour :

- l'engagement et la liquidation des dépenses imputées sur l'opération n° 202-93 "Relogement des services territoriaux", et sur celles dont la gestion relève du service des études techniques de la présidence ;
- la signature des correspondances et pièces justificatives relatives à ces mêmes opérations et adressées aux services administratifs du territoire ou leurs usagers.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement, les délégations consenties à ce dernier sont exercées par M. Marcel Tuihani, habilité par arrêté n° 1275 PR du 29 mai 2001.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du Président du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

**ARRETE n° 1427 PR du 13 juin 2001 autorisant le professeur Patrick V. Kirch et Mlle Jennifer G. Kahn, doctorante à l'université Berkeley - Californie, à effectuer une campagne de prospections et de fouilles archéologiques dans la vallée de Opunohu à Moorea.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et notamment ses articles D. 154-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 2000-138 APF du 9 novembre 2000 relative au service de la culture et du patrimoine ;

Vu l'arrêté n° 1620 CM du 24 novembre 2000 portant organisation et fonctionnement du service de la culture et du patrimoine ;

Vu la demande des intéressés datée d'octobre 2000,

Arrête :

Article 1er.— Le professeur Patrick V. Kirch et Mlle Jennifer G. Kahn, doctorante à l'université Berkeley - Californie, sont autorisés à effectuer une campagne de prospections et de fouilles archéologiques dans la vallée de Opunohu à Moorea.

Art. 2.— Cette autorisation est octroyée pour une période de cinq mois à compter du 1er juin 2001.

Art. 3.— Ces recherches archéologiques sont conduites sous l'égide du service de la culture et du patrimoine.

Art. 4.— Le compte-rendu des divers travaux effectués et l'inventaire rigoureux des vestiges trouvés à l'occasion de cette campagne feront l'objet d'un rapport préliminaire qui sera remis au service de la culture et du patrimoine dans les deux (2) semaines suivant la fin des travaux de terrain. Le rapport final sera remis au plus tard six (6) mois après la fin de campagne.

Les objets et vestiges découverts sont la propriété de la Polynésie française et seront mis en dépôt au service de la culture et du patrimoine.

Art. 5.— Des échantillons de sédiments et de charbons, des vestiges de faune, du débitage lithique et des objets fragmentés pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire par le service de la culture et du patrimoine, à des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs.

Art. 6.— Le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juin 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la culture  
et de l'enseignement supérieur,*  
Louise PELTZER.

**ARRETE n° 1428 PR du 13 juin 2001 autorisant le Dr Barry Rolett, enseignant dans les universités de Hawaii et de Harvard, à effectuer une campagne de prospections de la côte de Iva Iva et des fouilles archéologiques du site de Hanamiai, sur l'île de Tahuata.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et notamment ses articles D. 154-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 2000-138 APF du 9 novembre 2000 relative au service de la culture et du patrimoine ;

Vu l'arrêté n° 1620 CM du 24 novembre 2000 portant organisation et fonctionnement du service de la culture et du patrimoine ;

Vu la demande de l'intéressé datée du 15 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— Le Dr Barry Rolett, enseignant dans les universités de Hawaii et de Harvard, est autorisé à effectuer une campagne de prospections de la côte de Iva Iva et à poursuivre des fouilles archéologiques du site de Hanamiai, sur l'île de Tahuata.

Art. 2.— Cette autorisation est donnée pour une période de deux mois à compter du 20 juin 2001.

Art. 3.— Ces recherches archéologiques sont conduites sous l'égide du service de la culture et du patrimoine.

Art. 4.— Le compte-rendu des divers travaux effectués et l'inventaire rigoureux des vestiges trouvés à l'occasion de cette campagne feront l'objet d'un rapport préliminaire qui sera remis au service de la culture et du patrimoine dans les deux (2) semaines suivant la fin des travaux de terrain. Le rapport final sera remis au plus tard six (6) mois après la fin de campagne.

Les objets et vestiges découverts sont la propriété de la Polynésie française et seront mis en dépôt au service de la culture et du patrimoine.

Art. 5.— Des échantillons de sédiments et de charbons, des vestiges de faune, du débitage lithique et des objets fragmentés pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire par le service de la culture et du patrimoine, à des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs.

Art. 6.— Le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juin 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la culture  
et de l'enseignement supérieur,*  
Louise PELTZER.

**ARRETE n° 1429 PR du 13 juin 2001 autorisant le Dr Melinda Allen, enseignante à l'université de Auckland, à effectuer une campagne de prospections par sondages de sites archéologiques situés sur les côtes Nord et Est de l'île de Nuku Hiva.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et notamment ses articles D. 154-1 et suivants ;

Vu la délibération n° 2000-138 APF du 9 novembre 2000 relative au service de la culture et du patrimoine ;

Vu l'arrêté n° 1620 CM du 24 novembre 2000 portant organisation et fonctionnement du service de la culture et du patrimoine ;

Vu la demande de l'intéressée datée du 27 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— Le Dr Melinda Allen est autorisé à effectuer une campagne de prospections par sondages de sites archéologiques situés sur les côtes Nord et Est de l'île de Nuku Hiva.



Art. 2.— Cette autorisation est donnée pour une période de deux (2) mois à compter du 15 juin 2001.

Art. 3.— Ce travail de recherches archéologiques est conduit sous l'égide du service de la culture et du patrimoine.

Art. 4.— Le compte-rendu des divers travaux effectués et l'inventaire rigoureux des vestiges trouvés à l'occasion de cette campagne feront l'objet d'un rapport préliminaire qui sera remis au service de la culture et du patrimoine dans les deux (2) semaines suivant la fin des travaux de terrain. Le rapport final sera remis au plus tard six (6) mois après la fin de campagne.

Les objets et vestiges découverts sont la propriété de la Polynésie française et seront mis en dépôt au service de la culture et du patrimoine.

Art. 5.— Des échantillons de sédiments et de charbons, des vestiges de faune, du débitage lithique et des objets fragmentés pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire par le service de la culture et du patrimoine, à des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs.

Art. 6.— Le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juin 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
*Le ministre de la culture  
et de l'enseignement supérieur,*  
Louise PELTZER.

**Par arrêté n° 1418 PR du 12 juin 2001.**— La liste des personnels habilités à effectuer les contrôles des véhicules affectés aux transports sanitaires, prévue à l'article 8 de l'arrêté n° 162 CM du 9 février 2001, est fixée comme suit :

- le médecin inspecteur de la santé de la direction de la santé ;
- le médecin-chef du SMUR ou son représentant ;
- le cadre infirmier responsable du SMUR ou son représentant ;
- les médecins-chefs des circonscriptions médicales de la direction de la santé.

**Par arrêté n° 1420 PR du 12 juin 2001.**— Un acompte de 970.000 F CFP (*neuf cent soixante-dix mille francs CFP*) est accordé à l'Etablissement territorial d'achats groupés (E.T.A.G.) pour la réalisation d'ouvrages scolaires.

*Imputation budgétaire :*

Centre de travail : 8110  
Chapitre : 943  
Sous-chapitre : 94302  
Article : 642-19

Tiers n° 3751.

**Par arrêté n° 1421 PR du 12 juin 2001.**— Un acompte de 2.000.000 F CFP (*deux millions de francs CFP*) est accordé au Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.) pour la réalisation d'ouvrages scolaires.

*Imputation budgétaire :*

Centre de travail : 8110  
Chapitre : 943  
Sous-chapitre : 94302  
Article : 642-19

Tiers n° 181.

**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**ARRETE n° 2108 MEF du 8 juin 2001 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des finances à M. Franky Sacault, chef du service du plan et de la prévision économique par intérim.**

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 640 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances ;

Vu la délibération n° 91-100 AT du 29 août 1991 portant création du service du plan et de la prévision économique ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 2 janvier 1992 portant organisation du service du plan et de la prévision économique ;

Vu l'arrêté n° 1 CM du 2 janvier 1992 portant nomination du chef du service du plan et de la prévision économique,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Franky Sacault, chef du service du plan et de la prévision économique par intérim, à l'effet de signer au nom du ministre de l'économie et des finances dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ainsi que les correspondances et actes relatifs :

- à la gestion administrative du personnel placé sous son autorité, y compris leur notation primaire ou avertissements éventuels à leur rencontre ;
- aux ordres de déplacements à l'intérieur du territoire pour les agents placés sous son autorité ;
- aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local, en fonctionnement et en investissement, ainsi que sur ceux de la section territoriale du Fonds d'investissement et de développement économique et social (F.I.D.E.S.), notifiés pour le service.

Art. 2.— M. Franky Sacault est chargé des travaux de préparation, de suivi et de révision du contrat de développement, ainsi que ceux relatifs à la programmation et à la gestion administrative des opérations du Fonds européen de développement (F.E.D.) et de la section territoriale du F.I.D.E.S.

Art. 3.— Au titre de la section territoriale du F.I.D.E.S., M. Franky Sacault est autorisé à procéder au contrôle des engagements des dépenses de tout organisme bénéficiaire de crédits de programme relevant de ce fonds.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Franky Sacault, les délégations stipulées aux articles précédents sont exercées par M. Michel Brasset.

Art. 5.— Ce présent arrêté abroge les arrêtés n° 2350 MEC du 17 avril 1998, n° 1962 MEC du 17 avril 2000 et n° 2903 MFR du 7 mai 1998.

Art. 6.— Le chef du service du plan et de la prévision économique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juin 2001.  
Georges PUCHON.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
ET DE L'URBANISME,  
ET DE L'HUMANISATION DE LA VILLE**

**ARRETE n° 2148 MLA.AU du 12 juin 2001 autorisant la modification des limites et superficies des lots n° 12 et n° 16 du lotissement Fortuné (3e tranche) sis à Punaauia.**

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 16 août 1999 portant nomination de M. Eddie Jouen en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu les arrêtés n° 2022 et n° 2023 MLA du 28 mai 2001 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu la demande de Mes Cormier et Calmet en date du 26 avril 2001 concernant la modification des lots n° 12 et n° 16 du lotissement Fortuné (3e tranche) sis à Punaauia ;

Vu l'avis du maire de la commune de Punaauia en date du 30 avril 2001 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 8 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— La modification des limites et superficies des lots n° 12 et n° 16 du lotissement Fortuné (3e tranche) sis à Punaauia est autorisée.

Art. 2.— Le dossier de modification comprend les documents suivants, enregistrés au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) le 2 mai 2001 sous le n° L/99-07 :

- attestation de Mes Cormier et Calmet concernant l'échange de terrain entre MM. Pierre Teissier et Jean-Jacques Lequerré ;
- document d'arpentage ;
- plan cadastral ;
- rectificatif du cahier des charges établi par Me Cormier ;
- plan parcellaire dressé par M. Maitere Frédéric le 24 janvier 2001.

Art. 3.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 4.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.

Pour le ministre du logement,  
de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,  
et de l'humanisation de la ville :

*Le chef du service de l'urbanisme,*  
Eddie JOUEN.

**ARRETE n° 2149 MLA.AU.MAR du 12 juin 2001 autorisant l'extension de deux lots du lotissement Rosewood (de 6 lots) sur une parcelle de la terre Kohunui lot 4A, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, de Mme Rose Corser, présidente de la S.C.I. Pahaatea.**

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2023 MLA du 28 mai 2001 portant délégation de signature au chef de la subdivision du service de l'urbanisme aux îles Marquises ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté d'autorisation de lotir n° 6060 MAE.AU du 27 décembre 1993 du lotissement d'habitation de 6 lots dénommé Rosewood sur une parcelle de la terre Kohunui lot 4A, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva ;

Vu le certificat d'achèvement des travaux du lotissement Rosewood n° 45-96 MLA.AU.MAR du 10 décembre 1996 ;

Vu la demande d'autorisation présentée par Mme Rose Corser concernant l'extension de deux lots du lotissement d'habitation Rosewood, sis à Taiohae, en date du 29 mars 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Nuku Hiva du 29 mars 2001 ;

Vu l'avis du chef de la subdivision du service de l'urbanisme aux îles Marquises en date du 4 avril 2001 ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 4 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— Mme Rose Corser, présidente de la S.C.I. Pahaatea, est autorisée à réaliser l'extension du lotissement Rosewood sur la parcelle de la terre Kohunui lot 4A, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, îles Marquises.

Le lotissement sera composé de deux lots supplémentaires destinés à la vente consentie pour l'habitation, numérotés 7 et 8.

Les conditions et prescriptions relatives à la réalisation de ce lotissement sont définies dans les articles ci-après.

#### Art. 2.— Dossier du lotissement

Le dossier correspondant est enregistré au service de l'urbanisme (subdivision des îles Marquises) le 30 mars 2001, sous le n° 180 AU.MAR et comprend les pièces suivantes :

- lettre de demande d'autorisation d'extension ;
- plans topographique et parcellaire ;
- note de présentation et programme des travaux ;
- cahier des charges ;
- règlement de lotissement ;
- titre de propriété ;
- plan de situation ;
- extrait cadastral ;
- plan de voies et réseaux ;
- visa O.P.T.

Art. 3.— Les travaux de voirie, d'assainissement des eaux pluviales, d'alimentation en eau potable et en énergie électrique sont déjà réalisés conformément au dossier du lotissement ci-dessus désigné.

Art. 4.— Toute modification du programme des travaux devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable accompagnée du dossier rectificatif correspondant en 4 exemplaires.

#### Art. 5.— Communication au public

Le présent arrêté et le dossier approuvés sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Nuku Hiva ;
- du service de l'urbanisme aux îles Marquises.

Art. 6.— Le chef de la subdivision du service de l'urbanisme aux Marquises est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.

Pour le ministre du logement,  
de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,  
et de l'humanisation de la ville,  
par délégation :  
*Le chef de la subdivision du service de l'urbanisme  
aux îles Marquises,*  
Débora KIMITETE.

### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

ARRETE n° 2121 MED du 11 juin 2001 portant délégation de signature du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique à M. Jean-Marie Joyen, chef de cabinet.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement technique,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 643 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 1334 PR du 29 mai 2001 nommant M. Jean-Marie Joyen, chef de cabinet,

## Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie Joyen, chef de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, dans la limite de ses attributions, tous actes ou correspondances nécessaires à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

- 1.1 Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre adressés aux services territoriaux, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;
- 1.2 Les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire des chefs de service placés sous l'autorité du ministre ;
- 1.3 M. Jean-Marie Joyen reçoit délégation de signature pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de l'éducation et de l'enseignement technique, pris en application des dispositions de l'arrêté n° 446 PR du 10 juin 1998.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie Joyen, chef de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion ci-après du personnel de cabinet du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique :

- congé de toute nature à passer sur le territoire ;
- déplacements à l'intérieur du territoire ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement du ministre, délégation est donnée à M. Jean-Marie Joyen, chef de cabinet, pour procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses sur les crédits budgétairement imputés au cabinet du ministre.

Art. 4.— Le chef de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.  
Nicolas SANQUER.

## MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DES PORTS

Par arrêté n° 2205 MEP du 13 juin 2001.— Les indemnités relatives à la parcelle de terre cadastrée sous la référence n° AC 148 (plan 3) nécessaire aux travaux d'aménagement de la route de la pointe des Pêcheurs dans la commune de Punaauia, sont déconsignées et versées au compte bancaire de M. Georges François Sage, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
3	AC148	44	Sage Georges François	650-89 du 02/11/99	464.000

Par arrêté n° 2206 MEP du 13 juin 2001.— Une partie de l'indemnité relative aux parcelles de terre Fareahi cadastrées sous les références N44, N45 et N369, est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Alexis Martial Ganahoa, mandataire également de ses deux frères, à savoir, MM. Joseph et Tumukiva Ganahoa, tous héritiers de la succession de M. Rua Tumukiva a Maihea, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
114	N44 N369 N45	1.261 163 162 1 : 1.586	1) Succession de Teina a Maihea : 1) Héritiers de Garue Tuaoa a Maihea dont : a) Héritiers de Tehou Tinorua a Maihea, dont : - Héritiers de M. Rua Tumukiva a Maihea - M. Alexis Martial Ganahoa, mandataire également de ses deux frères MM. Joseph et Tumukiva Ganahoa	106-24 du 17/03/97	132.166

Par arrêté n° 2207 MEP du 13 juin 2001.— Une partie de l'indemnité relative aux parcelles de terre Fareahi cadastrées sous les références N44, N45 et N369, est déconsignée et versée au compte bancaire de Mme Salomé Mauati veuve Tehio, héritière de la succession de M. Tinorua Mauati, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
114	N44 N369 N45	1.261 163 162 1 : 1.586	1) Succession de Teina a Maihea : 1) Héritiers de Garue Tuaoa a Maihea dont : a) Héritiers de Tehou Tinorua a Maihea, dont : - Héritiers de M me Manuia Tematahiatu a Maihea - Héritiers de M. Tinorua Mauati - Mme Salomé Mauati veuve Tehio	106-24 du 17/03/97	44.055

Par arrêté n° 2208 MEP du 13 juin 2001.— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Hauverovero lot 3 et lot 1 nécessaire aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara est déconsignée et versée sur le compte bancaire de Mme Avéline Hamblin épouse Roopinia, mandataire de M. Jerry Jean Hamblin, conformément au tableau ci-après :

N° de plan	Nom de la terre et superficie	Nom des propriétaires	Indemnités consignées en F CFP	Indemnités à déconsigner en F CFP
15	Hauverovero lot 3 : 475 m2	Succession de Mme Elisabeth Hareuta épouse Hamblin : - Héritiers de Jean Samuel Hamblin : 1- Mme Avéline Hamblin épouse Roopinia, mandataire de M. Jerry Jean Hamblin	950.000	19.792
	Hauverovero lot 1 : 1.581 m2	Succession de Mme Elisabeth Hareuta épouse Hamblin : - Héritiers de Jean Samuel Hamblin : 2- Mme Avéline Hamblin épouse Roopinia, mandataire de M. Jerry Jean Hamblin	2.371.500	9.881

# **MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE**

**ARRETE n° 2152 MTR du 12 juin 2001 donnant délégation de signature aux agents du service d'Etat de l'aviation civile.**

Le ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 645 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre des transports et de l'énergie ;

Vu l'arrêté n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté gubernatorial n° 2332 AC.DIR du 19 septembre 1963 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'avenant n° 1 (n° 27-94 du 15 juillet 1994) à la convention n° 61-89 du 3 avril 1989 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française du service d'Etat de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté n° 3389 PEL du 16 juillet 1979 nommant M. Guy Yeung, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature, modifié par arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Guy Yeung, directeur du service d'Etat de l'aviation civile, reçoit délégation de signature pour signer au nom du ministre des transports, dans la limite de ses attributions, tous les actes et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— En particulier, M. Guy Yeung est habilité à signer les actes et correspondances suivants :

## **1 - En matière de gestion du personnel territorial :**

- 1.1 Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours, pour les agents placés sous son autorité ;
- 1.2 Réquisitions de passage et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire ;

- 1.3 Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1.4 Congés de toute nature ;
- 1.5 Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective de travail des agents non fonctionnaires de l'administration ;
- 1.6 Notation intermédiaire des agents territoriaux placés sous son autorité ;
- 1.7 Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes.

## **2 - En matière de gestion de crédits :**

- 2.1 Bons et lettres de commande, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local et de la section locale du F.I.D.E.S., dans le domaine de la navigation aérienne ;
- 2.2 Tous marchés, dont le montant n'excède pas le seuil fixé par l'arrêté prévu aux articles 2 et 47 du code des marchés publics.

## **3 - En matière d'exécution des travaux dans le domaine de la navigation aérienne :**

- 3.1 Transmission des dossiers à la commission consultative des marchés, rapport de présentation des marchés, notification des résultats des appels d'offres aux entrepreneurs, notification des marchés et de leurs avenants, ordres de service, ainsi que tous documents relevant des missions de conduite d'opération, telles que définies dans la convention n° 61-89 du 3 avril 1989 susvisée ;
- 3.2 Documents relatifs à la réception des travaux.

## **4 - En matière de gestion des installations de navigation aérienne :**

- 4.1 Gestion des services de contrôle AFIS et SSIS des aérodromes territoriaux ;
- 4.2 Décisions relatives à l'entretien des installations ;
- 4.3 Décisions relatives à la gestion de l'essence 100/130 ;
- 4.4 Décisions relatives aux limitations de nuisance.

## **5 - En matière de réglementation :**

- 5.1 Décisions relatives au contrôle de l'application de la réglementation.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy Yeung, les délégations mentionnées aux articles précédents seront exercées par M. Claude Wendt, adjoint au directeur du service d'Etat de l'aviation civile, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par Mme Annie Coutin, chef du service de la navigation aérienne.

Art. 4.— En matière de gestion du personnel, les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire, les réquisitions de passage et de bagages correspondants, les certificats de travail et attestations de salaires, ainsi que les congés annuels pourront être signés, en outre, dans les limites de ses attributions par M. Philippe Tumahai, chef de la division des aérodromes des îles.

Art. 5.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S., visées au 2.1 de l'article ci-dessus, seront exercées en outre dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés par :

- Mme Annie Coutin, chef du service de la navigation aérienne ;
- M. Philippe Tumahai, chef de la division des aérodromes des îles.

Art. 6.— En matière de marchés publics, la transmission des dossiers à la commission consultative des marchés, la notification des résultats des appels d'offres aux entrepreneurs, la notification des marchés et leurs avenants, les ordres de service pourront en outre être signés par Mme Annie Coutin, chef du service de la navigation aérienne.

Art. 7.— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.  
Bruno SANDRAS.

**ARRETE n° 2194 MTR du 13 juin 2001 portant délégation de signature du ministre des transports et de l'énergie à Mlle Tea Riveta, chef du service de l'énergie et des mines par intérim.**

Le ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 645 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre des transports et de l'énergie ;

Vu la délibération n° 87-82 AT du 10 septembre 1982 portant création du service territorial de l'énergie et des mines et définissant ses attributions ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 12 juin 2001 portant nomination du chef du service territorial de l'énergie et des mines par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée, du 11 juin au 13 juillet 2001, à Mlle Tea Riveta, chef du service de l'énergie et des mines par intérim, pendant la période de congés de M. David Saouzanet, à l'effet de signer, au nom du ministre des transports et de l'énergie, dans la limite de ses attributions, les correspondances et actes définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 ainsi que les correspondances et actes relatifs :

- 1° A la gestion administrative du personnel placé sous son autorité, y compris leur notation primaire ou avertissements éventuels à leur rencontre ;
- 2° Aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité ;

- 3° Aux engagements d'un montant inférieur à 500.000 F CFP et aux liquidations des dépenses du budget de fonctionnement et d'investissement imputés au service ;
- 4° Aux contrats et conventions liés à la gestion courante du service.

Art. 2.— Le chef du service de l'énergie et des mines par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juin 2001.  
Bruno SANDRAS.

**Par arrêté n° 2151 MTR du 12 juin 2001.**— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 1621 CM du 24 novembre 2000, le navire Saint-Xavier-Marie-Stella III est autorisé à desservir l'atoll de Makatea lors de son voyage inaugural du 14 juin 2001.

**Par arrêté n° 2238 MTR du 14 juin 2001.**— Mme Geneviève Millon est autorisée à occuper pour une durée de 9 ans renouvelable, à compter du 29 août 1999, le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva) à des fins d'exploitation commerciale (restauration aérienne) et d'habitation.

La présente autorisation est particulière à Mme Geneviève Millon et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva, Marquises) par Mme Geneviève Millon font l'objet d'un cahier des charges auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupations agréés correspondants.

L'occupation du domaine public aéroportuaire territorial donne lieu au versement d'une redevance s'élevant à 25.200 F CFP.

**Par arrêté n° 2239 CM du 14 juin 2001.**— M. Paul Ah Scha est autorisé à occuper pour une durée de 3 ans renouvelable le domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva) à des fins d'habitation.

La présente autorisation, qui court à compter de sa parution au *Journal officiel* de la Polynésie française, est particulière à M. Paul Ah Scha et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Nuku A Taha (Nuku Hiva) par M. Paul Ah Scha font l'objet d'un cahier des charges auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupations agréés correspondants.

Les occupations du domaine public aéroportuaire territorial donnent lieu au versement des redevances annuelles comme fixées par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996, d'un montant de 10.000 F CFP.

**MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS,  
DE L'INSERTION SOCIALE DES JEUNES  
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

**ARRETE n° 2173 MJS du 13 juin 2001 portant délégation de signature du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.**

Le ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 651 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 754 CM du 30 mai 2001 portant nomination de M. Bruno Levy-Agami en qualité de directeur de cabinet de M. le ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

**Article 1er.**— Délégation de signature est donnée à M. Bruno Levy-Agami, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, dans la limite de ses attributions, tous actes ou correspondances nécessaires à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

- 1.1. Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre adressés aux services territoriaux, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;
- 1.2. Les ordres de déplacements et réquisitions des chefs de service placés sous la tutelle du ministère et les ordres de déplacements des agents de ces mêmes services ;
- 1.3. M. Bruno Levy-Agami reçoit délégation de signature pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, en application des dispositions de l'arrêté n° 651 PR du 19 mai 2001.

**Art. 2.**— Délégation de signature est donnée à M. Bruno Levy-Agami, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion ci-après du personnel du cabinet du ministère de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel :

- congés de toute nature à passer en Polynésie française ;
- déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

M. Bruno Levy-Agami reçoit également délégation de signature à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses sur les crédits budgétaires affectés au cabinet du ministère.

**Art. 3.**— Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 juin 2001.  
Reynald TEMARII.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU DIALOGUE SOCIAL,  
DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
DE LA RENOVATION DE L'ADMINISTRATION  
ET DE LA DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE**

**ARRETE n° 2115 MTD du 11 juin 2001 portant délégation de signature à M. René Monnot, administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Tuamotu-Gambier.**

Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 639 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative ;

Vu l'arrêté n° 719 CM du 22 juillet 1994 relatif à l'organisation du service de l'administration et du développement des archipels ;

Vu l'arrêté n° 769 CM du 8 août 1994 portant nomination de M. René Monnot en qualité d'administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Tuamotu-Gambier ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. René Monnot, administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Tuamotu-Gambier, à l'effet de signer, au nom du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative, dans le ressort de la circonscription territoriale des îles Tuamotu-Gambier, les lettres et décisions relatives aux matières ci-après :

- 1° Autorisations, radiations et retraits des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e classes ;
- 2° Duplicata des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e et 8e classes ;
- 3° Autorisations et annulations des loteries au capital d'émission inférieur ou égal à *un million de francs pacifiques* (1.000.000 F CFP).

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. René Monnot, la délégation prévue à l'article 1er est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Nicole Terraillon, chef du service des affaires administratives.

Art. 3.— Les dispositions de l'arrêté n° 4199 MFR du 25 juillet 1996 sont abrogées.

Art. 4.— L'administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Tuamotu-Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.  
Armelle MERCERON.

**ARRETE n° 2116 MTD du 11 juin 2001 portant délégation de signature à M. Gilles Thuret, administrateur par intérim de la circonscription administrative territoriale des îles Australes.**

Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 639 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative ;

Vu l'arrêté n° 719 CM du 22 juillet 1994 relatif à l'organisation du service de l'administration et du développement des archipels ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 8 août 1994 portant nomination de M. Gilles Thuret en qualité d'administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Australes ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Gilles Thuret, administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Australes, à l'effet de signer, au nom du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative, dans le ressort de la circonscription territoriale des îles Australes, les lettres et décisions relatives aux matières ci-après :

- 1° Autorisations, radiations et retraits des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e classes ;
- 2° Duplicata des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e et 8e classes ;
- 3° Autorisations et annulations des loteries au capital d'émission inférieur ou égal à *un million de francs pacifiques* (1.000.000 F CFP).

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilles Thuret, la délégation prévue à l'article 1er est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Nicole Terraillon, chef de service des affaires administratives.

Art. 3.— Les dispositions de l'arrêté n° 4198 MFR du 25 juillet 1996 sont abrogées.

Art. 4.— L'administrateur par intérim de la circonscription administrative territoriale des îles Australes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.  
Armelle MERCERON.

**ARRETE n° 2117 MTD du 11 juin 2001 portant délégation de signature à M. Yannick Ebb, administrateur par intérim de la circonscription administrative territoriale des îles Sous-le-Vent.**

Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 639 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes ;



Vu l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative ;

Vu l'arrêté n° 719 CM du 22 juillet 1994 relatif à l'organisation du service de l'administration et du développement des archipels ;

Vu l'arrêté n° 1162 CM du 18 novembre 1994 portant nomination de M. Yannick Ebb en qualité d'administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Sous-le-Vent par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Yannick Ebb, administrateur par intérim de la circonscription administrative territoriale des îles Sous-le-Vent, à l'effet de signer, au nom du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative, dans le ressort de la circonscription territoriale des îles Sous-le-Vent, les lettres et décisions relatives aux matières ci-après :

- 1° Autorisations, radiations et retraits des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e classes ;
- 2° Duplicata des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e et 8e classes ;
- 3° Autorisations et annulations des loteries au capital d'émission inférieur ou égal à *un million de francs pacifiques* (1.000.000 F CFP).

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yannick Ebb, la délégation prévue à l'article 1er est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Nicole Terraillon, chef du service des affaires administratives.

Art. 3.— Les dispositions de l'arrêté n° 4197 MFR du 25 juillet 1996 sont abrogées.

Art. 4.— L'administrateur par intérim de la circonscription administrative territoriale des îles Sous-le-Vent est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.  
Armelle MERCERON.

**ARRETE n° 2118 MTD du 11 juin 2001 portant délégation de signature à M. Paul Tetahiotupa, administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Marquises.**

Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 639 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative ;

Vu l'arrêté n° 719 CM du 22 juillet 1994 relatif à l'organisation du service de l'administration et du développement des archipels ;

Vu l'arrêté n° 783 CM du 6 juin 2000 portant nomination de M. Paul Tetahiotupa en qualité d'administrateur, Te Tavana Hau Fenua, de la circonscription territoriale des îles Marquises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Paul Tetahiotupa, administrateur de la circonscription territoriale des îles Marquises, à l'effet de signer, au nom du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative, dans le ressort de la circonscription administrative territoriale des îles Marquises, les lettres et décisions relatives aux matières ci-après :

- 1° Autorisations, radiations et retraits des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e classes ;
- 2° Duplicata des licences de débits de boissons des 2e, 3e, 5e, 6e, 7e et 8e classes ;
- 3° Autorisations et annulations des loteries au capital d'émission inférieur ou égal à *un million de francs pacifiques* (1.000.000 F CFP).

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul Tetahiotupa, la délégation prévue à l'article 1er est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Nicole Terraillon, chef de service des affaires administratives.

Art. 3.— Les dispositions de l'arrêté n° 3866 MFR du 11 juillet 2000 sont abrogées.

Art. 4.— L'administrateur de la circonscription administrative territoriale des îles Marquises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 juin 2001.  
Armelle MERCERON.

**ARRETE n° 2170 MTD du 12 juin 2001 complétant l'arrêté n° 2097 MTD du 7 juin 2001 portant délégation de signature à Mme Mireille Garnier-Lehartel, directrice de cabinet auprès du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative.**

Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative ;

Vu l'arrêté n° 749 CM du 28 mai 2001 portant nomination de Mme Mireille Garnier-Lehartel aux fonctions de directrice de cabinet auprès du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative ;

Vu l'arrêté n° 2097 MTD du 7 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2097 MTD du 7 juin 2001 est complété par un troisième alinéa comme suit :

1.3 Les certifications du caractère exécutoire des actes du ministre.

Art. 2.— La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.  
Armelle MERCERON.

**ARRETE n° 2171 MTD du 12 juin 2001 portant délégation de signature à Mme Lovina Joussin, chef du service du travail.**

Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative ;

Vu l'arrêté n° 1363 CM du 3 octobre 2000 portant nomination de Mme Lovina Joussin en qualité de chef du service du travail ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Lovina Joussin, chef du service du travail, à l'effet de signer, au nom du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— Mme Lovina Joussin est en outre habilitée à signer, au nom du ministre, les actes concernant :

- 1° La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2° L'avancement et les notations des agents du service ;
- 3° Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme inclus, infligées aux agents placés sous son autorité ;
- 4° Les ordres de déplacement dans le territoire, n'excédant pas six jours, des agents placés sous son autorité ;
- 5° La prise en charge des frais de transport et des bagages des agents placés sous son autorité ;
- 6° L'engagement et la liquidation des dépenses du service.

Art. 3.— Le chef du service du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.  
Armelle MERCERON.

**ARRETE n° 2172 MTD du 12 juin 2001 portant délégation de signature à Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, chef du service de la traduction et de l'interprétariat.**

Le ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 652 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative ;

Vu l'arrêté n° 109 CM du 11 février 1988 portant nomination de Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin en qualité de chef du service de la traduction et de l'interprétariat ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, chef du service de la traduction et de l'interprétariat, à l'effet de signer, au nom du ministre du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative, dans la limite de ses attributions,

les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin est en outre habilitée à signer, au nom du ministre, les actes concernant :

- 1° La gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- 2° L'avancement et les notations des agents du service ;
- 3° Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme inclus, infligées aux agents placés sous son autorité ;
- 4° Les ordres de déplacement dans le territoire, n'excédant pas six jours, des agents placés sous son autorité ;
- 5° La prise en charge des frais de transport et des bagages des agents placés sous son autorité ;
- 6° L'engagement et la liquidation des dépenses du service.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, la délégation prévue aux articles 1er et 2 ci-dessus est dévolue dans les mêmes conditions à Mme Milita Mirimanoff, cadre B de la fonction publique territoriale.

Art. 4.— Le chef du service de la traduction et de l'interprétariat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juin 2001.  
Armelle MERCERON.

**Par arrêté n° 2142 MTD/PEL du 11 juin 2001.**— Sont déclarés admis, par ordre de mérite, au concours externe pour le recrutement de rédacteurs, les candidats dont les noms suivent :

*Sur liste principale*

Bardon Stéphanie, Nadjarian Vaiana, Martin épouse Chauveau Vainui, Atger Teddy, Debbah Marie-Pierre, Rousseau Jean-Gabriel, You Kai Ming Andy, Rauzy Caroline, Normand Carinne, Bazile Sabine, Fatupua Fabienne, Helme Léo, Bonnette Terava, Teuiau Avaiki, Chines Tatiana, Romand Karine, Pugin Tevaite, Convoi Nelson, Cinquin Hennry, Teuira Regina, Lo Sam Kieou épouse Tokoragi Lydia, Puura épouse Teariki Georgette, Chenon Priscilla, Atani Timéri, Liant Johnny, Bodtke épouse Lui Monica, Martin Pascal et Vong Yvannah.

*Sur liste complémentaire*

Laitame Vanina, Lao Lionel, Vero Maire, Young Pin Iolani, Garbutt Vahinemoea, Teihotu Hoarii, Garbutt Rebecca, Frogier Johanna, Giau Marilyne, Teura Otime, Choung Ping Thierry et Choux Valérie.

Sont déclarés admis, par ordre de mérite, au concours interne pour le recrutement de rédacteurs, les candidats dont les noms suivent :

*Sur liste principale*

Yo Suvirah, Luciani Vanina, Tunutu Vanina, Ariitai Mélina, Roussel Christian, Manate Cécilia, Alfonsi Antonina, Claret épouse Arnold Julie, Lande épouse Saint-Val Françoise, Ching Yves, Mac Kittrick épouse Fiedler-Valenta Sarah, Berger Aline et Whitman Sean.

*Sur liste complémentaire*

Tsing Patricia, Drollet Ernest, Soriano épouse Chakhtoura Sandrine et Fontana épouse Cholez Mareva.

**ARRETES DE LA PRESIDENTE  
DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

**ARRETE n° 53-2001 Prés./APF du 7 juin 2001 portant nomination de Mme Angéline Moea Lethuillier aux fonctions de chef de cabinet auprès de la présidente de l'assemblée de la Polynésie française.**

La présidente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 95-130 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du président de l'assemblée territoriale, des vice-présidents, du président de la commission permanente et des présidents des commissions intérieures de l'assemblée territoriale et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 30-2001 APF/SG du 17 mai 2001 prenant acte de l'élection des conseillers territoriaux au sein du bureau de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 17 mai 2001, Mme Angéline Moea Lethuillier est nommée chef de cabinet auprès de la présidente de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 juin 2001.  
Lucette TAERO.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### DECRET du 14 mai 2001 portant promotion et nomination.

Par décret du Président de la République en date du 14 mai 2001, pris sur le rapport du Premier ministre et des ministres et visé pour son exécution par le chancelier de l'ordre national du Mérite, vu la déclaration du conseil de l'ordre portant que les présentes promotions et nominations sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés, pour prendre rang de la date de la remise réglementaire de l'insigne :

.....  
Ministère de l'intérieur

.....  
OUTRE-MER

.....  
*Au grade de chevalier*

.....  
Mme Baumert, née Airima (Marguerite), responsable d'associations en Polynésie française ; 39 ans de services civils et d'activités associatives.

.....  
M. Cornette de Saint Cyr (Marie, Ernest, Daniel, Henri), animateur sportif en Polynésie française ; 28 ans de services civils, militaires et d'activités sportives.

.....  
M. Ly (Jimmy), directeur dans une entreprise en Polynésie française ; 34 ans d'activités professionnelles.

.....  
Mme Teamotuaitau, née Maoni (Doris, Edwige), secrétaire administrative au haut-commissariat en Polynésie française ; 36 ans de services civils.

#### CONVENTION de financement n° 50-01 MASC du 23 mai 2001.

Entre :

L'Etat (ministère de la culture et de la communication), représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président du gouvernement,

.....  
Il est convenu ce qui suit :

#### Article 1er.— *Objet de la convention*

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits, d'un montant de 7.499.997,18 FF (136.440.000 F CFP) versés

au gouvernement de la Polynésie française pour les travaux de rénovation de la climatisation et de mise en sécurité des réseaux et des équipements d'électricité du courant fort et du courant faible des bâtiments classés E.R.P. du Musée de Tahiti et des îles.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme d'équipements du territoire - désenclavement des archipels : équipements culturels.

#### Art. 2.— *Description et coût de l'opération*

Cette opération, estimée à un montant global de 7.499.997,18 FF (136.440.000 F CFP/H.T.), concerne :

- la réfection complète des réseaux et circuits électriques des bâtiments du musée destinés à recevoir du public, à savoir :
  - les pavillons d'expositions permanentes ;
  - le pavillon d'expositions temporaires ;
  - le bâtiment de la salle de conférence et ses annexes ;
- la réfection complète des systèmes de détection et d'alarme incendie de ces mêmes bâtiments ;
- la réfection complète des installations de climatisation par distribution d'eau glacée sur les bâtiments d'exposition temporaire, la salle de conférence et ses annexes ;
- la réfection partielle de la climatisation du bâtiment d'expositions permanentes qui a déjà bénéficié de travaux de remplacement de matériel dans l'urgence ;
- l'opération se réalisera durant la période de mars 2001 à février 2002.

#### CONVENTION de financement n° 52-01 du 29 mai 2001.

Entre :

Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

.....  
Il est convenu ce qui suit :

#### *Dispositions générales*

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour

faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Remise en conformité de l'école primaire de Tiputa", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation à l'école primaire de Tiputa, des travaux de remise en conformité des installations électriques et de réfection de la plomberie sanitaire, soit un coût total estimé à 210.906,87 FF, soit 3.835.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. (100 %)	210.906,87 FF soit 3.835.000 F CFP.
------------------	-------------------------------------

### CONVENTION de financement n° 53-01 du 29 mai 2001.

Entre :

Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

#### Dispositions générales

#### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Equiper en mobilier scolaire de deux classes à Tikehau", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à équiper les deux nouvelles classes de Tikehau en mobilier scolaire (tables, chaises, tableaux muraux et tableau pivotant) pour un coût total estimé à 188.544,34 FF, soit 3.430.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. (100 %)	188.544,34 FF soit 3.430.000 F CFP.
------------------	-------------------------------------

### CONVENTION de financement n° 54-01 du 29 mai 2001.

Entre :

Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

#### Dispositions générales

#### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Alimentation en eau douce de la cantine de Tiputa", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à équiper la cantine de Tiputa de deux citernes de 7.500 litres couplées à des pompes pour la mise en pression du réseau d'eau, soit un coût total estimé à 164.192,99 FF, soit 2.987.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. (100 %)	164.192,99 FF soit 2.987.000 F CFP.
------------------	-------------------------------------

### CONVENTION de financement n° 55-01 du 31 mai 2001.

Entre :

Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

#### Dispositions générales

#### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Cuisine et restaurant scolaire de Tiputa", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à réaliser et à équiper en mobilier et matériel une cuisine de 130 mètres carrés et un restaurant scolaire de 180 mètres carrés à l'école primaire de Tiputa pour un coût total estimé à 2.400.449,85 FF, soit 43.669.000 F CFP.

**Art. 3.— Plan de financement**

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. (100 %) 2.400.449,85 FF soit 43.669.000 F CFP.

**CONVENTION de financement n° 56-01 du 31 mai 2001.**

Entre :

Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Taiarapu-Ouest, représentée par son maire M. Roger Doom,

Il est convenu ce qui suit :

**Conditions générales****Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taiarapu-Ouest pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Etudes du projet d'extension de l'école Toerefau", décrite à l'article 2 ci-après.

**Art. 2.— Description de l'opération**

L'opération consiste en la réalisation des études du projet d'extension des locaux de l'école Toerefau primaire comprenant un local administratif de 60 mètres carrés, une infirmerie de 12 mètres carrés, un local G.A.P.P. de 30 mètres carrés et un local bibliothèque de 60 mètres carrés, dont le coût total est estimé à 98.944,55 FF, soit 1.800.000 F CFP.

**Art. 3.— Plan de financement**

- F.I.P. (100 %) 98.944,55 FF soit 1.800.000 F CFP.

**CONVENTION de financement n° 57-01 du 31 mai 2001.**

Entre :

Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Taiarapu-Ouest, représentée par son maire M. Roger Doom,

Il est convenu ce qui suit :

**Conditions générales****Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taiarapu-Ouest pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée

"Etude diagnostic de l'école Tefao", décrite à l'article 2 ci-après.

**Art. 2.— Description de l'opération**

L'opération consiste en la réalisation de deux phases d'études, à savoir :

- état des lieux (relevés topographiques, plans de l'existant, défauts constatés) ;
- proposition de travaux (descriptif et estimation, décomposition en tranches),

dont le coût total est estimé à 87.950,71 FF, soit 1.600.000 F CFP.

**Art. 3.— Plan de financement**

- F.I.P. (100 %) 87.950,71 FF soit 1.600.000 F CFP.

**CONVENTION de financement n° 33-01 IDV du 31 mai 2001.**

Entre :

L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

L'Association sportive du lycée professionnel de Faa'a, représentée par son président M. Constant Goret,

Il est convenu ce qui suit :

**Dispositions générales****Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Association sportive du lycée professionnel de Faa'a pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Formation au permis côtier", décrite à l'article 2 ci-après.

**Art. 2.— Description de l'opération**

L'action consiste à permettre à 10 élèves de 4e préparatoire carrosserie-peinture de suivre une formation au permis côtier. Cette action a notamment pour objectifs l'apprentissage de la rigueur et du respect des règles.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 21.987,68 FF (soit 400.000 F CFP ou 3.352 €).

**Art. 3.— Plan de financement**

- Fonds social lycéen 2.198,77 FF, soit 40.000 F CFP ou 335,20 €  
- Parents d'élèves 2.198,77 FF, soit 40.000 F CFP ou 335,20 €  
- Etat (80 %) 17.590,14 FF, soit 320.000 F CFP ou 2.681,60 €

**CONVENTION de financement n° 34-01 IDV du 31 mai 2001.**

Entre :

L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

L'Association sportive du lycée professionnel de Faa'a, représentée par son président M. Constant Goret,

Il est convenu ce qui suit :

### Dispositions générales

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Association sportive du lycée professionnel de Faa'a pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Formation au brevet élémentaire de plongée du 1er degré", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— *Description de l'opération*

L'action consiste à permettre à 15 élèves du lycée issus de milieux défavorisés de suivre une formation au brevet élémentaire de plongée du 1er degré. Cette action a notamment pour objectifs l'apprentissage de la rigueur et du respect des règles.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 21.163,14 FF (soit 385.000 F CFP ou 3.226,30 €).

#### Art. 3.— *Plan de financement*

Fonds social lycéen	2.198,77 FF, soit 40.000 F CFP ou 335,20 €
Parents d'élèves	2.033,86 FF, soit 37.000 F CFP ou 310,06 €
Etat (80 %)	16.930,51 FF, soit 308.000 F CFP ou 2.581,04 €

### CONVENTION de financement n° 35-01 IDV du 31 mai 2001.

Entre :

L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

L'Association sportive du lycée professionnel de Faa'a, représentée par son président M. Constant Goret,

Il est convenu ce qui suit :

### Conditions générales

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Association sportive du lycée professionnel de Faa'a pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Construction d'une pirogue", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— *Description de l'opération*

L'action consiste en la construction d'une pirogue de six places par six élèves d'une section de terminale B.M.A. (bois et matériaux associés) du lycée professionnel de Faa'a. Les élèves seront encadrés par un professeur tuteur et un menuisier charpentier marin.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 16.490,76 FF (soit 300.000 F CFP ou 2.514 €).

#### Art. 3.— *Plan de financement*

- Association sportive du lycée professionnel de Faa'a	3.847,84 FF, soit 70.000 F CFP ou 586,60 €
- Etat (80 %)	12.642,92 FF, soit 230.000 F CFP ou 1.927,40 €

## ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### SERVICE DE L'URBANISME

### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE MAI 2001

#### COMMUNE DE ARUE

##### Travaux autorisés le 16 mai 2001

N° 01-632-1 MAA.AU, Mme Teurupare Suen Ko, parcelle cadastrée 45, section P (parcelle B, terre Paetoi) au P.K. 6,300, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-762-1, M. Hervé Faivre, parcelle cadastrée 42, section P (lot 3, parcelle A, terre Araitefaa) au P.K. 6,240, côté montagne, 1 maison d'habitation.

##### Travaux autorisés le 17 mai 2001

N° 01-606-1 MAA.AU, Mme Elisabeth Yon Yue Chong, parcelle cadastrée 37, section O (lot 10, terre Fateanoano) au P.K. 7,800, 1 maison d'habitation ;

N° 01-610-1, M. William Mii, parcelle cadastrée 20, section P (lot C, terre Tefaroa 2) au P.K. 6,300, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-789-2, commune de Arue, parcelle terre Ahutoru-Fauruavaa, plateau sportif de l'école Arue 1.

#### COMMUNE DE FAA'A

##### Travaux autorisés le 16 mai 2001

N° 01-715-1 MAA.AU, Mme Moeata Hikutini, parcelle cadastrée 550, section R.3 (parcelle dépendant terre Teapiri lot 1), Saint-Hilaire, 1 bâtiment de 2 logements jumelés.

##### Travaux autorisés le 17 mai 2001

N° 01-446-1 MAA.AU, Mlle Anita Tauhiro, parcelle cadastrée 415, section C (lot 1, lotissement Orama), terrassement et 1 maison d'habitation ;

N° 01-759-1, M. et Mme Philippe Lacorre, parcelle cadastrée 496, section R.3 (terre Vaiteatou), 1 maison d'habitation ;

N° 01-771-1, M. Célestin Ahupu, parcelle cadastrée 234, section P.2 (parcelle B morcellement partie terre Teoneheetutumaruru), quartier Faugerat, extension d'une maison d'habitation ;

N° 01-815-1, Mme Rana Lai épouse Moufa, parcelle cadastrée 960, section S.2 (lot A.5 partage terres Teahara-Faretara 2 et Mouateaoro) au P.K. 4, côté montagne, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE HITIAA O TE RA

*Travaux autorisés le 16 mai 2001*

N° 01-46-2 MAA.AU, M. Wilfred Tairua, parcelle terre Tuarupahua à Mahaena, P.K. 31,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 17 mai 2001*

N° 00-2960-3 MAA.AU, Mme Danièle Teuri épouse Pambrun, parcelle cadastrée 70, section AC (terre Raupaa) à Papenoo, P.K. 15, 1 maison d'habitation ;

N° 01-784-1, M. et Mme Christian Martinelli, lot 4B dépendant lot 4 partage terres Teruaoo, Temumu et Tepihaa à Hitiaa, P.K. 37,300, côté mer, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE MAHINA

*Travaux autorisés le 17 mai 2001*

N° 01-525-2 MAA.AU, Mme Corinne Chapman, parcelle cadastrée 617, section W.6 (lot 18A, lotissement Les hauts de Mahinarama), 1 structure métallique surmontée d'une dalle en béton armé à usage de deck ;

N° 01-636-1, M. Alphonse Ynam et Mlle Sylviane Tepapa, parcelle cadastrée 188, section S (lot 4 lotissement Les vallons de Atima, zone jeunes ménages), 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

*Travaux autorisés le 16 mai 2001*

N° 01-293-1 MAA.AU, Mlle Solonge Apa, parcelle terre Hututemetua à Afareaitu, P.K. 9, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-347-2, M. Jean-Noël Panot, parcelle cadastrée 68, section CK (lot 2 terre Pafara) à Teavaro, P.K. 1,800, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-686-1, M. Charles Hutia Chung Si Nam, parcelle cadastrée 53, section AN (terres Tepua, Tehimoo et Tehaae, parcelle B, lot 5) à Afareaitu, Maatea, 1 maison d'habitation ;

N° 01-691-1, M. et Mme John Hauata, parcelle cadastrée 11, section KA (terre Tuaeiva lot 3 lot C lot 1) à Haapiti, P.K. 33,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-747-1, Mlle Hélène Opuhi, lot 3 dépendant du partage lot 2 terre Teruairi à Afareaitu, P.K. 10,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE PAEA

*Travaux autorisés le 17 mai 2001*

N° 01-769-1 MAA.AU, M. Fetuirarii Tehoiri, parcelle cadastrée 87, section AE (terre Toatiti 1 lot 3) au P.K. 21,300, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-770-1, Mme Pauline Atae épouse Taumihau, parcelle cadastrée 193, section AH (lot D terre Mataheo 2) au P.K. 22, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-785-1, M. Irman Taufa, parcelle cadastrée 9, section AP (lot A1 terre Paiarepo) au P.K. 25,700, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-786-1, Mme Paola Tetaria épouse Johnston, parcelle cadastrée 326, section AM (terre Vaiterupe lot 6 parcelle C) au P.K. 23, côté montagne, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE PAPARA

*Travaux autorisés le 16 mai 2001*

N° 00-2928-1 MAA.AU, M. Denis Lai Siou Kheong, parcelle cadastrée 65, section AC (terre Afaina) au P.K. 31,100, côté mer, enrochement ;

N° 00-2931-1, M. Denis Lai Siou Kheong, parcelle cadastrée 91, section AC (terre Afaina) au P.K. 31,100, côté montagne, 1 mur de clôture ;

N° 01-42-1, E.E.P.F., parcelles cadastrées 112 et 113, section AP (terre Tehere partie, lotissement Fong) au P.K. 36, côté montagne, 1 clôture.

*Travaux autorisés le 17 mai 2001*

N° 01-710-1 MAA.AU, M. Alfred Tunutu, parcelle cadastrée 53, section AZ (lot 27 lotissement Leilani), 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE PAPEETE

*Travaux autorisés le 16 mai 2001*

N° 00-167 MAA.AU.PPTE, S.C.I. Taumata, boulevard Pomare, 1 immeuble de rapport ;

N° 01-18, M. Paul Yu, bâtiment existant Fare Tenahe, boulevard Pomare, rénovation intérieure d'un local commercial ;

N° 01-22, S.A. Daniel Palacz, parcelle cadastrée 24, section DT (lot 2 A domaine Chin Foo), route du bain Loti, extension d'un bâtiment existant ;

N° 01-54, M. Min Kong Chou, parcelle cadastrée 61, section BL (parcelle terre Tepihaa lot 28), Taunoa, 1 bâtiment à usage de cuisine et salle à manger.

## COMMUNE DE PIRAE

*Travaux autorisés le 16 mai 2001*

N° 01-374-1 MAA.AU, M. Bernard Picquoin, parcelle cadastrée 20, section N (parcelle D lot 1 partage terre Purua), domaine Labbé, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE PUNAAULIA

*Travaux autorisés le 16 mai 2001*

N° 01-600-1 MAA.AU, M. Gérard Hapaitahaa, parcelle cadastrée 126, section AP (lot 274 lotissement Lotus), 1 maison d'habitation ;

N° 01-732-1, M. Nino Michel Tauru, parcelle cadastrée 57, section P (lot B.12 lotissement Punaruu Nui), 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 17 mai 2001*

N° 01-339-1 MAA.AU, Mme Marie-Thérèse Delorme Helme, parcelle cadastrée 60, section M (lot 4 terres Tahua et Raumanu 1) au P.K. 11,900, côté montagne, 1 bâtiment de 2 logements jumelés ;

N° 01-579-1, M. Enoha Rui, parcelle cadastrée 172, section N (terre Teaoa 5) au P.K. 12,100, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-596-1, M. Roméo Pansi, parcelle cadastrée 26, section AL (parcelle lot 1 parcelle B terre Atiio 2), au P.K. 8,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-619-1, Mme Hemere Rakoroa épouse Larsos, parcelle cadastrée 8, section AD (lot D lot 2 parcelle 4 terre Ariitia) au P.K. 14,200, pointe des Pêcheurs, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 30 mai 2001*

N° 00-2042-8 MAA.AU, gouvernement de la Polynésie française, partie domaine Faugerat, lieu-dit Outumaoro, 1 centre d'hébergement pour étudiants.

## COMMUNE DE TAIARAPU-EST

*Travaux autorisés le 16 mai 2001*

N° 01-674-1 MAA.AU, M. Isaia Teotahi, parcelle cadastrée 28, section CD (terres Tefaramatapua, Teoneaputa et Temarutaitau) à Pueu, P.K. 7,500, côté mer, 1 maison d'habitation ;



N° 01-677-1, M. James Richmond, parcelle cadastrée 87, section AV (lotissement Kia Ora) à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 01-730-1, M. et Mme Piri Colombel, parcelle B.2 dépendant morcellement parcelle B lot 24 domaine Lucas à Afaahiti, 1 maison d'habitation.

#### COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

##### *Travaux autorisés le 16 mai 2001*

N° 01-668-1 MAA.AU, Mme Iris Ancel, parcelle détachée lot 1 dépendant de partie lot 5 propriété Stephen Ipeva Vivish à Toahotu, P.K. 2,800, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-755-1, M. Roland Stutzmann, lot 113 lotissement Miti Rapa plateau à Toahotu, 1 maison d'habitation.

##### *Travaux autorisés le 17 mai 2001*

N° 01-461-1 MAA.AU, M. Alec Tehang, partie terre Ahototaeae-Tefaupupure à Teahupoo, P.K. 14,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

#### COMMUNE DE TEVA I UTA

##### *Travaux autorisés le 16 mai 2001*

N° 01-679-1 MAA.AU, M. Franck Absolonne et Mlle Numaga Maire, lot 43 lotissement Le hameau de Vaimarama à Papeari, 1 maison d'habitation ;

N° 01-743-1, Mme Emma Mahai épouse Yim Tay Cheung, parcelle cadastrée 25, section AT (terres Tefautea et Teparepare) à Mataiea, P.K. 47,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

#### COMMUNE DE ANAA

##### *Travaux autorisés le 17 mai 2001*

N° 00-2386-2 MAA.AU.TG, M. Tehei Teanuanua et Mme Sylvia Teipo, parcelle cadastrée 51, section A.1 (terre Tikikoru) à Faaite, 1 maison d'habitation.

#### COMMUNE DE ARUTUA

##### *Travaux autorisés le 17 mai 2001*

N° 01-171-2 MAA.AU.TG, M. Landry Kaua, parcelle terre Tereie, 1 maison d'habitation ;

N° 01-472-4, M. et Mme Chester Doom, parcelle terre Putuputu au village de Rautini, 1 pension de famille.

#### COMMUNE DE TAKAROA

##### *Travaux autorisés le 17 mai 2001*

N° 01-500-1 MAA.AU.TG, Mlle Adelaïde Mauri, parcelle cadastrée 215, section H.5 (terre Oputetou partie) au secteur 3, 1 maison d'habitation ;

N° 01-521-1, Mme Geneviève Vanina Mauri épouse Peua, parcelle cadastrée 317, section H.6 (terre Tetakai 3) au secteur 3, 1 maison d'habitation.

#### ETAT RECAPITULATIF

#### DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES POUR LE MOIS DE MAI 2001

#### COMMUNE DE FATU HIVA

##### *Travaux autorisés le 10 mai 2001*

PC n° 043-01 MAA/AU.MAR, M. et Mme Tetuanui Francis et Albertine, parcelle de la terre Fae Hae, n° 37 sise à Omoa, construction d'une pension de famille type FEI.

#### COMMUNE DE HIVA OA

##### *Travaux autorisés le 10 mai 2001*

PC n° 044-01 MAA/AU.MAR, M. Otomimi Jean-Marie, lot n° 43 du lotissement Tekohetaa sis à Atuona, construction de deux bungalows touristiques ;

PC n° 045-01, M. Kaimuko Benjamin, parcelle C de la terre Ahuahuateani, n° 1537 sise à Atuona, construction d'une maison d'habitation MTR 54 mètres carrés.

##### *Travaux autorisés le 15 mai 2001*

PC n° 055-01 MAA/AU.MAR, M. Tuariihionoa Marama, président de l'Eglise adventiste du 7e jour, parcelle de la terre Ahuii, n° 1985 sise à Atuona, construction d'une salle de culte, d'un bloc sanitaire et d'une maison d'habitation.

#### COMMUNE DE UA HUKA

##### *Travaux autorisés le 11 mai 2001*

PC n° 052-01 MAA/AU.MAR, M. Fournier Jean, parcelle de la terre Pehikuee, n° 231 sise à Hane, construction d'un bâtiment à usage commercial ;

PC n° 053-01, M. Fournier Jean, parcelle de la terre Pehikuee, n° 231 sise à Hane, construction d'un bâtiment à usage d'hébergement touristique et de restauration.

#### COMMUNE DE UA POU

##### *Travaux autorisés le 15 mai 2001*

PC n° 054-01 MAA/AU.MAR, Mme Hikutini Taruta, parcelle du lot n° 23 du lotissement d'entraide pour la promotion de l'agriculture et du tourisme, sis à Hakahetau, construction d'une maison d'habitation MTR 72 mètres carrés.

#### COMMUNE DE NUKU HIVA

##### *Travaux autorisés le 10 mai 2001*

PC n° 046-01 MAA/AU.MAR, M. Vaianui Frédéric, parcelle du lot n° 2a de la terre Komoei, sis à Hatiheu, extension d'une maison d'habitation ;

PC n° 047-01, Mlle Teikivaeoho Bernadette, parcelle du lot n° 7.IB de la terre Hakaua, sis à Hatiheu, construction d'une maison d'habitation MTR 54 mètres carrés ;

PC n° 048-01, M. Teikivaeoho Emile, parcelle du lot n° 7.IB de la terre Hakaua, sis à Hatiheu, construction d'une maison d'habitation ;

PC n° 049-01, M. Barsinas Roger, parcelle du lot n° 8 de la terre Kohuhunui, sis à Taiohae, construction d'une maison d'habitation MTR 54 mètres carrés ;

PC n° 050-01, M. Nakeaetou Germain, parcelle du lot n° 73 d'une terre sans nom, section AB, sis à Taiohae, construction d'une maison d'habitation MTR 54 mètres carrés ;

PC n° 051-01, M. Gonthier Luciano, parcelle du lot n° 4A du lotissement Rosewood de la terre Kohuhunui, sis à Taiohae, construction d'une maison d'habitation et d'un mur de soutènement.

#### ETAT RECAPITULATIF

#### DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT POUR LE MOIS DE MAI 2001

#### COMMUNE DE UTUROA

##### *Travaux autorisés le 2 mai 2001*

PC n° 843 MAA.AU.ISLV, M. Terou Henry, construction d'une église sur une parcelle de la terre Tefarerii 3, parcelle 39, section AL (D n° 01-201).

*Travaux autorisés le 4 mai 2001*

PC n° 853 MAA.AU.ISLV, M. Lof Jean Marc, construction d'une maison d'habitation sur le lot n° 1 du lot A de la terre Paepaeroa (D n° 01-163) ;

PC n° 870, Total Polynésie, mandataire : M. David Snogan, construction d'une station-service et marine sur le domaine public cadastré, section AE (D n° 106-00).

## COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

*Travaux autorisés le 4 mai 2001*

PC n° 852 MAA.AU.ISLV, Mlle Palette Denise, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Irivai 3, parcelle A (D n° 01-197) à Avera ;

PC n° 854, Mme Tarati épouse Brothers Taruia, construction d'une maison d'habitation sur le domaine Brothers, parcelle P (D n° 01-118) à Avera ;

PC n° 855, Société multipose constructions, mandataire de M. Chalons Ernest, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Faretoa Nunaatini (D n° 01-190) à Avera.

## COMMUNE DE TAHAA

*Travaux autorisés le 4 mai 2001*

PC n° 851 MAA.AU.ISLV, M. Tuhei Wiltong, travaux de construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vaitepo (D n° 01-199) à Patio.

*Travaux autorisés le 5 mai 2001*

PC n° 857 MAA.AU.ISLV, Mme Manutahi épouse Pothier Roseline, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Marama I Hanaë (D n° 01-078) à Poutoru.

*Travaux autorisés le 9 mai 2001*

PC n° 881 MAA.AU.ISLV, M. Terinatoofa Penioni, mandataire de MM. Estall Arthur Teotahe et Estall Fanaotea Tauhere, construction de deux maisons d'habitation sur une parcelle de la terre Tereva (D n° 01-036) à Patio.

*Travaux autorisés le 11 mai 2001*

PC n° 916 MAA.AU.ISLV, ministère de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes et des sports, mandataire : M. Georges Lan Ah Loi, travaux d'extension relatifs à la construction du bloc sanitaire et des vestiaires de la salle omnisports de Haamene (D n° 522-99) à Haamene.

*Travaux autorisés le 24 mai 2001*

PC n° 858 MAA.AU.ISLV, M. Chongue Yves, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Faafau 3, lot n° 4 (D n° 01-188).

## COMMUNE DE HUAHINE

*Travaux autorisés le 2 mai 2001*

PC n° 839 MAA.AU.ISLV, M. David Faatiarau, construction d'une église sur une parcelle de terre dépendant de la parcelle 6, lot n° 36 du domaine Brown (D n° 654-00) à Maeva.

*Travaux autorisés le 4 mai 2001*

PC n° 869 MAA.AU.ISLV, Mme Tetihia née Chung Taira Fadette, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vaipapa (D n° 1-166) à Faie.

*Travaux autorisés le 9 mai 2001*

PC n° 880 MAA.AU.ISLV, Mlle Holman Leila, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tetoehopu (D n° 01-023) à Faie.

*Travaux autorisés le 11 mai 2001*

PC n° 917 MAA.AU.ISLV, M. Taumau Aimé et Mlle Hiro Joëlle Teriimaevavua, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tetoehopu (D n° 01-164) à Faie.

## COMMUNE DE BORA BORA

*Travaux autorisés le 2 mai 2001*

PC n° 831 MAA.AU.ISLV, Mlle Emma Tiaiho, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Vainamu (D n° 01-183) à Nunue ;

PC n° 832, M. Joël Teau et Mme Lucie Teau née Bataillard, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Tuituimaru (D n° 01-012) à Faanui ;

PC n° 833, Mlle Titaua Florina Tetuaraa, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Aputohora cadastrée n° 7 section CA (D n° 01-126) à Faanui ;

PC n° 834, M. Gilles Remina Yee On, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Aputohora cadastrée n° 7 section CA (D n° 01-127) à Faanui ;

PC n° 836, M. et Mme John et Anabella Teinaore, construction d'un fare MTR et terrassement (régularisation) sur une parcelle de la terre Faraai 2 (D n° 01-158) à Anau ;

PC n° 837, Mme Tama Joana Gilberte, construction d'un bâtiment à usage commercial sur une concession maritime sise au droit des terres Teorueaihuaraau et Teorue (D n° 01-160) à Nunue .

PC n° 838, M. Sylvain Maituitu, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vaioa (D n° 105-00) à Anau.

*Travaux autorisés le 11 mai 2001*

PC n° 918 MAA.AU.ISLV, Mme Marie Lise Savoie née Tihopu, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Vaioma (D n° 659-00) à Faanui ;

PC n° 919, Mme Linda Tetuaiteroi Hunter née Tuuhiro, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Taahana, lot 1, cadastrée n° 16 section AB (D n° 01-184) à Nunue.

*Travaux autorisés le 17 mai 2001*

PC n° 961 MAA.AU.ISLV, Mlle Eliane Tahiarai-Tanetoa, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Aehau (D n° 01-134) à Anau ;

PC n° 962, M. Yannick Tainoa, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Aehau lot 3 (D n° 586-00) à Anau ;

PC n° 963, M. Rodrigue Etera Vetea Parker, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Pioa cadastrée n° 14 section CL (D n° 01-131) à Faanui ;

PC n° 964, Mme Vaite Wernert née Mana, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Faatane 2 cadastrée n° 38 section CL (D n° 01-171) à Faanui ;

PC n° 966, M. Christian Area, construction d'une seconde maison d'habitation identique à celle autorisée suivant PC n° 2485 MAA.AU.ISLV, (D n° 527-00) à Nunue ;

PC n° 968, M. et Mme Tepa Maurice et Emilie, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Apaapaiteai lot 2 cadastrée n° 137 AR (D n° 01-099) à Nunue ;

PC n° 969, M. Iotefa Leverd, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Toiapoto cadastrée n° 24 section AC (D n° 01-102) à Nunue ;

PC n° 974, M. Gilbert Lopez, mandataire de la S.C.I. Cyrilant, construction d'un bâtiment à usage commercial et de parking pour voitures à louer sur une parcelle de la terre Vaiapi cadastrée n° 12, section AS et une concession maritime cadastrée n° 13, section AS (D n° 01-130) à Nunue.

## COMMUNE DE MAUPITI

*Travaux autorisés le 2 mai 2001*

PC n° 835 MAA.AU.ISLV, Mme Domingo épouse Tehei Dawn Charlene, construction d'une pension de famille comprenant une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Hurumanu cadastrée n° 448, section A3 (D n° 01-112).

*Travaux autorisés le 9 mai 2001*

PC n° 882 MAA.AU.ISLV, M. Tetauira Vincent, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Anaroa cadastrée n° 851, section A1 (D n° 167-98);

PC n° 883, Mme Louise Kaulfuss née Tauaroa, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Mehotoi cadastrée n° 424, section A3 (D n° 01-137).

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

## Greffes du tribunal mixte de commerce de Papeete

Suivant acte reçu les 26 avril et 14 mai 2001 par Me Alexandre CORMIER, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial CORMIER et CALMET", titulaire d'un office notarial à Papeete, enregistré à Papeete le 15 mai 2001, folio 14, bordereau 3565/1, M. Benjamin, dit Faty CHEUNG, commerçant, et Mme Irène FONGUE, employée de commerce, son épouse, demeurant ensemble à Mahina, P.K. 10, côté montagne, nés tous deux à Papeete, M., le 3 septembre 1946, Mme, le 5 mars 1946, ont vendu à la société dénommée "LA SOCIETE COMMERCIALE DE MAHINA", société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 de francs CFP, dont le siège social est situé à Mahina, côté mer, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 7.864-B, les éléments subsistant d'un fonds de commerce d'alimentation générale, vente de boissons alcoolisées et de plats à emporter sis et exploité à Mahina, P.K. 12, côté montagne, pour l'exploitation duquel le vendeur est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 6.184-A, moyennant le prix de trente millions (30.000.000) de francs CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée à compter rétroactivement du 26 avril 2001. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'office notarial CORMIER et CALMET où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

*Pour avis,*  
Le greffier en chef  
du tribunal mixte de commerce.

**S.A.R.L. PACIFIC AMENAGEMENT**  
Au capital de 1.000.000 F CFP  
Siège social : allée Pierre-Loti, Titiro  
R.C. n° 376384

Aux termes d'une décision collective extraordinaire en date du 25 mai 2001, il a été décidé une modification de l'article 7 des statuts.

## Article 7.— Capital social

*Nouvelle mention :*

Le capital social est fixé à la somme de un million (1.000.000) de francs CFP. Il est divisé en 100 parts de 10.000 de francs CFP chacune, numérotées de 1 à 100, attribuées aux associés en proportion de leurs droits, à savoir :

- M. GOLOMBEK Emmanuel, à concurrence de 5 parts numérotées de 96 à 100 ;
- M. EYRARD Philippe, à concurrence de 95 parts, numérotées de 1 à 95.

Le total est égal au nombre de parts composant le capital.

Le gérant.

## S.C.I. SAND

**Société civile immobilière au capital de 100.000 F CFP**  
Siège social : Papeete, B.P. 35  
R.C.S. Papeete n° 6.443-C - N° Tahiti 423756

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 1er novembre 2000, les associés ont pris acte de la décision prise par Mme Tetuanui TETOE de démissionner de ses fonctions de gérant à compter du 31 octobre 2000.

Ils ont décidé ensuite de nommer en qualité de nouveau gérant pour la remplacer : Mlle Sandra Vaite NOEL, demeurant à Tahaa, Motu Tuvahine.

*Pour avis,*  
La gérance.

## Greffes du tribunal mixte de commerce de Papeete

Suivant acte reçu par Me Alexandre CORMIER, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial CORMIER et CALMET", titulaire d'un office notarial à Papeete, le 30 mai 2001, enregistré à Papeete le 1er juin 2001, folio 119, bordereau 3709/1, la société CHAMPION, société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F CFP, ayant son siège à Papeete, centre Vaima, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 4.105-B,

A vendu à la société dénommée RTMC, société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F CFP, ayant son siège social à Papeete, rue du 22-septembre, constituée suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 15 mai 2001, enregistré à Papeete le 16 mai 2001, folio 115, bordereau 3576/5, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 8.284-B,

Un fonds de commerce de prêt-à-porter de vente au détail, sis et exploité à Papeete, rue du 22-septembre, immeuble Donald, dénommé CALIFORNIA pour lequel le vendeur est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 4.105-B,

Moyennant le prix de *vingt-cinq millions* (25.000.000) de francs CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 30 mai 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'office notarial CORMIER et CALMET où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

*Pour avis,*  
Le greffier du T.M.C.

**Office notarial Serge VILLET - Julien CHAN**  
**Tahiti - Punaauia**  
**Tél. : 73.01.02 - 73.01.03 - Fax : 48.18.17**

Aux termes d'un acte reçu par Me Serge VILLET, notaire associé, le 29 mai 2001, enregistré à Papeete, le 1er juin 2001, folio 119, bordereau 3707/1, Mme Louise SENLIS, commerçante, épouse de M. René Yves KONG, demeurant à Papeete, quartier Fariipiti,

A vendu à la société Arsène BEAUMONT & C.I.E. dénommée E.I.C.O., société en nom collectif au capital de 1.000.000 de francs CFP, dont le siège social est à Papeete, vallée de Titiro, immatriculée au R.C.S. de Papeete, sous le n° 8.280-B,

Un fonds de commerce d'importation et de vente de marchandises générales et plus particulièrement de produits alimentaires connu sous l'enseigne E.I.C.O. exploité à Papeete, vallée de Titiro, terre Paura, pour lequel Mme Louise KONG est immatriculée au R.C.S. de Papeete sous le n° 2.259-A (n° Tahiti 010132),

Moyennant le prix de 890.000.000 de francs CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 25 mai 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la présente et dernière publication légale, à Punaauia, au siège de la S.C.P. "Office notarial Serge VILLET et Julien CHAN" (B.P. 13871 Punaauia), où domicile a été élu à cet effet.

*Pour deuxième insertion,*  
Me Serge VILLET, notaire.

**GOLDUST**  
**Société en nom collectif au capital de 100.000 F CFP**  
**Siège social : centre Vaima - appartement 108**  
**Papeete - Tahiti**

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 18 juin 2001, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société en nom collectif.

*Dénomination* : GOLDUST.

*Objet* : La fabrication et la vente en gros, demi-gros et au détail, sous toute forme et par tout moyen, de bijoux, ainsi que l'importation et l'exportation de métaux précieux et pierres précieuses et plus généralement de matières entrant dans la composition des bijoux.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

*Siège social* : Centre Vaima, appartement 108, Papeete, Tahiti.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Capital* : 100.000 francs CFP composé uniquement d'apports en numéraire.

*Associés en nom* :

- M. Philippe POCHET, demeurant à la pointe des Pêcheurs, Punaauia ;

- Mlle Marie-Christine FERREIRA, demeurant à la pointe des Pêcheurs, Punaauia.

*Gérance* : M. Philippe POCHET.

*Immatriculation* : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*  
Le représentant légal.

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 juin 2001 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société en nom collectif.

*Dénomination* : S.N.C. FARE DECO.

*Siège social* : Pamatai n° C7, lot Socrédo, Faaa.

*Objet* : La création et l'exploitation d'une entreprise générale de construction de tous bâtiments publics ou privés à usage d'habitation, de commerce ou d'industrie ; la réalisation de tous travaux de génie civil, publics ou privés.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Responsabilité* : Associés tenus responsables des dettes sociales, MM. Jean-Pierre TURINA et Edmond SAN SIOU SHUI.

*Capital* : 100.000 F CFP représentant des apports en numéraire.

*Gérance* : MM. Jean-Pierre TURINA et Edmond SAN SIOU SHUI sont gérants de la société pour une durée indéterminée.

*Immatriculation* : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Parts sociales* : Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Elles ne peuvent être cédées qu'avec le consentement de tous les associés. La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société, dans les formes prévues à l'article 1690 du code civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

*Pour avis,*  
La gérance.

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 avril 2001 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme juridique* : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

*Dénomination sociale* : SOGEFIM IMMOBILIER.

*Siège social* : Centre Paofai, bâtiment BC, 1er étage.

*Objet* :

- l'achat, la vente, l'échange, la location ou sous-location en nu ou en meublé, d'immeubles bâtis ou non bâtis ;
- l'achat, la vente ou la location-gérance de fonds de commerce ;
- la souscription, l'achat, la vente d'actions ou de parts de sociétés immobilières ;
- l'achat, la vente de parts sociales y compris les parts non négociables lorsque l'actif social comprend un immeuble ou un fonds de commerce ;
- la gestion immobilière ;
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus définis ou à tous objets similaires ou connexes.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Capital* : 1.000.000 F CFP.

*Gérance* : M. Jean-Paul HOLTZINGER, demeurant à Punaauia, lotissement Te Maru Ata, lot 149, époux de Mme Catherine, Jacqueline Ortega.

*Immatriculation* : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

#### **BANQUE SOCREDO**

**Société anonyme d'économie mixte (S.A.E.M.)**

**au capital de 17.000.000.000 F CFP**

**Siège social** : Papeete, 115 rue Dumont-d'Urville

**R.C. : n° 1491/59 - N° Tahiti : 075.390**

La représentation du territoire de la Polynésie française au sein du conseil d'administration de la banque Socredo vient d'être modifiée.

Il en résulte les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

#### *Conseil d'administration*

##### *Mention périmée*

*Président du conseil d'administration* : M. Jean VERNAUDON.

*Représentants du territoire* : MM. Patrick PEAUCELLIER, Edouard FRITCH, Georges PUCHON, Justin ARAPARI et Tinomana EBB.

*Représentants de l'A.F.D.* : MM. Jean-Yves CLAVEL, Francis GRATTEPANACHE, Christian MASSINON, Thierry GONZALEZ et Jacques Denis DROLLET.

##### *Mention nouvelle*

*Président du conseil d'administration* : M. Jean VERNAUDON.

*Représentants du territoire* : MM. Georges PUCHON, Edouard FRITCH, Jean-Christophe BOUISSOU, Mme Lucette TAERO et M. Robert TANSEAU.

*Représentants de l'A.F.D.* : MM. Jean-Yves CLAVEL, Francis GRATTEPANACHE, Christian MASSINON, Thierry GONZALEZ et Jacques Denis DROLLET.

Pour avis :

Le directeur général,  
E. POMMIER.

#### **GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE**

Suivant acte reçu par Me Dominique CALMET, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial CORMIER et CALMET", titulaire d'un office notarial à Papeete, le 31 mai 2001, enregistré à Papeete le 1er juin 2001, folio 119, bordereau 3709/2, M. Hubert NEUFATTE, commerçant, demeurant à Paopao (Moorea), immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 33.619-A,

A vendu à la société S.A.R.L. LE MOTU API, société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F CFP, dont le siège social est à Papeete, rue Cardella, immeuble Afouline (B.P. 4437 Papeete), constituée suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 11 mai 2001, enregistrée à Papeete le 14 mai 2001, folio 114, bordereau 3546/6 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 8.272-B,

Un fonds de commerce de vente de snack-pâtisserie, salon de thé et débit de boissons hygiéniques, sis et exploité à Papeete, immeuble Afouline, à l'angle des rues Tepano-Jaussen et Anne-Marie-Javouhey, sous la dénomination "CHEZ HUBERT", pour lequel le vendeur est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 33.619-A et n° Tahiti 277.558,

Moyennant le prix de dix millions de francs CFP (10.000.000 F CFP).

L'entrée en jouissance a été fixée au 31 mai 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en l'Office notarial CORMIER et CALMET, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,  
Le greffier du T.M.C.

#### **ANNONCES DIVERSES**

##### **ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE NAMAHA TIIPOTO**

Erratum à l'annonce parue au J.O.P.F. n° 24 du 14 juin 2001 à la page 1501.

*Au lieu de* : COOPERATIVE SCOLAIRE DE NAMAHA TIIPOTO ;

*Lire* : ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE NAMAHA TIIPOTO.

##### **ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE NAHOE**

Rectificatif concernant le président de l'APEL de l'école de NAHOE paru au J.O.P.F. n° 17 du 26 avril 2001 à la page 1020.

*Lire* : Président : KOKAUANI Gérard ;  
*Au lieu de* : Joseph.

**ASSOCIATION ARTISANALE MAUTARA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(18 mai 2001)

Présidente d'honneur	: SMITH Tetu
Présidente	: TOA Tehaamea
Vice-présidente	: HANERE Yvette
Secrétaire	: TOA Urarii
Secrétaire adjointe	: FAATAU Navaerua
Trésorière	: TEPEVA Hua
Trésorière adjointe	: TETUANUI Rose-Marie
Assesseur	: TEHUI Toitaata

**ASSOCIATION TE MOO'REA CLUB****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(10 mai 2001)

Président	: NANAI Léon
Secrétaire	: GROSMARE Jody
Trésorier	: NARDI Alain

**ASSOCIATION ARTISANALE TIARE TEA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(23 mai 2001)

Présidente d'honneur	: MATAIHAU Taraina
Présidente	: LI Juliana
Vice-président	: WATANABE Michel
Secrétaire	: REVA Caroline
Secrétaire adjointe	: HANERE Bélinda
Trésorière	: TIHONI Dora
Trésorière adjointe	: AH-LO Tahia
Assesseurs	: TIORI Antelme PUAHIO Tité

**ASSOCIATION SPORTIVE PAEA VA'A****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(21 décembre 2000)

Président	: ROBSON Dominique
Vice-président	: PIED Erambert
Secrétaire-trésorier	: VANAA Daniel
Secrétaire-trésorière adjointe	: GOURNAC Heiata
Membres	: TAERO Wilson TAUPU Célestin

**ASSOCIATION TAMARII NO TAPUTAPUATEA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(22 février 2001)

Président	: TAEA Albert
Vice-présidents	: ROCKA Teva AHARA Bernard
Secrétaire	: LEMAIRE Maliela
Secrétaire adjoint	: BUCHHEIT Raoul
Trésorière	: TERIIPALA Tania
Trésorier adjoint	: TERIIRERE Jean-Claude

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE NUKUTAVAKE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 avril 2001)

Président	: MICHEL Moenau
Vice-président	: TAMA Tapuni
Secrétaire	: TAMAHAE Maria
Secrétaire adjointe	: KAPIKURA Marie
Trésorière	: TAUOFA Miharii
Trésorière adjointe	: TOKORAGI Philomène

**ASSOCIATION IMAGINE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(10 mai 2001)

Président	: WONG Angélo
Vice-président	: FAIVRE Antonio
Secrétaire	: CINQUIN Moeata
Secrétaire adjointe	: LOTOU Jeanne
Trésorière	: TAURU Angélita
Trésorière adjointe	: MU SAN Johanna
Assesseurs	: HOKAHUMANO Heiata RAIOHO Laetitia GENDRON Germain

**ASSOCIATION TAMARII TERETIMA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(29 avril 2001)

Président	: TEAHUI Tiperio
Vice-président	: TENIARAHU Philippe
Secrétaire	: TEAHUI Neal
Secrétaire adjoint	: TAAROA Claudie
Trésorière	: MOU-FAT Hélène
Trésorière adjointe	: PUAHIO Poema
Assesseurs	: TAEREA Georges MOEINO Yannick MOEINO Angélo TENIARAHU Georgine
Commissaires aux comptes	: MOU-FAT Marcel TEAHUI Myrna PUAHIO Linda

**ASSOCIATION SPORTIVE HITITOA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(30 mars 2001)

Président	: NENA Tauhiti
Vice-présidents	: NENA Johanna NENA Rua PEREZ Antonio
Secrétaire	: LALLEMANT Hélène
Trésorière	: NENA Raihana

**ASSOCIATION NAHOA TINI NO PAPEETE**  
**Anciennement NA HOA TINI NO MAMAO***Modification de statuts*

Il a été décidé de changer la dénomination de l'association qui s'appellera désormais NAHOA TINI NO PAPEETE.

**CONFEDERATION NATIONALE DES RETRAITES  
MILITAIRES ET DES VEUVES DE MILITAIRES  
DE CARRIERE SECTION DE POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(17 février 2001)**

Président d'honneur	: ENRHARDT Jean-Paul
Président	: BOURGES Gérard
Vice-président	: TRIMAILLE André
Secrétaire	: NOUVEAU John
Secrétaire adjoint	: MICHELETTI René
Trésorier	: ADER Benjamin
Trésorier adjoint	: LAGUERRE Amédée

**ASSOCIATION JEUNESSE VAIOPU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(17 mai 2001)**

Président d'honneur	: HOWELL Patrick
Président	: TERIIRERE Edgar
Vice-président	: NANUA Patrick
Secrétaire	: TEIKIAVAITOUA Vaihere
Secrétaire adjoint	: ARIITAI Marona
Trésorier	: TUONG NGHIWA Heifara
Trésorier adjoint	: O'CONNOR Didier
Assesseurs	: KAUKURA Mimosa MAITERE Angèle

**FEDERATION DES JEUNES DE MAHINA**

*Modification de statuts*

La fédération a aussi pour but :

- la pratique des activités physiques, sportives et culturelles ;
- la pratique de l'artisanat, de l'agriculture et de la pêche, afin de développer les activités locales ;
- de soutenir financièrement, logistiquement et en moyens humains, toutes associations qui œuvrent en faveur ou à l'épanouissement des enfants, adolescents et jeunes adultes de Mahina.

**AMUITAHIRAA TE ONE TEA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(24 mars 2001)**

Présidente d'honneur	: ARIPEU Turu
Présidente	: TEAVE Ginette
Vice-présidente	: JENNINGS Mitara
Secrétaire	: MARA Vanina
Secrétaire adjointe	: JENNINGS Sylvie
Trésorière	: MARA Arietta
Trésorière adjointe	: FAAFATUA Thilda

**AMICALE DU PERSONNEL COMMUNAL DE AVATORU  
RANGIROA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(12 mai 2001)**

Président	: TERIITAHU André
Secrétaire	: MARAETAATA Loyna
Trésorière	: TEHAU Bella

**TAMARII RAROMATAI DE VAIRAO DE BOXE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(20 mai 2001)**

Président	: TUIRA Wilfred
Vice-président	: TUIRA Viriamu
Secrétaire	: TUIRA Florianne
Secrétaire adjointe	: TUIRA Catherine
Trésorière	: TAHUTINI Aimée
Trésorière adjointe	: TUIRA Aline

**ASSOCIATION ARTISANALE TIARE RAU NO FAANUI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(27 mai 2001)**

Président d'honneur	: MANA Rahia
Président	: TERIIRERE Teramauia
Vice-présidente	: MANA Hutia
Secrétaire	: PUTAOHE Taaroa
Secrétaire adjoint	: TEAUE Feu
Trésorière	: MANA Anita
Trésorière adjointe	: TEHAAMANA Ahutiare
Assesseurs	: TEREMOANA Teraivetea TEMARII Puni

**ASSOCIATION DES HISTORIENS ET GEOGRAPHES  
DE POLYNESIE FRANÇAISE  
TE TAHU'A VANA'A O TE VAU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(16 mai 2001)**

Président d'honneur	: BABIN Yves
Président	: DUBOIS Jean-Marie
Vice-présidentes	: TORRE Evelynne PONS Elise
Secrétaire	: MORVAN Henri
Secrétaire adjointe	: BAERT Annie
Trésorière	: ROE Christelle
Trésorier adjoint	: AL WARDI Semir

**ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE HITI VAI NUI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(14 décembre 2000)**

Président	: AMARU Hans
Secrétaire	: HAMBLIN Teiva
Trésorière	: MATHIEU Nicole

**FOYER SOCIO-EDUCATIF  
DU LYCEE-COLLEGE POMARE IV**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(29 mars 2001)**

Président	: MEUEL Mauarii
Vice-président	: CHENE Christian
Secrétaire	: LALLEMANT Hélène
Trésorier	: DOOM Johnny
Trésorier adjoint	: TUUHIA Moana

# FEDERATION DES ASSOCIATIONS ARTISANALES ET CULTURELLES ORO PERU

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (14 avril 2001)

Président d'honneur	: VII Jacques
Président	: OUWEN Hiro
Secrétaire	: YAN SINE Doris
Secrétaire adjointe	: BELLAIS Carmen
Trésorier	: PIRATO Thierry
Trésorière adjointe	: POTHIER Roti
Asseseurs	: RERE Teriitetoofa HOPARA Tehea

# ASSOCIATION TIAPA JEUNES

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (23 mai 2001)

Président	: MARAETEFU Alfred
Vice-présidents	: THUNOT John PENI Joël
Secrétaire	: TAPUTUARAI Rose
Secrétaire adjointe	: MARAETEFU Esther
Trésorière	: MARAETEFU Rota
Trésorière adjointe	: MARAETEFU Joséphine

# ASSOCIATION VAHINE RAU HERE

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 mai 2001)

Présidente	: TAPUTUARAI Rose
Vice-présidente	: TAUOTAHA Sylvia
Secrétaire	: TUTEAMARU Noéline
Secrétaire adjointe	: MARITERAGI Tepurotu
Trésorière	: BAUMERT Marguerite
Trésorière adjointe	: MARAETEFU Rota

# ASSOCIATION TEMEEHU

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (23 avril 2001)

Président	: SILVESTRE Ernest
Vice-présidentes	: ROO Léontine PITO Roselyne
Secrétaire	: SEINO Noéline
Secrétaire adjointe	: MARAETEFU Naomi
Trésorière	: TETUANUI Hereani
Trésorier adjoint	: ROO Georges

# ASSOCIATION TE RIMA API NO VAIRAO

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (26 avril 2001)

Président	: MARUHI Temauarii
Vice-présidents	: TANEMATEATA Reupena TARIHAA Landry TETUANUI Faata
Secrétaire	: RAI Tevaite
Secrétaire adjoint	: POHEMAI Alexis
Trésorier	: FAITO Armand
Trésorière adjointe	: POTHIER Moeata

# ASSOCIATION SPORTIVE FARE IHI

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 juin 2001)

Présidente	: TAURU Diana
Secrétaire	: NIVA Pauline
Trésorier	: ESTALL Karl
Commissaires aux comptes	: TAUMIHAU Tiniha TEIKIOTIU Andréa

# ASSOCIATION POLYNESIENNE POUR LA MEDITATION VIPASSANA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 février 2001)

Présidente	: VILLIERME Marie-Hélène
Vice-président	: MACHENAUD Pierre
Secrétaire	: BOIRAL Denis
Trésorière	: MAITRE Sylvie

# ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII MEHITI

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 mai 2001)

Président	: TETUANUI Myrtho
Vice-présidente	: TEHAHETUA Rolande
Secrétaire	: PAOFI Jean-Pierre
Secrétaire adjoint	: PATU Yvon
Trésorier	: PAOFI Emile
Trésorière adjointe	: PAOFI Solange

# COMITE ORGANISATEUR DE LA CONVENTION DU KIWANIS ASIE-PACIFIC (A.S.P.A.C.) 2002

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (19 juin 2001)

Président	: LOMBARD Adrien
Vice-présidents	: BLAISE Ronald BAMBRIDGE Phineas
Secrétaire	: BAMBRIDGE Eveline
Secrétaire adjointe	: BATUT Marguerite
Trésorier	: BONNO Jacques
Trésorier adjoint	: TROMPETTE Guy

# RESULTATS DU TIRAGE DE LA MINI-TOMBOLA DE LA FEDERATION DES ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PROTESTANT (FAPELEP) (Tirage effectué le 1er juin 2001)

1er lot	1 voyage A/R Papeete-Los Angeles	n° 16.629
2e lot	1 wok multi électrique	n° 17.174
3e lot	1 robot Moulinex Ovato	n° 13.144
4e lot	1 barbecue Diabolo Grill	n° 12.596
5e lot	1 raclette grill quarter Tefal	n° 15.464
6e lot	1 bon de repas	n° 15.899



**CLUB DES CAPORAUX-CHEFS DU RIMAP-P****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(12 juin 2001)

Président : FILOMIN Franck  
 Vice-président : ANGAMA Max  
 Trésorier : SATIM Sutikno

**ASSOCIATION ARTISANALE TIARE PA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(24 mars 2001)

Présidente d'honneur : TANÉPAU Moroura  
 Présidente : TANÉPAU Viora  
 Vice-présidente : MANIN Arielle  
 Secrétaire : GRACIA Tiaura  
 Secrétaire adjointe : MANIN Mareva  
 Trésorier : TANÉPAU Roger  
 Trésorière adjointe : TANÉPAU Yvette  
 Assesseurs : MANIN Eric  
 TIRAO Moerava  
 TANÉPAU Tahiaata  
 CHANG Nicole

**ASSOCIATION DES ARTISANS DE PIERRE LOTI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(5 juin 2001)

Présidente : TEMAURI Tera  
 Vice-président : TEMAURI Ariihoro  
 Secrétaire : BONNET Lyn-Rey  
 Secrétaire adjointe : BONNET Alexa  
 Trésorière : TEMAURI Vaihere  
 Trésorière adjointe : TEMAURI Tora  
 Assesseur : KAVERA Rachel

**ASSOCIATION TE HAKA TUPUNA KOTOA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(11 avril 2001)

Présidents d'honneur : HATURAU Damien  
 TAATA Louis  
 Président : TAUPOTINI Kehu  
 Vice-présidents : TEAROHA Teddy  
 HOKAHUMANO Arsène  
 HAITI Jacques  
 Secrétaire : TAATA Alexandre  
 Secrétaire adjointe : TAUPOTINI Josiane  
 Trésorier : TAMARII Etienne  
 Trésorière adjointe : KAUTAI Marianne  
 Assesseurs : PUHETINI Marie  
 HOKAHUMANO Thomas  
 DORDILLON Jacques  
 TEIKIHAA Marie Claude  
 AH-SCHA Jonas

**SKI NAUTIQUE CLUB DE TAHITI***Modification de statuts*

Le nouveau siège social est situé sur le site de l'ex-hôtel Bel Air, à Punaauia.

Le reste sans changement.

**RADIO 1 CLUB****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(5 juin 2001)

Présidente : ALINE Sonia  
 Secrétaire : TAVERE Sandrine  
 Trésorier : ALINE Albert  
 Trésorier adjoint : ANGOT Sastry

**RESULTAT DE LA TOMBOLA**  
**PAROISSE SAINT-MICHEL PAPARA**

(Tirage effectué le 6 mai 2001)

1er lot n° 2.176 : 1 A/R PPT-Paris-PPT  
 2e lot n° 1.962 : 1 salon  
 3e lot n° 1.386 : 1 perle montée  
 4e lot n° 2.956 : 1 tifaifai cousu  
 5e lot n° 1.529 : 1 débroussailleuse  
 6e lot n° 2.560 : 1 aspirateur  
 7e lot n° 1.724 : 1 A/R Raiatea  
 8e lot n° 1.450 : 1 tifaifai non cousu  
 9e lot n° 1.204 : 1 perle  
 10e lot n° 2.494 : 1 four micro-onde

**ASSOCIATION TE KOINA I TAHUATA**  
(Récépissé n° 5733 DRCL du 8 juin 2001)**Extraits de statuts**

Il est fondé le 1er mai 2001, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TE KOINA I TAHUATA.

Elle a pour objet d'assurer en relation avec les pouvoirs publics concernés tout ou partie de la fonction suivante : l'organisation et la gestion de toutes manifestations à caractère festif :

- la fête de l'Autonomie ;
- les fêtes de juillet "le Heiva" ;
- le festival des Arts.

Elle sera en outre chargée de rechercher, d'étudier et de présenter aux autorités compétentes toute réalisation propre à aider et à favoriser le développement de ces différentes manifestations.

Son siège social est fixé à Vaitahu, Tahuata, Marquises. Il pourra être transféré dans tout autre endroit par simple décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président d'honneur : BARSINAS Félix  
 Présidente : BURNS Madeleine  
 Vice-président : HAITI Kameha  
 Secrétaire : TEIKIHOKATOUA Marie-Louise  
 Trésorière : TEATO Vaite  
 Trésorière adjointe : TIMAU Gloria

**ASSOCIATION TAMARII OUTUOFAL**  
(Récépissé n° 5856 DRCL du 13 juin 2001)

Extraits de statuts

L'association TAMARII OUTUOFAL, fondée le 1er juin 2001, a pour objet :

- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'aide à l'insertion sociale, professionnelle, économique, sportive et culturelle de la jeunesse ;
- de proposer et d'organiser des manifestations de toute nature et notamment des programmes socio-éducatifs et de protection de l'environnement ;
- de promouvoir toute expression musicale polynésienne, sur le plan local et international ;
- de participer à la promotion touristique du territoire ;
- de créer des actions ;
- d'organiser des soirées et journées musicales, culturelles entre les jeunes, de manière générale, d'instruire et de suivre tout dossier relatif à la jeunesse.

Son siège social est fixé à Faaone, P.K. 45,200, côté mer, lot n° 15.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	: HAREHOE Ruita
Vice-présidente	: MAMAATUI Adèle
Secrétaire	: VAHIMARAE Matea
Secrétaire adjointe	: TEHUI Yasmina
Trésorier	: BEA Willy
Trésorier adjoint	: TITI Eric
Assesseurs	: METUA Tania TERITEMATAUA Charline PENI Odile CADOUSTEAU Amélie

**ASSOCIATION TEHIERO NUI**  
(Récépissé n° 5926 DRCL du 13 juin 2001)

Extraits de statuts

Il est formé le 21 avril 2001 en Polynésie française dans la commune de Moorea, entre les personnes adhérant aux présents statuts et remplissant les conditions indiquées ci-après, une association déclarée et régie sous la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TEHIERO NUI.

Elle a pour objet principal de récolter des fonds pour subvenir aux dépenses engendrées par le partage des terres et des travaux annexes (conduites d'eau, câbles téléphoniques, construction d'un pont). En outre, ces fonds pourront servir aux frais de sorties récréatives familiales et à certains projets familiaux. Elle s'interdit toutes actions ou discussions à matière politique ou tendances de ce genre, et demeure neutre sur tous différends présentant un trait de caractère à titre confessionnel ou religieux.

Son siège social est fixé dans la commune de Moorea, Maatea, P.K. 13,900, côté montagne, téléphone : 56.22.05. Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du bureau exécutif.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	: FARAURU Hinano
Vice-président	: TETUANUI Vaiaii
Secrétaire	: TETUANUI Steeve
Secrétaire adjoint	: PUARAI Rony
Trésorier	: PUARAI Roméo
Trésorier adjoint	: ARAPARI Stéphane
Commissaires aux comptes	: VAHIRUA Bianca PATER Manarua

**ASSOCIATION TAMARII PAPAOA NO TAVARARO**  
(Récépissé n° 5858 DRCL du 13 juin 2001)

Extraits de statuts

Il est formé à Faa'a (île de Tahiti), une association qui portera le nom de TAMARII PAPAOA NO TAVARARO.

Elle a pour but de se réunir, d'informer, d'instruire toutes personnes qui s'intéressent aux activités sportives, tels que football, volley-ball, pétanque.

Son siège social est fixé à Faa'a, route Tavararo, quartier Metua.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidents d'honneur	: MAINO Penetito TAAE Nemaio SAMI Lucas
Président	: MAINO Sébastien
Vice-présidents	: PIRIOTUA Sabine MAIROTO Frédo
Secrétaire	: TOKORAGI Bernadette
Secrétaires adjointes	: TETIARAHU Jeanne MAINO Augustine
Trésorier	: TEMAHU William
Trésorrières adjointes	: MAIROTO Lydia MOROHI Soraya MOE Eglantine TEIHOTU Mareva
Assesseurs	: MOROHI Terii TETIARAHU Célestin MOROHI Joseph TEIHOTU Henri SAMIN Odette

**ASSOCIATION SPORTIVE TEVAITAI BOXE**  
(Récépissé n° 5633 DRCL du 6 juin 2001)

Extraits de statuts

L'association sportive TEVAITAI BOXE, fondée en mai 2001, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de la boxe. Elle a aussi pour objet d'organiser des activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Tahaa, Haamene, et pourra être transféré par simple décision du comité directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: EPERANIA Robert
Vice-président	: HURIA Angéli
Secrétaire	: HURIA Christiane
Secrétaire adjointe	: EPERANIA Poema
Trésorière	: EPERANIA Elaïda
Trésorière adjointe	: PUTOA Poerava

**ASSOCIATION TE HAU AMUI***(Récépissé n° 5791 DRCL du 8 juin 2001)*

## Extraits de statuts

L'association TE HAU AMUI, fondée le 25 octobre 2000, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet le patia fa (lancer de javelot).

Son siège social est fixé à Tuuhora, Anaa.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: IPUTOA Juliano
Vice-président	: TEAKU Ririfatu
Secrétaire	: IPUTOA Marie-Ange
Trésorier	: IPUTOA Gana Moïse
Assesseurs	: IPUTOA Simon TEAKII Alexandre

**ASSOCIATION TE UFI TARAMEA***(Récépissé n° 5794 DRCL du 8 juin 2001)*

## Extraits de statuts

L'association TE UFI TARAMEA, fondée le 22 octobre 2000, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de promouvoir le patia fa, d'organiser des rencontres et de participer à des manifestations culturelles.

Son siège social est fixé à Titioro, servitude Weinmann, B.P. 1145 Papeete.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: RAVEINO Inatio
Vice-président	: MARO Gustave
Secrétaire	: RAVEINO Roroarii
Trésorier	: RAVEINO Paranapa
Assesseurs	: MATAI Roberto RAVEINO Ruia

**ASSOCIATION VAITIA***(Récépissé n° 5790 DRCL du 8 juin 2001)*

## Extraits de statuts

L'association VAITIA, fondée le 27 novembre 2000, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet le patia fa (lancer de javelot).

Son siège social est fixé à Anaa, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: MARO Gustave
Vice-président	: TEVAITAU Hotea
Secrétaire	: HAUATA Maro Ida
Trésorier	: MARO Fereol
Assesseurs	: TEVAITAU Thomas TEVAITAU Taupiri

**ASSOCIATION TEUIRA PAE TAHI***(Récépissé n° 5793 DRCL du 8 juin 2001)*

## Extraits de statuts

L'association TEUIRA PAE TAHI, fondée le 25 octobre 2000, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet le patia fa (lancer de javelot).

Son siège social est fixé à Tuuhora, Anaa.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: RAVEINO Tatare Apera
Vice-président	: MATAI Reubena
Secrétaire	: RAVEINO Raphaël
Trésorier	: PITA Fariua Maitu
Assesseurs	: UTIA Georges PITA Teamo

**ASSOCIATION KANAPA***(Récépissé n° 5792 DRCL du 8 juin 2001)*

## Extraits de statuts

L'association KANAPA, fondée le 25 octobre 2000, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet le patia fa (lancer de javelot).

Son siège social est fixé à Anaa.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TAHITOTERAI Roger
Vice-président	: HARRYS Frédéric
Secrétaire	: TOKORAGI Céline
Trésorier	: TOATITI Patrick
Assesseurs	: TOATITI Eritaia BURNS Christian

**ASSOCIATION JEUNESSE MANUIA***(Récépissé n° 5924 DRCL du 13 juin 2001)*

## Extraits de statuts

L'association JEUNESSE MANUIA, fondée le 19 mai 2001, a pour objet :

- d'informer, d'orienter et d'aider à l'insertion des jeunes à travers les mesures d'aides que le territoire a mises en place ;
- de proposer et d'organiser des manifestations de toute nature et notamment des programmes socioéducatifs et de la protection de l'environnement ;
- la pratique des activités physiques, sportives et culturelles ;
- d'organiser des activités ayant pour but de préserver les liens amicaux entre les membres de l'association et tous les jeunes de Mahina ;
- de responsabiliser les jeunes par le biais du sport, de la danse et du chant ;
- la pratique de l'artisanat, de l'agriculture et de la pêche afin de développer les activités locales.

Son siège social est fixé au domicile du président à Mahina, P.K. 9,500, côté mer. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: YUEN Corine
Vice-président	: BELLAIS Charles
Secrétaire	: TAIARUI Ghislaine
Secrétaire adjointe	: MANA Vaea
Trésorier	: MAI André
Trésorière adjointe	: MAI Poema

#### ASSOCIATION 'ANA 'IHI

(Récepissé n° 5853 DRCL du 13 juin 2001)

##### Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, dénommée 'ANA 'IHI.

Elle a pour objet :

- de promouvoir la culture polynésienne ;
- de faciliter les études à l'université de la Polynésie française ;
- de développer les échanges avec les étudiants étrangers ;
- de favoriser toute autre activité relative à la culture ;
- de participer à toutes les manifestations culturelles.

Son siège social est fixé à l'université de la Polynésie française, Outumaoro, Punaauia, Tahiti. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: MILLAUD Hiriata
Présidente	: MARAKAI Camélia
Vice-présidente	: GONZALEZ Emilie
Secrétaire	: BUCHIN Merehau
Secrétaire adjoint	: BESSERT Hiroarii
Trésorière	: MARAMA Titaina
Trésorière adjointe	: MAIHURI Heilanie
Assesseur	: TERITAUMIHAI Repeta
Contrôleur	: CHYL Judith

#### ASSOCIATION DES MEDIUMS D'AFRIQUE

(Récepissé n° 5366 DRCL du 29 mai 2001)

##### Extraits de statuts

Il est fondé le 4 février 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION DES MEDIUMS D'AFRIQUE.

Elle a pour objet :

- de regrouper tous les médiums africains de Polynésie française, en vue d'une meilleure coordination entre eux et dans leurs travaux ;
- de protéger ses membres et ses clients contre toutes les pratiques irrégulières, voire malhonnêtes, qui porteraient préjudice à la profession, tout en assurant sa propre protection.

Son siège social est fixé à l'immeuble Tinirouru, rue Anne-Marie-Javouhey. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: AIDARA Yaucouba
Vice-président	: AIDARA Ousmane
Secrétaire	: DIABY Oumarou
Secrétaire adjoint	: AIDARA Ousmane
Trésorier	: AIDARA Vieux

#### ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII MANUAPA

(Récepissé n° 4576 DRCL du 13 juin 2001)

##### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII MANUAPA, fondée le 16 avril 2001, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de la pirogue et autres sports, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Faaroa. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TEURAVEHE Teina
Président	: TERII Narii
Vice-président	: TERIIPAIA Stergios
Secrétaire	: TERIITAOLIA Agnès
Secrétaire adjointe	: MARUAE Hina
Trésorier	: TEAMO Gustave
Trésorier adjoint	: TERIITAOLIA Roland

#### ASSOCIATION TE VE'A MAOHI NO MATAIREA

(Récepissé n° 5528 DRCL du 1er juin 2001)

##### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE VE'A MAOHI NO MATAIREA, créée le 21 mai 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Elle a pour objet :

- de venir en aide aux familles et aux jeunes défavorisés dans l'insertion sociale et professionnelle ;
- de promouvoir la culture, les activités artisanales, touristiques et sportives.

Son siège social est fixé à Haapu, Huahine (I.S.L.V.). Il pourra être transféré en tout autre lieu par le bureau exécutif.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MARE Raoul
Vice-président	: TEAVAE Marius
Secrétaire	: MOEINO Rose
Secrétaire adjointe	: TAINANUARII Frida
Trésorière	: TETUANUI Tarona
Trésorier adjoint	: NOHO Jean-Claude

#### ASSOCIATION DES ARTISTES, GALERIES ET EDETEURS D'ART DE TAHITI ET DES ILES (AGAPE)

(Récépissé n° 5923 DRCL du 13 juin 2001)

##### Extraits de statuts

Il est constitué entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.

Elle a pour dénomination ASSOCIATION DES ARTISTES, GALERIES ET EDETEURS D'ART DE TAHITI ET DES ILES. Elle pourra être désignée par le sigle A.G.A.P.E. (Association Gallery, Artists, Polynesian Editors).

Elle a pour objet la promotion, le développement et la défense des droits et libertés des artistes, galeries et des éditeurs d'art de la Polynésie française qui sont ses membres.

A ces fins, elle pourra participer à des manifestations culturelles (salons, expositions ou autres) pouvant servir son objet, produire des moyens de diffusion sur les différents médias et produire et/ou diffuser de la documentation sur les artistes, les galeries et les éditeurs d'art. Elle pourra aussi mener des actions pour promouvoir et défendre les intérêts de ses membres dans leurs relations avec les organismes publics et privés. Elle pourra rechercher auprès de tous les organismes publics et privés des aides de toute nature, des dons et des subventions pour servir son objet. Plus généralement, elle pourra engager toute action que ses instances dirigeantes jugeront utiles pour servir son objet en Polynésie française et à l'extérieur, aussi bien en France qu'à l'étranger.

Son siège social est fixée à la B.P. 326 Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: DESCHAMPS Emmanuel
Secrétaire	: DELOFFRE Christian
Trésorière	: VERMANDE Rose

#### ASSOCIATION DES JEUNES DE FAAONE

(Récépissé n° 6023 DRCL du 15 juin 2001)

##### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION DES JEUNES DE FAAONE, créée le 3 juin 2001, est régie d'après les dispositions de la loi du 1er juillet 1901, relative aux associations et par les présents statuts approuvés par les membres.

Elle a pour but, sur une initiative de personnes, d'accorder une meilleure intégration des jeunes du district de Faaone par un développement économique, social, culturel et sportif, et principalement, d'une manière plus concrète que la population puisse s'épanouir avec un travail, un logement et une éducation pour une meilleure qualité de la vie à Faaone.

Son siège social est fixé au domicile de son président. Il pourra, en outre, être transféré en un tout autre lieu quelconque du district de Faaone, par décision du bureau exécutif.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PICARD Isidore
Vice-président	: EBBS Moana
Secrétaire	: TITI Gustave
Secrétaire adjoint	: BEA Willy
Trésorière	: PICARD Vairea
Trésorier adjoint	: PAAEHO Arthur

#### ASSOCIATION HAKATAPAVAU IA HOHOI

(Récépissé n° 5930 DRCL du 13 juin 2001)

##### Extraits de statuts

Il est constitué le 21 mai 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle prend le nom de ASSOCIATION HAKATAPAVAU IA HOHOI.

Elle a pour but de promouvoir l'agriculture, l'élevage et l'artisanat au niveau des jeunes afin qu'ils puissent vivre de leur travail :

- de donner des responsabilités aux jeunes afin qu'ils restent dans l'île de Ua Pou ;
- de donner du travail aux jeunes du village à la fin de leur scolarité ;
- d'initier et d'encourager les jeunes à faire de l'agriculture, l'élevage et l'artisanat ;
- d'écouler les produits de leur travail par l'exportation de ceux-ci vers l'extérieur :
  - en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
  - en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
  - en venant en aide aux membres.

Son siège social est fixé à Hohoi, Ua Pou, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: KAIHA Adrienne
Secrétaire	: BRUNEAU Catherine
Trésorier	: TEIKIHAKAUPOKO Joseph
Assesseur	: TEIKITOHE Jean

**ASSOCIATION SPORTIVE METUAARII**  
(Récépissé n° 6025 DRCL du 15 juin 2001)

Extraits de statuts

L'association sportive METUAARII, fondée le 8 juin 2001, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique du volley-ball, basket-ball, handball, pirogue, pétanque, athlétisme, ping-pong, tennis et autres disciplines, l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Moeraï, Rurutu, chez M. TEAUROA John. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	: HURAHUTIA Aloma
Vice-président	: HURAHUTIA Jean-Jacques
Secrétaire	: TOOFA Valmène
Secrétaire adjoint	: TEAUROA Bertrand
Trésorier	: TEAUROA Claude
Trésorière adjointe	: TEAUROA Véréna
Responsables du volley-ball	: TAVITA Angéline TEAUROA Maco
Responsable du basket-ball	: TEAUROA Lorna
Responsable du handball	: OPETA Stanley

**COMITE DES SPORTS AUTOMOBILES (C.S.A.)**

(Récépissé n° 5927 DRCL du 14 juin 2001)

Extraits de statuts

Le COMITE DES SPORTS AUTOMOBILES (C.S.A.), fondé le 22 juin 2000, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Il a pour objet de réunir toutes les associations des disciplines suivantes : sport auto, karting, tuning, cibiste, model réduit, 4 X 4. Ces disciplines peuvent se pratiquer sur des infrastructures aménagées à cet effet ou en plein air, avec l'autorisation des autorités compétentes (territoriales et/ou municipales).

Son siège social est fixé au Skate-park de Tipaerui, B.P. 650 Papeete, Tahiti (tél./fax : 45.53.30).

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: UBELMANN Jean-Jacques
Vice-présidents	: GYNAMARD Jacques LUCAS Yves
Secrétaire	: HEISLER Raymond
Secrétaire adjoint	: WIART Bertrand
Trésorier	: COUPIN Réginald
Membres	: TARUOURA Ralph BARONIO Heifara LUCAS Lafi

**CREDIPAC POLYNESIE**

ANNEXE  
SUR LES COMPTES  
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2000

**I - METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES**

Les comptes annuels de CREDIPAC POLYNESIE ont été établis conformément au règlement 91-01, modifié par les règlements 92-05, 93-06, 94-03 et 94-05, applicables aux établissements de crédit agréés ainsi qu'aux principes comptables généralement admis dans la profession bancaire française.

Ils sont présentés selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que pour l'exercice précédent.

L'exercice a une durée de douze mois couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les opérations sont enregistrées en respectant le principe de la séparation des exercices.

Les postes d'Actif, qui font l'objet d'amortissements ou de provisions, sont présentés pour leur valeur nette.

*Les Immobilisations*

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition, partie de la T.V.A. non récupérable incluse. Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie économique estimée des biens. Les taux pratiqués sont identiques à ceux de l'exercice précédent et conformes aux durées de vie habituellement observées en Polynésie française.

- Autres Immobilisations Incorporelles (Logiciels)	20 %
- Agencement, Aménagement, Installation	10 % à 25 %
- Matériel et Mobilier de bureau	20 %
- Matériel Informatique	20 % à 25 %
- Matériel de Transport	25 %

*Les Opérations de Crédit-Bail et de Location avec Option d'Achat*

Les opérations de Crédit-Bail et de Location avec Option d'Achat sont inscrites en retenant les valeurs nettes comptables et non les encours financiers.

Les amortissements sont effectués selon le mode linéaire :

- Véhicules de tourisme	20 % à 33,33 %
- Véhicules utilitaires	15 % à 33,33 %
- Matériels d'Equipements Professionnels	20 % à 33,33 %
- Aéronefs ou Navires	10 % à 20 %

*Les Dettes*

Les dettes sont portées au bilan pour leur valeur nominale après prise en compte de toutes les charges à payer pouvant résulter tant des obligations contractuelles de la société que des législations fiscales et sociales en vigueur sur le Territoire.

*Les Créances*

Les créances figurent pour leur valeur nominale. Les décisions de dépréciation ont été prises par la direction de la société en fonction des risques de non-recouvrement identifiés par elle.

*Les Comptes de régularisation*

Ces comptes ont été valorisés conformément aux règles d'indépendance des exercices et aux principes de prudence.

Sont notamment reprises sous cette rubrique :

- les fractions se rapportant à l'exercice à venir, des loyers L.O.A. et C.B.M. dont les échéances ne correspondent pas avec la clôture au 31 décembre 2000, et des primes d'assurance couvrant une période différente de l'exercice social ;
- mais également diverses Charges à payer et Produits à recevoir.

*La Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)*

Taux pour l'année 2000 :

- pour la livraison de biens meubles, le taux est passé de 4 % à 9 % ;
- pour les prestations de services, le taux est resté à 6 %.

La société ne réalise pas exclusivement des opérations entrant dans le champ d'application de la T.V.A. :

- les opérations de Crédit-Bail et de Location avec Option d'Achat sont soumises à la T.V.A. ;
- les opérations de Crédits sont exonérées de la T.V.A.

Une fraction seulement de la T.V.A. acquittée est donc déductible pour les acquisitions ou les prestations de services.

Ce prorata de déduction est déterminé par le rapport :

Chiffres d'Affaires Annuel H.T. soumis à la T.V.A.  
Chiffres d'Affaires Annuel H.T. total de l'exercice

Le prorata est calculé par année civile au début de chaque année en fonction soit des recettes de l'année précédente, soit des recettes prévisionnelles, car la règle est que le montant de la taxe déductible d'une année considérée doit être déterminée en fonction du prorata résultant des recettes effectivement réalisées au titre de cette année.

Il y a donc un prorata provisoire et un prorata définitif.

Toute variation entre les deux prorata entraîne une régularisation annuelle.

Pour les immobilisations, il est admis que l'écart de T.V.A. déductible qui en résulte soit porté en Perte ou Profit lorsqu'il n'excède pas 5 points.

Une régularisation du prorata dans le temps est également applicable ; deux conditions cumulatives doivent être remplies :

- ne concerne que les Immobilisations ;
- n'intervient que s'il existe un écart de plus de 10 points.

La variation du prorata de déduction doit intervenir dans les quatre années suivant l'année de naissance du droit à déduction pour les biens meubles et est égale au cinquième de cette variation.

Cette variation dans le temps n'a pas d'incidence sur le coût d'entrée.

*Les Provisions pour risques et charges*

Les provisions pour risques et charges ont été comptabilisées conformément aux dispositions comptables en vigueur afin de tenir compte d'événements intervenus à la clôture de l'exercice pouvant résulter en une charge pour la société.

Ces provisions couvrent les risques et charges suivants :

- Provisions pour risques afférents aux opérations à moyen et long terme (0,50 %) ;
- Créances douteuses et litigieuses, ces provisions sont constituées pour chaque dossier en prenant en compte les garanties détenues ;
- La Réserve Latente négative.

*Les Fonds pour Risques Bancaires Généraux*

Il s'agit de montants que les dirigeants responsables au sens de l'article 17 de la loi du 24 janvier 1984 décident d'affecter à la couverture de tels risques lorsque des raisons de prudence l'imposent, eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires.

*Hors-Bilan*

Ce poste reprend les garanties reçues de la Banque de Tahiti pour des dossiers de Crédit-Bail Mobilier ou de Location avec Option d'Achat domiciliés chez cet établissement.

Ces garanties portent sur les loyers T.T.C. à échoir, les valeurs résiduelles T.T.C., et éventuellement les loyers échus et impayés T.T.C.

## II - NOTES ANNEXES AUX COMPTES DE BILAN

## ACTIF (en Francs CFP)

	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P. :</b>	<b>23.391.567</b>	<b>29.265.552</b>
. Caisse	83.567	87.552
. I.E.O.M.	23.308.000	29.178.000
Le compte I.E.O.M. représente les réserves obligatoires auxquelles est assujettie CREDIPAC POLYNESIE.		
<b>CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT :</b>	<b>123.643</b>	<b>404.023</b>
. Compte à Vue chez la Bank of Hawaii - Nouvelle-Calédonie		
<b>CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE :</b>	<b>1.324.704.348</b>	<b>1.515.688.539</b>
Il s'agit de Crédits de Trésorerie.		
. Crédits à court terme :	1.259.664	10.095.077
. Crédits à moyen terme :	1.315.401.680	1.494.001.689
. Créances Impayées :	1.785.881	3.584.461
. Créances Douteuses et Litigieuses :	817.644	1.220.788
. Brut :	17.705.591	21.380.341
. Provisions :	(16.887.947)	(20.159.553)
. Créances rattachées : (Intérêts courus)	5.439.479	6.786.524

ACTIF (en Francs CFP)		
	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT :</b>	<b>456.451.739</b>	<b>339.302.454</b>
. C.B.M. :	362.765.662	301.953.615
- Immobilisations Brutes :	590.928.920	526.267.321
- Amortissements :	(228.163.258)	(224.313.706)
. L.O.A. :	93.505.676	35.066.871
- Immobilisations Brutes :	141.100.810	186.499.290
- Amortissements :	(47.595.134)	(151.432.419)
. Loyers impayés :	180.401	1.252.543
. Créances douteuses et litigieuses :	-	1.029.425
- Brut :	5.820.197	9.984.956
- Provisions :	(5.820.197)	(8.955.531)
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :</b>	<b>15.319.580</b>	<b>17.176.770</b>
- Valeurs Brutes :	29.387.813	29.387.813
- Amortissements :	(14.068.233)	(12.211.043)

Dans cette rubrique figure un montant de 15.000.000 F CFP correspondant à l'acquisition en 1986 du droit au bail du local situé au rez-de-chaussée de l'immeuble VALETTE.

Ce fonds de commerce ne fait l'objet d'aucun amortissement.

- Les autres immobilisations correspondent aux progiciels.

<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES :</b>	<b>1.460.056</b>	<b>2.804.336</b>
- Valeurs Brutes :	41.361.549	45.374.374
- Matériel et mobilier de bureau	6.877.811	7.257.913
- Agencement/Installation	25.238.634	27.587.895
- Matériel de transport	2.170.000	2.170.000
- Matériel informatique	7.075.104	8.358.566
- Amortissements :	(39.901.493)	(42.570.038)
- Matériel et mobilier de bureau	(6.877.811)	(7.257.913)
- Agencement/Installation	(24.076.597)	(26.269.966)
- Matériel de transport	(2.170.000)	(1.722.998)
- Matériel informatique	(6.777.085)	(7.319.161)

<b>AUTRES ACTIFS :</b>	<b>6.177.512</b>	<b>740.345</b>
------------------------	------------------	----------------

Cette rubrique regroupe :

- Les dépôts et cautionnements :	148.550	148.550
- Les débiteurs divers (trop versé sur 1er acompte I.S. 2000) :	293.750	269.400
- La T.V.A. déductible/A reporter	5.735.212	322.395
Le prorata définitif de déduction est de 64 % pour cette année		

<b>COMPTES DE RÉGULARISATION (ACTIF) :</b>	<b>303.837</b>	<b>1.523.891</b>
- Valeurs reçues à l'encaissement	0	1.263.000
- Charges constatées d'Avance :	303.837	255.891
- Primes d'assurances automobiles et multirisques	270.504	
- Indemnités journalières	33.333	5.000
- Produits à recevoir :	0	

PASSIF		
	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT :</b>	<b>1.434.633.652</b>	<b>1.515.342.280</b>
- Comptes à Vue :	38.171.430	111.341.724
- Comptes d'avance : (de 3 à 24 Mois)	1.395.000.000	1.400.000.000
- CAP. Intérêts cptes d'avance : Pour la période du 25 décembre au 31 décembre 2000	1.462.222	4.000.556
Ces concours font l'objet d'une "Ouverture de Crédits" auprès de la Banque de Tahiti signée le 25 mars 1994 et de trois avenants (31 mai 1994, 7 avril 1995 et 20 mai 1996).		
<b>COMPTES CRÉDITEURS À LA CLIENTÈLE :</b>	<b>25.196.653</b>	<b>17.842.813</b>
- Autres dettes :	25.196.653	17.842.813
- Les retenues de garantie sur vendeurs :	1.349.396	2.180.505
- Autres dépôts de garanties (Dossiers liés à la défiscalisation "Loi PONS")	20.433.664	9.882.633
- Autres sommes reçues	3.413.593	5.779.675
Cette ligne enregistre les règlements des premiers loyers en C.B.M. et L.O.A. reçus par anticipation et les règlements partiels d'échéances qui sont en attente d'affectation.		
<b>AUTRES PASSIFS :</b>	<b>8.501.523</b>	<b>1.173.853</b>
- Les créiteurs divers :	8.501.523	1.173.853
- Dépôts de Garantie (C.B.M./L.O.A.) :	7.094.530	0
- Primes d'Assurance Décès à régler :	72	752.170
- Taxes d'enregistrement à régler :	70.000	105.000
- T.V.A. Collectée	1.322.258	81.713
- T.V.A. à Collecter	14.663	234.970
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION (PASSIF) :</b>	<b>18.468.833</b>	<b>26.838.958</b>
- Les Produits constatés d'avance :	8.371.054	7.737.481
- sur opérations L.O.A. :	1.449.075	1.480.561
- sur opérations C.B.M. :	6.921.979	6.256.920
- Les Charges à payer :	9.882.998	18.594.400
- Impôts sur les Sociétés		8.842.250
- C.P.S.	1.517.573	1.439.328
- Taxes sur le P.N.B.	538.833	848.128
- Congés payés et charges sociales	4.475.528	3.933.343
- Honoraires	1.246.704	1.200.080
- Gratification annuelle	1.468.610	1.430.889
- Divers	635.750	481.138
- Assurance Mondiale	0	419.244
- Commissions sur Risques C.B.M. (CAP)	48	2.400
- Les Intérêts à régulariser (FVC) :	214.733	504.677
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :</b>	<b>1.233.428</b>	<b>6.929.304</b>

Cette provision constituée en 1999 couvre la Réserve Latente négative afférente aux opérations de Crédit-Bail et Opérations assimilées conformément aux règles fixées par la Commission Bancaire (Bulletin n° 5 de novembre 1991), mais n'est pas déductible fiscalement.



21 Juin 2001

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

1585

## PASSIF

	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>PROVISIONS POUR RISQUES SUR OPÉRATIONS À MOYEN ET LONG TERME :</b>	<b>4.696.895</b>	<b>5.191.875</b>
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX :</b>	<b>10.384.520</b>	<b>10.384.520</b>
<b>CAPITAL SOUSCRIT :</b>	<b>283.866.000</b>	<b>283.866.000</b>
Ce capital est réparti en 51.612 actions de 5.500 F CFP.		
<b>RÉSERVES :</b>	<b>28.386.600</b>	<b>28.386.600</b>
Réserve Légale :	28.386.600	28.386.600
<b>REPORT À NOUVEAU :</b>	<b>111.187</b>	<b>88.554</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE :</b>	<b>12.452.991</b>	<b>10.861.153</b>

## III - NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

## CHARGES

	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>271.592.148</b>	<b>319.156.742</b>
- Intérêts et Charges assimilés avec les Etablissements de Crédit	80.785.206	81.833.230
- Intérêts sur Comptes à Vue	5.010.449	6.552.791
- Intérêts sur Emprunts à Terme	75.762.053	75.204.240
- Charges sur engagement Hors-Bilan	12.704	76.199
- Charges sur Opérations de C.B.M. et L.O.A. :	190.805.382	237.240.912
- Dotations aux Amortissements	190.358.476	232.770.702
- C.B.M.	154.589.890	155.186.584
- L.O.A.	35.768.586	77.584.118
- Moins-Values de Cessions	446.906	4.470.210
- C.B.M.	425.777	3.150.289
- L.O.A.	21.129	1.319.921
- Commissions	1.560	82.600
<b>CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION :</b>	<b>69.818.788</b>	<b>73.054.918</b>
- Frais de Personnel	41.983.580	45.604.135

L'effectif de l'Etablissement est de 7 personnes, depuis le 1er septembre 1999

- Rémunération du personnel : dont 13.355.550 F CFP pour les rémunérations allouées pendant l'exercice à un membre des organes d'Administration et de Direction, contre 13.045.806 F CFP, l'exercice précédent.	35.036.705	38.135.018
- Charges sociales	6.946.875	7.469.117
- Autres Frais Administratifs	27.835.208	27.450.783
- Impôts et taxes : dont 1.696.678 F CFP de taxe sur le P.N.B.	4.327.586	5.003.794
- Loyers des Bureaux :	3.600.000	3.600.000
- Services Extérieurs :	19.907.622	18.846.989

	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS :</b>	<b>3.406.408</b>	<b>3.384.710</b>
- Immobilisations Incorporelles :	1.857.190	1.713.720
- Immobilisations Corporelles :	1.549.218	1.670.990
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION :</b>	<b>56.853</b>	<b>130.664</b>
- Autres Charges d'Exploitation Bancaires	56.172	48.951
- Primes d'Assurance Décès-Invalidité à la charge de CREDIPAC POLYNESIE.		
- Autres Charges Diverses	681	81.713
<b>SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CRÉANCES ET HORS-BILAN : (*)</b>	<b>1.368.906</b>	<b>4.538.461</b>
- Dotations aux provisions :	(3.750.915)	(7.835.126)
- Créances irrécouvrables :	(8.010.530)	(2.407.822)
- Reprises de provisions :	10.157.855	5.587.238
- Récupération sur créances amorties :	234.684	117.249

<b>EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DES FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX : (*)</b>	-	<b>7.019.165</b>
--	---	------------------

- Dotations pour Risques à Moyen et Long Terme :	-	( 675.285)
- Dotations pour Risques et Charges :	-	(6.929.304)
- Reprises de Provisions sur Risques à Moyen et Long Termes :	-	585.424

(\*) Dans l'arrêté des comptes au 31 Décembre 1999, ces deux Postes avaient été regroupés sous le premier titre, pour un total de 11.557.626 F CFP. Cette présentation est en conformité avec le règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire.

<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES :</b>	<b>17</b>	<b>25</b>
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES :</b>	<b>5.528.250</b>	<b>14.555.250</b>
- Impôt sur les Sociétés (45 %) :	5.528.250	14.555.250

## PRODUITS

	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE :</b>	<b>356.482.412</b>	<b>432.609.120</b>
- Produits sur Opérations avec la clientèle	126.043.207	127.636.720
- Intérêts sur crédits de trésorerie	125.831.962	127.633.605
- Intérêts sur créances douteuses	211.245	3.115
- Produits sur Opérations de Crédit-Bail et assimilées	219.110.455	293.341.681
- Loyers	213.911.725	277.004.510
- C.B.M.	170.960.588	184.540.332
- L.O.A.	42.951.137	92.464.178
- Plus-values de cession	1.968.688	6.471.226
- C.B.M.	1.081.050	2.966.221
- L.O.A.	887.638	3.505.005
- Autres produits	2.893.515	7.531.845
- Loyers douteux	336.527	2.334.100
- Commissions	11.328.750	11.630.719

	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION :</b>	<b>1.024.507</b>	<b>29.290</b>
- Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	10.000	29.290
- Autres Produits Divers	1.014.507	-
Régularisation du prorata définitif de la déduction de la T.V.A. de 64 % pour une déduction opérée en cours d'année sur la base de 60 %.		
<b>EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS</b>		
<b>DES FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX</b>	<b>6.190.856</b>	<b>-</b>
- Dotations pour Risques à Moyen et Long Terme :	(17.717)	-
- Reprises pour Risques et Charges :	5.695.876	-
- Reprises de Provisions sur Risques à Moyen et Long Terme :	512.697	-
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS :</b>	<b>526.586</b>	<b>62.678</b>
- Régularisation de primes d'Assurance Décès	67.237	62.552
- Apurements de comptes garantie "Vendeur"	444.349	-
- Divers	15.000	126

# **RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2000, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de CREDIPAC POLYNESIE tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

## **I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **II - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion présenté par votre Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Papeete, le 28 mars 2001.

Pour la SCP

**PICARD-GOSSE-PARION-NOBILEAU :**

Jean-Pierre GOSSE,

*Commissaire aux Comptes.*

## **RAPPORT DE GESTION**

Ce document est à la disposition du public sur simple demande adressée aux bureaux de la S.A. CREDIPAC POLYNESIE, rue A.-Leboucher - B.P. 90 - 98713 PAPEETE - Tél. : (689) 42.77.07.

## CREDIPAC POLYNÉSIE

S.A. au capital de 283.866.000 F CFP  
R.C. PAPEETE 569 B - N° TAHITI : 041848  
Siège social : rue F.-Cardella - PAPEETE (TAHITI)

BILAN au 31 décembre 2000

(en F CFP)

ACTIF	MONTANTS		PASSIF	MONTANTS	
	31/12/00	31/12/99		31/12/00	31/12/99
Caisse, banques centrales, C.C.P. ....	23.391.567	29.265.552	Dettes envers les établissements de crédit .....	1.434.633.652	1.515.342.280
Créances sur les établissements de crédit .....	123.643	404.023	- A vue .....	38.171.430	111.341.724
- A vue .....	123.643	404.023	- A terme .....	1.396.462.222	1.404.000.556
Créances sur la clientèle .....	1.324.704.348	1.515.688.539	Comptes créditeurs de la clientèle .....	25.196.653	17.842.813
- Autres concours à la clientèle .....	1.324.704.348	1.515.688.539	- Autres dettes .....	25.196.653	17.842.813
Crédit-bail et location avec option d'achat .....	456.451.739	339.302.454	Autres passifs .....	8.501.523	1.173.853
Immobilisations incorporelles .....	15.319.580	17.176.770	Comptes de régularisation .....	18.468.833	26.838.958
Immobilisations corporelles .....	1.460.056	2.804.336	Provisions pour risques et charges .....	1.233.428	6.929.304
Autres actifs .....	6.177.512	740.345	Provisions pour risques afférents aux opérations à moyen et long terme .....	4.696.895	5.191.875
Comptes de régularisation .....	303.837	1.523.891	Fonds pour risques bancaires généraux .....	10.384.520	10.384.520
			Capital souscrit .....	283.866.000	283.866.000
			Réserves .....	28.386.600	28.386.600
			Report à nouveau .....	111.187	88.554
			Résultat de l'exercice .....	12.452.991	10.861.153
TOTAL ACTIF .....	1.827.932.282	1.906.905.910	TOTAL PASSIF .....	1.827.932.282	1.906.905.910
HORS-BILAN			Certifié conforme : G. EHRHART, Directeur général.		
Engagements reçus d'établissements de crédit ...	26.815	5.797.720			

## CREDIPAC POLYNÉSIE

S.A. au capital de 283.866.000 F CFP  
 R.C. PAPEETE 569 B - N° TAHITI : 041848  
 Siège social : rue F.-Cardella - PAPEETE (TAHITI)

## COMPTE DE RESULTAT au 31 décembre 2000

(en F CFP)

DEBIT	MONTANTS		CREDIT	MONTANTS	
	31/12/00	31/12/99		31/12/00	31/12/99
Charges d'exploitation bancaire. ....	271.592.148	319.156.742	Produits d'exploitation bancaire. ....	356.482.412	432.609.120
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit. ....	80.785.206	81.833.230	Produits sur opérations avec la clientèle. ....	126.043.207	127.636.720
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat. ....	190.805.382	237.240.912	Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat. ....	219.110.455	293.341.681
Commissions. ....	1.560	82.600	Commissions. ....	11.328.750	11.630.719
Charges générales d'exploitation. ....	69.818.788	73.054.918	Produits divers d'exploitation. ....	1.024.507	29.290
- Frais de personnel. ....	41.983.580	45.604.135	- Plus-values de cession sur immobilisations. ....	10.000	29.290
- Autres frais administratifs. ....	27.835.208	27.450.783	- Autres produits. ....	1.014.507	-
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles. ....	3.406.408	3.384.710	Excédent des reprises sur les dotations des fonds pour risques bancaires généraux. ....	6.190.856	-
Autres charges d'exploitation. ....	56.853	130.664	Produits exceptionnels. ....	526.586	62.678
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors-bilan. ....	1.368.906	4.538.461			
Excédent des dotations sur les reprises des fonds pour risques bancaires généraux. ....	-	7.019.165			
Charges exceptionnelles. ....	17	25			
Impôt sur les bénéfices. ....	5.528.250	14.555.250			
Bénéfice de l'exercice. ....	12.452.991	10.861.153			
<b>TOTAL DEBIT. ....</b>	<b>364.224.361</b>	<b>432.701.088</b>	<b>TOTAL CREDIT. ....</b>	<b>364.224.361</b>	<b>432.701.088</b>

Certifié conforme :  
 G. EHRHART,  
 Directeur général.

## LOTO NATIONAL

### LOTO NATIONAL N° 47

Premier tirage du mercredi 13 juin 2001 :

**1 17 20 22 32 35**

Numéro complémentaire : **II**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	99.454.874
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	1.302.188
5 bons numéros.....	205	172.733
4 bons numéros et numéro complémentaire....	746	6.548
4 bons numéros.....	13.139	3.274
3 bons numéros et numéro complémentaire....	24.056	618
3 bons numéros.....	265.807	309

Deuxième tirage du mercredi 13 juin 2001 :

**2 26 27 29 31 43**

Numéro complémentaire : **4I**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	pas de gagnant	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	3	3.373.719
5 bons numéros.....	419	86.594
4 bons numéros et numéro complémentaire....	446	5.620
4 bons numéros.....	15.498	2.910
3 bons numéros et numéro complémentaire....	13.300	618
3 bons numéros.....	279.199	309

**N° JOKER : 4 4 2 0 8 6 8**

### LOTO NATIONAL N° 48

Premier tirage du samedi 16 juin 2001 :

**14 16 23 27 45 46**

Numéro complémentaire : **5**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	pas de gagnant	0
5 bons numéros et numéro complémentaire....	33	3.427.750
5 bons numéros.....	303	127.071
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.458	5.092
4 bons numéros.....	17.277	2.546
3 bons numéros et numéro complémentaire....	32.755	508
3 bons numéros.....	319.704	254

Deuxième tirage du samedi 16 juin 2001 :

**4 15 18 20 28 47**

Numéro complémentaire : **46**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	77.313.667
5 bons numéros et numéro complémentaire....	6	1.859.866
5 bons numéros.....	305	126.252
4 bons numéros et numéro complémentaire....	632	5.312
4 bons numéros.....	18.140	2.856
3 bons numéros et numéro complémentaire....	18.578	544
3 bons numéros.....	337.377	272

**N° JOKER : 5 3 6 3 7 3 6**

### AVIS RELATIF AU 2<sup>e</sup> TIRAGE DU LOTO N° 49 DU MERCREDI 20 JUIN 2001

Il sera attribué, à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 49 du mercredi 20 juin 2001, un gain total minimum de 545.760.205 F CFP net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal, tout d'abord à hauteur de 296.529.711 francs CFP sur les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors de deuxièmes tirages antérieures et placées dans le fonds de report et de réserve, et ensuite, s'il y a lieu, par tranches de 1.819.201 francs CFP sur ledit fonds, en application de l'article 9 du règlement.

Fait à Papeete, le 18 juin 2001.

*Pour le président-directeur général  
de La Française des Jeux,*  
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

*Le président  
de La Pacifique des Jeux,*  
Roland de VILLEPIN.

### SUPER LOTO

Tirage du vendredi 15 juin 2001 :

**3 18 31 36 43 48**

Numéro complémentaire : **20**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 200 F CFP)
6 bons numéros.....	7	417.510.051
5 bons numéros et numéro complémentaire....	19	4.421.855
5 bons numéros.....	624	325.910
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.055	25.686
4 bons numéros.....	23.267	12.943
3 bons numéros et numéro complémentaire....	26.256	1.854
3 bons numéros.....	389.061	927

# KENO

Numéro Jackpot 7 84 92 17				Numéro Jackpot 3 23 00 03				Numéro Jackpot 0 70 89 28			
Lundi 11/06/01				Mardi 12/06/01				Mercredi 13/06/01			
9	13	20	22	1	3	4	9	5	9	11	12
23	25	26	27	12	15	16	23	16	18	23	32
28	29	31	34	24	27	29	30	38	44	46	47
39	47	53	57	31	38	43	48	51	57	58	59
60	61	64	68	52	66	67	70	61	64	67	68

Numéro Jackpot 5 37 20 09				Numéro Jackpot 0 33 79 83				Numéro Jackpot 1 50 98 32				Numéro Jackpot 4 78 58 21			
Jeudi 14/06/01				Vendredi 15/06/01				Samedi 16/06/01				Dimanche 17/06/01			
7	11	13	14	3	4	6	10	6	7	10	21	3	4	5	8
17	19	21	25	11	12	16	17	22	25	27	28	9	10	13	21
27	31	32	33	20	21	22	27	31	33	37	39	23	31	32	34
36	44	46	54	31	33	42	44	41	44	45	50	39	41	42	46
60	61	66	70	62	63	64	65	51	60	68	69	47	52	57	59

# TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

## VIENT DE PARAÎTRE

- Tarif des douanes (édition février 2001)..... 6.214 FCP

## EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Code de l'Education (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 25 août 2000) .....	433 FCP
- Code de la santé publique (J.O.P.F. n° 6 N.S. du 1er décembre 2000) .....	1.195 FCP
- Code du commerce (J.O.P.F. n° 7 N.S. du 15 décembre 2000) .....	973 FCP
- Contrat de développement Etat - Polynésie française 2000-2003 (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 21 décembre 2000) .....	278 FCP
- Code de l'environnement (J.O.P.F. n° 1 N.S. du 19 janvier 2001) .....	520 FCP
- Code de Justice Administrative (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 30 janvier 2001) .....	322 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 2001 .....	2.652 FCP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien) .....	666 FCP
- Code de l'aménagement (édition 1999) .....	3.328 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996) .....	374 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996) .....	697 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française .....	1.342 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour) .....	3.380 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995) .....	2.700 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996) .....	2.075 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997) .....	2.480 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1998) .....	2.886 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1999) .....	3.162 FCP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales .....	1.778 FCP
Tome 2 : Statut particulier .....	2.694 FCP
Tome 3 : Filière santé .....	1.643 FCP
- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2001) .....	3.172 FCP
- Code des douanes (juillet 1999) .....	2.141 FCP

*Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages*

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61  
Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

## TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie Officielle à compter de Janvier 2001

TARIF en F CFP	T.T.C.	Hors Taxe					
		Nouvelle-Calédonie	France, Andorre et Monaco	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle-Zélande	Autres Pays d'Europe
		Voie aérienne					
Numéro.....	198*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois .....	4.020	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an .....	7.296	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

\* Frais d'expédition non inclus pour les îles.